Vol. 6 • No. 52 • Du 10 au 16 Juillet 2013 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



**Ensekirite ak Kolera kontinye ap touye moun !**

Page 6

**English Page 9**



# ACCUSATIONS GRAVES CONTRE DES MEMBRES DU POUVOIR KALETÈT

Voir page 4

Martelly et Lambert. Au nombre des actes criminels impliquant des proches de la présidence, s'ajoutent les témoignages extrêmement graves contre Joseph Lambert conseiller de Michel Martelly

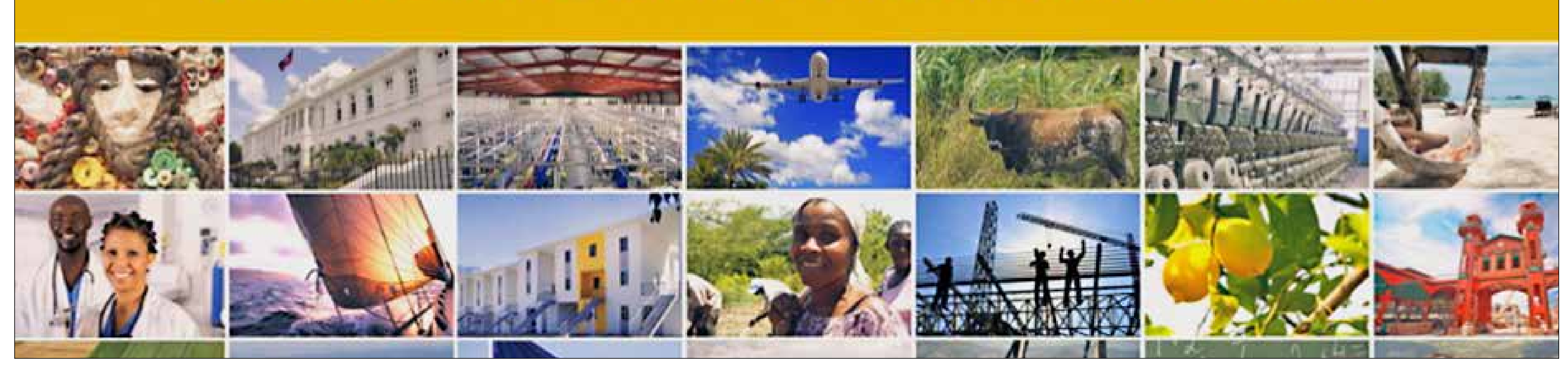


**Les misères de l'opposition !**

Page 8

# HAÏTI-DÉVELOPPEMENT : SUBMERSION OU ÉMERGENCE ?



Les obstacles qui empêchent à Haïti d'émerger ne manquent pas. Il est difficile de voir un pays se développer quand sa stratégie économique se décide à l'étranger par des institutions des Bretton Woods dont la Banque Mondiale (BM) la Banque Interaméricaine de développement (BID) et le Fonds Monétaire international (FMI).



Voir page 4



**Ce n'est pas la Chine qu'il faut craindre, mais l'Occident !**

Page 10



**«Président nous ne pouvons pas survoler la France et nous n'avons plus de carburant»**

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

# Le pays coule, le pouvoir spécule, au peuple de résister ferme!

**Par Berthony Dupont**

Cette semaine l'actualité politique a été dominée par les témoignages d'un certain Sherlson Sanon (Voir page 3) accusant l'ex-sénateur Joseph Lambert et le sénateur de Jacmel Edwin Zenny d'actes criminels. Cela ne nous étonne guère, vu que plus d'un dans le pays connaissent déjà les activités louches de ce régime. En ce sens, personne n'a besoin de se creuser la cervelle pour comprendre ce qui se passe actuellement au sein du pouvoir rose et blanc.

Cette catastrophe a pour point de départ les différents coups d'état qui ont saccagé le pays pour le mettre à genoux aux mains de gangs. Nous ne pouvons pas oublier le rôle d'un Emmanuel « Toto » Constant et de Louis Jodel Chamblain, d'un Michel Joseph Martelly et de Michel François terrorisant la population au service des forces obscures impériales afin d'en arriver là ; quand des trafiquants de drogue reconnus se trouvent au timon des affaires de l'Etat haïtien.

Le chaos actuel est l'œuvre du triumvirat Etats-Unis, France et Canada qui a entériné la déstabilisation. Nous ne pouvons pas passer sous silence que ces forces réactionnaires internationales ont récidivé vers la fin de l'année 2003 afin de boycotter le Bicentenaire de notre indépendance. Elles ont resurgi avec Guy Philippe accompagnant à nouveau Chamblain et une bande de mercenaires à la solde de l'opposition que dirigeaient Andy Apaid et Edouard Baker qui eux avaient embauché certains cadres universitaires dont l'actuel commissaire Lucmane Delile fut un membre influent et tant d'autres gnbistes sur le payroll du Département d'Etat des Etats-Unis.

Si aujourd'hui le pouvoir est aussi infesté de bandits, de kidnappeurs, de criminels et de voleurs, il faut retenir qu'ils sont tous au service de leur patron qui ne vise que la déstabilisation du pays, afin de nous faire perdre la boussole qui doit lui permettre de continuer à nous dominer et à piller notre sous-sol sans aucun brin de résistance.

Les déclarations de Lambert et de Zenny ne sont pas suffisantes pour prouver leur innocence. Cependant une seule chose est certaine ; c'est que ce dossier n'a pu être rendu public sans l'aval de certaines ambassades.

La question à se poser maintenant est pourquoi on a pris tout ce temps pour le publier quand Sherlson Sanon avait fait cette déposition depuis le mois d'avril 2013? Qui l'avait confisquée et pour quelle raison elle a pris près de 3 mois pour être publiée ? En fait, qu'est ce qui ne marche pas au sein des forces occupantes et de l'exécutif qui les pousse à cette lutte interne, jusqu'à frapper si fort deux hommes forts, deux collaborateurs proches du pouvoir ! Est-ce pour les menacer comme ça avait été le cas avec Guy Philippe quand la DEA en maintes occasions est venue jouer au chat et à la souris avec lui de façon à le faire taire au point de le remiser dans son trou. Signalons également l'autre bandit légal, Youri Latortue, le Monsieur 30% qui depuis un laps de temps est rentré en hibernation. Vu que le moment n'est pas propice pour eux de déposer Martelly, comme ils ont son dossier, tous ces tapages ne sont ils pas des signaux de menaces pour le forcer à suivre à la lettre le diktat de l'International ?

Est-ce du fait des spéculations du gouvernement à l'égard du Venezuela précisément quand Martelly déclara tout récemment lors de la visite de Maduro que « 94 % des projets du pays sont financés par les fonds de Petrocaribe ». Et à Lamothe lui-même de surenchérir en disant « qu'Haïti a bénéficié depuis 2008 de plus de 1.3 milliards de dollars dans le cadre de Pétrocaribe ». Même quand le Premier ministre n'a pas énuméré les projets réalisés, mais il spécule que *« ces fonds ont permis la réalisation de 189 projets dans les domaines des infrastructures, de l'agriculture, de l'éducation et de l'assistance sociale.* » Pour enfoncer le clou le samedi 6 juillet, Lamothe a plaidé pour la fin du néo-libéralisme en Haïti. Selon lui, PetroCaribe est le programme idéal pour le pays. Si la production nationale est ce qu'elle est aujourd'hui, il rend responsable *« Les gouvernements précédents qui ont appliqué une politique ultra-libérale. Ils ont cassé toutes les taxes. Les tarifs douaniers et tous les produits ont envahi notre pays. Notre production nationale est tombée à zéro. »* Pour le Premier ministre haïtien, la dette contractée auprès du Venezuela n'est pas un handicap mais une aubaine. Pour lui, la logique de Caracas est simple *: « Ne payez pas cash, mais envoyez nous plutôt de la nourriture. »*

Dans ce climat d'incertitude et de dénuement, et face aux coups imprévisibles des Etats-Unis, la puissance dominant les échanges politiques et économiques du pays, on se demande quelle est la position des masses populaires face aux forces occupantes et à l'exécutif, vu que depuis un certain temps, nous avons laissé le ballon aux pieds de ces décideurs politiques.

Il nous faut reprendre la rue en nombre imposant pour protester contre les forces impériales et ses agents de l'exécutif qui sans nul doute trouveront quand même un terrain d'entente pour empêcher que nous ne profitions de leurs contradictions. La balle doit être dans nos pieds tout le temps, afin d'attaquer l'ennemi. Mais si nous restons les bras croisés à les regarder, ils continueront toujours à mener le jeu.

Notre devoir est de ne pas lâcher la lutte, mais de nous unir, nous organiser afin d'écraser l'Hydre de Lerne, que dis-je, l'Hydre de Washington dont les têtes n'arrêtent pas de se régénérer même après qu'elles ont été tranchées à Cuba, au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, au Nicaragua et ailleurs.

# Les troublantes accusations de Sherlson Sanon contre Joseph Lambert, Edwin Zenny et consorts

*Déclarations faites par-devant notaire et rendues publiques par le RNDDH. Les dessous des jeux politiques en Haïti : Témoignages d'un ex-enfant soldat aujourd'hui membre d'un gang armé*

**1. Introduction**
Je m'appelle Sherlson SANON. Identifié par le Numéro de ma Carte d'Identification Nationale : 02-01-99-1988-12-00245. Je suis né à Jacmel le 16 décembre 1988.

En 1999, j'étais âgé de onze (11) ans et en situation précaire, lorsque j'ai été approché par l'ex-Sénateur Joseph LAMBERT, aujourd'hui Conseiller du Président de la République Joseph Michel MARTELLY, qui m'a introduit dans le secteur criminel.

J'ai spontanément décidé d'arrêter mes activités criminelles. C'est pourquoi, tout en me mettant à la disposition de la Justice, le 12 mars 2013, je me suis rendu au Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) en vue de faire ce témoignage.

**II. Mon enrôlement à titre de transporteur de drogue**
En 1999, l'ancien Sénateur Joseph LAMBERT m'a proposé d'être son ami car, il voyait en moi, me disait-il, un jeune garçon intelligent et plein d'avenir. A cette époque, Joseph LAMBERT n'était pas encore Sénateur. Cependant, il était très proche du Sénateur d'alors, Fourel CELESTIN.

C'est ainsi que j'ai intégré la base KAKOS, localisée à la Rue Sainte Anne, à Jacmel. Mon nom d'opération est Andrébert SANON. J'ai été nommé ainsi par l'ex-Sénateur Joseph LAMBERT luimême qui s'est aussi chargé de mon instruction en matière de crime. En effet, j'ai reçu une formation en reconnaissance de cocaïne. J'ai aussi appris à faire usage d'une arme à feu, à conduire les automobiles et les motocyclettes, avant de recevoir des matériels de travail, savoir, des gants, des armes, des munitions, etc.

Après ma formation, l'ex-Sénateur Joseph LAMBERT m'a engagé pour assurer le transport de cargaisons de drogue. Je devais transporter ces cargaisons de la Rue de la Ravine à Lamandou, chez un agent de sécurité d'alors de Joseph LAMBERT, dénommé Kern DESAMOUR. Je recevais deux mille (2000) gourdes pour ce travail.

Au fur et à mesure que je travaillais, l'ex-Sénateur me léguait d'autres responsabilités comme le transport de cargaisons d'armes à feu ou le transport de cargaisons de drogue en des endroits éloignés. En effet, j'ai aussi l'habitude de transporter de la drogue pour l'actuel Commissaire du gouvernement près le Tribunal de Première Instance de la Croix des Bouquets, Me Lenny THELISMA, ce, pour le compte de l'actuel conseiller du Président Joseph Michel MARTELLY. Cependant, Me Lenny THELISMA qui habite Martissant 7, ne reçoit pas la drogue chez lui, mais au Carrefour Fleuriot.

Parallèlement, le Sénateur Joseph LAMBERT m'a conseillé d'abandonner mes études, arguant que les documents, les certificats de fin d'études ne rapportent rien en Haïti. Il m'a affirmé qu'il pourrait me les faire avoir, sans qu'il ne me soit nécessaire d'aller à l'école. De plus, il m'a promis une voiture, une maison et un emploi au niveau de la fonction publique.

L'ex-Sénateur Joseph LAMBERT a aussi loué une maison où les membres du gang KAKOS sont hébergés lorsqu'ils rentrent à Port-au-Prince, notamment pour des missions. Cette maison est située au # 29, Impasse Wallace, Route de Frères. De plus, le Commissaire du Gouvernement près le Tribunal de Première Instance de la Croix des Bouquets, Me Lenny THELISMA a mis sa propre maison, localisée à Martissant 7, à la disposition de la base KAKOS.



**Edwin Zenny et Joseph Lambert**

Cette base est composée d'au moins dix-sept (17) individus. Il s'agit de :

1.Edner COME connu encore sous le nom de Jackson TRAVELINO, actuellement recherché par la Police Nationale d'Haïti (PNH) dans le cadre de l'enquête judiciaire relative au démantèlement du gang dirigé par Clifford BRANDT.
2.Yvener POMPY
3.Herlain THELEMAQUE, un aspirant policier
4.Alain MOISE
5.Jude MILIEN
6.Fabienne LOUIS
7.Eddy JEAN
8.Jean Edwidge ROY connu encore sous le nom de Papouche ROY
9.Sherlson SANON connu encore sous le nom d'Andrébert SANON
10.Saint-Fleur ROY
11.Sony LAMBERT
12.Yves JOACHIM
13.Raymond FRID
14.Berthony alias Tchampan
15.Amounou ainsi connu
16.Gregory ainsi connu
17.Design ainsi connu

**III. Les premiers crimes que j'ai perpétrés**
**a. Assassinat d'étrangers à Jacmel**
En 1999, moi, Sherlson SANON, j'ai tué pour le compte de l'ex-Sénateur Joseph LAMBERT, une étrangère du nom de Céline MOULIER qui était venue implémenter une organisation à Jacmel. Elle habitait à Civadier. J'ai reçu deux mille (2000) gourdes pour cette exécution. Le jour du crime, j'étais accompagné de Alain MOISE. Ce dernier est un agent de la Police Nationale d'Haïti (PNH). Lorsque je l'ai exécutée à hauteur de la route de Makary, Céline MOULIER pilotait une Toyota double cabine, blanche. Le même jour, le père de la victime, Fernand MOULIER, a aussi été assassiné par Alain MOISE.

Le gang a reçu l'ordre de conduire le véhicule de Céline MOULIER au garage de Jacky CAROLLI, situé à St Cyr, Jacmel. Les pièces du véhicule ont été vendues. La carcasse se trouve encore au garage. Après l'assassinat des deux (2) étrangers susmentionnés, j'ai été emmené en République Dominicaine, au Bahia Prencipe Hotel Bavaro situé à Punta Cana, en attendant que tout se calme.

**b. Cas de Kern DESAMOUR**
Kern DESAMOUR était un membre du gang. Il assurait la sécurité du dépôt de drogue de l'ex-Sénateur. Une fois, il a reçu pour mission de récupérer une cargaison et de l'apporter à l'ex-Sénateur Fourel CELESTIN. Cependant, Kern DESAMOUR a préféré prendre la marchandise et l'a vendue à Jacky CAROLLI.

J'ai été chargé d'assassiner Kern DESAMOUR pour cet écart de conduite. Le 30 octobre 2006, j'ai exécuté Kern DESAMOUR. Je lui ai administré trois (3) balles alors qu'il se trouvait dans un bar restaurant situé à Lamandou. Lors du crime, Yvener POMPY, un autre membre du gang, spécialisé notamment dans les exécutions, était présent. L'arme du crime m'a été remise spécialement par l'ex-Sénateur Joseph LAMBERT. Après l'assassinat de Kern DESAMOUR, des policiers basés à Jacmel ont reçu l'ordre de dire que ce dernier a été tué par un policier.

Parallèlement, j'ai été encore emmené en République Dominicaine, ou j'ai passé trois (3) mois, logé au même hôtel, le Bahia Prencipe Hotel Bavaro situé à Punta Cana. A chaque fois, toutes mes dépenses étaient prises en charge par l'ex-Sénateur qui me rendait visite chaque mois.

Après une retraite de trois (3) mois, l'ex-Sénateur est venu me chercher. Arrivé à Jacmel, il m'a offert une moto qu'il a lui-même achetée chez Edo Zenny pour une somme de trente-cinq mille (35.000) gourdes.

**IV. Ma présentation au Sénateur Edwin ZENNY**
En 2006, en raison des multiples services rendus et surtout, parce que je me suis toujours montré consciencieux dans mes nombreuses tâches, le Sénateur Joseph LAMBERT m'a présenté au Sénateur Edwin ZENNY connu encore sous le nom de



**Joseph Lambert, Youri Latortue et Michel Martelly**

Edo ZENNY. A partir de ce moment, j'ai eu deux (2) patrons.

Toutefois, avec le Sénateur Edwin ZENNY, mes contacts se sont multipliés. De plus, mon travail de transporteur est devenu plus important. J'ai été autorisé à prendre les cargaisons chez Jacky CAROLLI et chez Joël CAROLLI pour le compte des Sénateurs Edwin ZENNY et Joseph LAMBERT.

Les cargaisons emmenées à Lamandou étaient toujours sécurisées par Saint-Fleur Roy, Jean Edwidge Roy connu encore sous le nom de Papouche Roy et Eddy JEAN. Aujourd'hui, Eddy JEAN est propriétaire d'une boutique de vêtements localisée à Lamandou 1.

**V. Mon implication dans les actes de violence enregistrés lors des élections de 2010**
Pour les élections de 2010, le Sénateur Joseph LAMBERT a supporté le candidat à la députation Kénol CHARLES. J'avais pour tâche de remplir les urnes au profit de Kénol CHARLES. J'étais aidé par les autres membres de la base KAKOS. Puis, sécurisé par des agents de la Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH), j'ai emmené les urnes au bureau de vote de Meyer, une commune du Sud-est.

Je dois souligner que ces fraudes ont favorisé le candidat Kénol CHARLES qui a gagné les élections et est aujourd'hui Député de la circonscription de Cayes-Jacmel.

Après les élections, notamment au début de l'année 2011, le Sénateur Edwin ZENNY s'est rangé du côté de Joseph Michel MARTELLY, consacrant ainsi son divorce temporaire avec le Sénateur Joseph LAMBERT. Pour se venger, le Sénateur Edwin ZENNY nous a offert trois mille (3000) dollars américains à moi et à Yvener POMPY pour incendier son propre véhicule, une Hammer 4X4 de couleur blanche, qui se trouvait alors à Lamandou. Ensuite, il a accusé le Sénateur Joseph LAMBERT d'avoir procédé à cet incendie.

Suite à l'incendie, des agents de la PNH, dont un dénommé Arland BEROUETTE, à la solde du Sénateur Edwin ZENNY, se sont rendus à Lamandou et ont déclaré dans leur procès-verbal avoir remarqué le véhicule du Sénateur Joseph LAMBERT qui prenait la fuite.

**VI. Quelques exemples d'autres crimes perpétrés par le gang Edo ZENNY / Joseph LAMBERT**
1. Le 1er septembre 2012, j'ai été engagé par le Sénateur Edwin ZENNY pour exécuter Reyista DESAMOUR. Ayant échoué après plusieurs tentatives, un prêtre du vodou, Jean Marie DOMOND, a reçu dix mille (10.000) dollars américains pour faire le crime. Ce dernier a été par la suite arrêté le 16 octobre 2012. Jean Marie DOMOND se trouve aujourd'hui à la Prison Civile de Jacmel. La petite fille de Reyista DESAMOUR a, pour sa part, reçu une balle à la cuisse.

2.Le 17 novembre 2012, à Jacmel, le gang KAKOS a pris part à l'enlèvement suivi de séquestration du petit Jorym Sam ETIENNE, âgé de trois (3) ans. Ce crime a été perpétré sur instigation du Sénateur Edwin ZENNY qui est l'amoureux d'une jeune fille habitant la maison. Les proches de la jeune fille reprochaient à cette dernière d'entretenir une relation amoureuse avec le Sénateur, un homme marié qui, de surcroit, entretient plusieurs maitresses. Cette dernière a rapporté les faits au Sénateur qui, pour leur donner une leçon, a ordonné l'enlèvement de Jorym Sam ETIENNE. Il n'était pas prévu de tuer l'agronome Jean Marie Patrice ETIENNE. Cependant, celui-ci, croyant qu'il avait affaire à des voleurs, a tiré le premier. Un des bandits, Alain MOISE, a reçu un projectile au bras. C'est en ripostant que l'agronome Jean Marie Patrice ETIENNE a été tué. Pour libérer Jorym Sam ETIENNE, la famille a dû payer la rançon de quarante mille (40.000) dollars américains.

3. Deux (2) autres assassinats ont été perpétrés pour le compte du Sénateur Edwin ZENNY, le 5 février 2013. Ces deux (2) individus ont été tués parce qu'ils ont frappé le véhicule du Sénateur Edwin ZENNY. Ils ont été criblés de balles. Il s'agit de Jerry DARTOIS et de M. C Hammer DARTOIS. Pour ce travail, le Sénateur Edwin ZENNY a offert la somme de mille cinq cents (1.500) dollars américains à Yvener POMPY, à Eddy JEAN et à Berthony ainsi connu, alias Tchampan. Ils étaient montés à bord d'une motocyclette immatriculée MC 7030.

4. Le 6 mars 2013, le Sénateur Joseph LAMBERT m'a confié quatre (4) armes de calibre 9 millimètres à apporter à l'une des ramifications de la base KAKOS, à La Saline. J'ai remis ces armes à Yvener POMPY et à Jean Edwidge Roy, connu encore sous le nom de Papouche Roy.

5. Le 5 avril 2013, le gang KAKOS a reçu mission de l'ex-Sénateur Joseph LAMBERT de se rendre à Marigot, dans la maison de Jetho SANON, l'officier de l'Etat Civil de cette commune. Le gang a emporté seize (16) boites en carton remplies de drogue. Cette drogue a été emmenée chez Christophe LAMBERT, à Breman.

6. Le 7 avril 2013, l'ex-Sénateur et Conseiller du Président de la République m'a donné .......... *Suite à la page (4)*

# Haïti-développement : submersion ou émergence?

Par Francklyn B. Geffrard

Depuis son arrivée à la primature, le premier ministre Laurent Lamothe a promis de faire d'Haïti un pays émergent à l'horizon 2030. C'est un projet extrêmement ambitieux. Mais Laurent Lamothe n'est pas le seul ni le premier haut responsable d'Etat à faire une telle projection. Avant lui, un autre premier ministre, Jean Max Bellerive s'était engagé à faire d'Haïti un pays émergent. Mais il y a une différence très importante entre les deux projets. Le projet de Mr. Bellerive de faire d'Haïti un pays émergent s'étalait sur une période de vingt (20) ans ; tandis que celui de Mr. Lamothe devrait se matérialiser dans dix-sept (17) ans. Cependant, il existe de nombreux écueils à l'émergence d'Haïti en 2030.

Un pays émergent est, par définition, un pays dont le Produit Intérieur Brut (PIB)est inférieur à celui d'un pays développé (Lexique financier). Pour certains experts, la notion de pays émergents ne correspond à aucune définition économique précise. Il est évident qu'on ne peut pas désigner un pays comme étant émergent s'il ne connait pas une croissance économique. Il est difficile pour un pays qui ne s'est pas industrialisé d'émerger. Une autre caractéristique d'un pays émergent, c'est l'accroissement substantiel de son revenu par tête d'habitant. En ce sens, le revenu per capita doit être en nette progression par rapport au revenu mondial. Si ces conditions minimales ne sont pas réunies, tout souhait pour qu'Haïti devienne un pays émergent risque d'être un vœu pieux.

Transformer un pays où le déséquilibre social est si grand en un pays émergent ne peut être le fruit de discours creux dont le seul contenu serait un slogan. L'émergence est un long processus qui exige de la persévérance dans l'effort. Pauvreté et inégalités sociales ne riment pas avec le développement. Comment faire émerger un pays qui importe tout ou presque ? Un pays dont l'exportation se révèle absolument insignifiante ne peut prétendre émerger dans un contexte où sa production nationale est grabataire. Pour faire émerger un pays, il faut certainement plus d'actions concrètes que de discours. Il faut un engagement ferme et résolu de l'Etat pour mettre en œuvre une politique de relance de la production nationale, susceptible de créer la croissance économique. L'idée de faire émerger Haïti dans les prochaines années peut être louable. Cependant, la démarche peut se révéler démagogique lorsque ceux qui prônent cette idée sont en train d'appliquer une politique de submersion de la production nationale.

Même au cas où notre production nationale était suffisamment abondante et permettait d'augmenter de manière exponentielle les exportations du pays, si les revenus qu'elles génèreraient ne sont pas diversifiés pour garantir un niveau de croissance économique acceptable, le pays n'atteindrait certainement pas le développement. En fait, un pays émergent doit pouvoir s'intégrer rapidement à l'économie mondiale du point de vue commercial et financier. Autant dire que si les autorités gouvernementales continuent d'encourager et d'assurer la promotion de l'invasion du marché haïtien de produits importés, notamment du riz en provenance du Vietnam au détriment de la production nationale, le pays ne sera jamais en mesure de s'intégrer à l'économie mondiale. Un pays qui n'a presque rien à offrir en termes d'échanges commerciaux et qui ne développe pas ses capacités de production, est censé condamné à la submersion.

Les obstacles qui empêchent Haïti d'émerger ne manquent pas. Il est difficile de voir un pays se développer quand sa stratégie économique se décide à l'étranger par des institutions des Bretton Woods dont la Banque Mondiale (BM) la Banque Interaméricaine de développement (BID) et le Fonds Monétaire international (FMI). Aussi longtemps que le pays est tributaire de l'aide internationale où il ne peut pas définir et orienter lui-même sa politique économique, il est condamné au sous-développement. Sans la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, aucun pays ne peut prétendre progresser. La corruption constitue un frein au développement. Un pays qui pérennise la misère, l'ignorance et la mendicité et qui s'installe confortablement dans l'assistanat international est voué à l'échec. Si le pays continue de se situer parmi les pays à plus faible indice de développement humain, son émergence est carrément hypothétique.

Un autre grand défi auquel Haïti doit faire face, c'est sa dépendance de plus en plus significative vis-à-vis de l'aide internationale. Plus de 60% du budget national sont financés par la Communauté internationale. Et le budget d'investissement d'Haïti dépend à 94% du fonds Petrocaribe, dixit le président Michel Martelly. Ce serait intéressant de voir Haïti passer du stade d'Etat en faillite à celui d'un pays émergent. Haïti figure d'ailleurs sur la liste des Etats en faillite. Dans un rapport publié en Juin 2012 par le magazine américain Foreign Policy, Haïti occupe la 7e place sur 59 des « Etats en faillite». C'est un pari difficile qui nécessite la construction d'un Etat soucieux des conditions de vie de sa population. Quand, dans un pays plus de 6,7 millions de personnes souffrent de faim et que 1,5 millions d'autres vivent dans une situation d'extrême pauvreté, il n'est pas évident que l'émergence se matérialisera dans un tel contexte. Il est évident que les classes moyennes haïtiennes sont en passe de s'écrouler sous le pas d'une politique de décapitalisation sauvage appliquée par des gouvernements de doublure à la solde de l'étranger. Les classes moyennes se massifient alors que les masses, quant à elles, ne savent plus à quel saint se vouer. Les paysans qui, eux aussi, ont été décapitalisés massivement au début des années 80 après l'abattage systématique du cheptel porcin haïtien (Les cochons créoles) sous la dictée des Etats-Unis, se trouvent livrés à eux-mêmes dans un environnement très marginalisé. Les familles sont désintégrées. Il n'existe aucun programme d'encadrement de la jeunesse. La force de travail du pays et les ressources humaines qualifiées dont le pays a immensément besoin pour émerger s'expatrient de plus en plus. Et, il n'y a toujours pas de volonté politique visant l'intégration effective des haïtiens de l'étranger à la vie politique, économique, sociale et cultuelle d'Haïti. Comment faire émerger un pays qui s'enlise dans la précarité et l'insécurité sociale ?

Aujourd'hui, le Brésil, par exemple, est un pays en développement. Ce n'est pas un hasard. C'est le résultat d'une politique qui consiste à transformer la vie des brésiliens. Le Brésil est la première puissance industrielle de l'Amérique Latine et la huitième puissance économique du monde. Le Brésil a d'abord mené une politique d'agressivité par rapport à sa production agricole. Le Géant de l'Amérique du Sud a donc orienté sa production agricole et industrielle vers l'exportation. Depuis le début des années 70, le Brésil a connu une forte croissance économique avec des taux compris entre 5 et 10 % par an. Il se situe parmi les premiers producteurs agricoles mondiaux. Premier pour le café et les agrumes, second pour le soja, le cacao, le sucre et les bovins. Les produits agricoles brésiliens représentent 1/3 des exportations. Cependant, les inégalités sociales persistent dans ce pays qui a émergé. Plus de 25 millions de brésiliens sont sortis de la pauvreté pour rejoindre les classes moyennes. Pour la première fois dans son histoire, le Brésil est devenu un pays de classes moyennes « Lula, père des pauvres ? ».

La réduction de la pauvreté, la relance de la production nationale et de l'économie sont autant de facteurs que les autorités haïtiennes devraient prendre en compte dans le cadre de tout effort visant un décollage économique. Et, pour devenir un moteur de croissance, pays qui veut émerger doit impérativement s'engager dans la voie de l'organisation institutionnelle, dans l'amélioration de ses infrastructures et dans l'adoption de politique économique adaptée à ses réalités socio-culturelles. Il est tout aussi fondamental que le pays soit doté d'un gouvernement stable et efficace pour mener à bien de saines politiques fiscales et monétaires susceptibles de créer la croissance économique indispensable à l'amélioration substantielle de la qualité de vie des citoyens. Tant que le niveau de vie des haïtiens ne tend pas vers celui des citoyens de pays développés, l'émergence d'Haïti restera un rêve pour ne pas dire une chimère.

**Francklyn B. Geffrard**
**Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)**

# Accusations graves contre des membres du pouvoir Tètkale

Par Yves Pierre-Louis

Des membres du pouvoir Tètkale, ayant à sa tête Michel Joseph Martelly et des membres de sa famille ont fait l'objet de graves accusations par devant les Tribunaux. Parmi lesquelles, on peut citer : corruption, kidnapping, assassinat et d'autres actes criminels. Les dossiers de la Première dame, Sophia Saint-Remy Martelly et de son fils, Olivier Martelly accusés de corruption sont à nouveau au Tribunal. Le juge Serge Joseph a rendu un jugement avant-dire droit ordonnant au Ministère Public de prendre toutes dispositions nécessaires pour faciliter la comparution personnelle des témoins à charge tels : le Premier ministre, Laurent Lamothe ; le ministre de l'Economie et des Finances, Wilson Laleau ; la ministre de la Sante publique et de la Population, Florence Duperval Guillaume ; le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Jacques Gabriel ; la ministre de la Jeunesse et du Sport, Magalie Racine ; le Gouverneur de la Banque de République d'Haïti (BRH), Charles Castel et autres.« Les témoins sont les yeux et les oreilles de la justice », insiste le Magistrat Serge Joseph, se référant *à l'article 400 du code d'instruction criminel* (CTC) pour prendre cette décision.

Dans le même temps, l'ex-chef de l'unité spécialisée de la PNH, CAT-TEAM, Marc-Arthur Phebe, 4 autres policiers et 2 agents de la compagnie de sécurité privée SGS ont été entendus mercredi 3 juillet 2013 par la Cour d'Appel de Port-au-Prince dans le cadre de l'affaire d'un gang de kidnappeurs dirigé par l'homme d'affaire Clifford Brandt. Marc-Arthur Phébe, lui, était également chef de sécurité de la famille Brandt et à ce titre il a perçu un salaire supérieur *à celui d'un ministre. Il a été interrogé autour du kidnapping de*s deux (2) enfants de la famille Moscosso, le 16 octobre 2012.

Dans la foulée, 3 autres proches du président Martelly : Ernest Edouard Laventure alias Mòlòskòt, Jojo Lorquet et Patrick Maitre sont accusés d'être responsables d'un réseau de faussaires et d'un gang de bandits légaux opérant régulièrement au niveau de la frontière haïtiano-dominicaine. Le premier avait *été* nommé coordonnateur général des douanes, disait-il, par le président Martelly : « Je suis le représentant du président Martelly, non seulement au niveau des Douanes, mais partout où je passe », déclarait Mòlòskòt sur les ondes des stations de radio.



**Ernest Edouard Laventure alias Mòlòskòt**

Actuellement, il est en cavale, selon son avocat Me Arrycidas Auguste, alors qu'il est activement recherché par la justice pour « usurpation de titres, association de malfaiteurs, faux et usage de faux », pour lesquels le directeur général de l'Administration générale des Douanes(AGD), Jean-Baptiste Fresnel avait déposé une plainte au Parquet de Port-au-Prince contre ce délinquant légal. Selon d'autres informations qui circulent à travers les couloirs, Mòlòskòt était à la tête d'un gang de bandits légaux opérant dans divers quartiers de la capitale et au niveau de la frontière haïtiano-dominicaine. Il percevait des frais de douanes au détriment de l'Etat haïtien pour le compte direct de la famille présidentielle. Et, à ce titre, il remplaçait Calixte Valentin accusé, lui aussi, dans l'assassinat d'un commençant, Antonal Derissaint, à la frontière.

« Mon Client se sent trahi et abandonné par ses employeurs (Michel Martelly et sa femme) dans cette affaire. Il avait tout le support de hauts dignitaires de l'Etat. Pourquoi il est maintenant livré *à la justice ? Alors qu'on pourrait régler* le, dossier autrement » s'interroge son avocat, Arrycidas Auguste, ex-commissaire du gouvernement, qui sait très bien de quoi il parle. « Mon client s'est mis à couvert, car il ne se sent pas en sécurité dans la façon dont le cabinet d'instruction gère le dossier. Je ne sais pas où il est pour l'instant. Je lui ai parlé uniquement au téléphone », poursuit-il. Mais selon plus d'un Moloskot a eu le temps de quitter le pays pour se réfugier ailleurs.

La question qu'on se pose c'est pourquoi le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Lucmane Delile, qui se dit toujours à la recherche des bandits n'a-t-il pas mis ce présumé délinquant en garde à vue, après l'avoir entendu en mai dernier ? Pourquoi a-t-il laissé le temps à ce chef de gang de bandits légaux de quitter le pays ? Certains ont répondu c'est parce qu'il travaillait pour le compte du président Martelly, sa femme, Sophia et d'autres proches du pouvoir.

Quant à Jojo Lorquet, ami personnel du président Martelly et Patrick Maitre, également chauffeur du président Martelly, arrêtés la semaine dernière pour leur implication dans des actes délictueux et criminels, ils ont *été écroués au pénitencier national de Port-Au-Prince.*

Au nombre des actes criminels impliquant des proches du président Martelly, s'ajoutent les *témoignage*s extrêmement graves du jeune Sherlson Sanon âgé de 25 ans contre Joseph Lambert conseiller du président, le *sénateur, Ed*win Zenny alias Edo Zenny et le commissaire du gouvernement de la Croix-des-Bouquets, Lenny Thelisma. Sherlson Sanon a fait des révélations accablantes particulièrement contre Joseph Lambert, ex-sénateur de la république, qui l'a introduit dans des activités criminelles depuis l'âge de 11 ans. L'affaire est actuellement devant le cabinet d'instruction pour les suites légales.

Depuis l'arrivée du président Martelly à la tête du pays, il y a deux (2) ans, dans des conditions que tout le monde sait, des gens avisés ne cessent de dénoncer l'institutionnalisation des groupes de bandits légaux *à trav*ers le pays. Dans le sud, des citoyens ont dénoncé la formation d'un gang dénommé *« Le Police ». Des bandits légaux* sèment quotidiennement le deuil dans les familles. Ils opèrent au nom et pour le compte du Palais national. Ils ont en leur possession des badges du Palais national, comme ce fut le cas du kidnappeur, Clifford Brandt. L'Etat haïtien est devenu un état délinquant avec des ramifications à travers les Caraïbes, les Etats-Unis, le Canada. Cette situation est en train d'appauvrir non seulement le pays, mais surtout les couches *démunies* de la population. La preuve, c'est que durant l'exercice fiscal 2012-2013, l'Etat haïtien accuse une perte au niveau des recettes évaluée *à plus de 9 milliards de gourdes. Alors que les dirigeants haïtiens trainent toujours leur bol bleu devant les étrangers, même pour organiser les élections qui sont des attributs de la souveraineté. Quand l'Etat haïtien cess*era-t-il donc d'être un état *délinquant et mendiant ?*

*Suite de la page (3)*

six (6) armes à feu de calibre 9 millimètres, avec pour mission de les apporter à La Saline et de les remettre à Raymond FRID, Jean Edwidge Roy, Fresny BALTAZAR, Jude MIILIEN, etc.

7. Le 10 avril 2013, plusieurs membres du gang, montés à bord de deux (2) véhicules dont celui du Sénateur Edwin ZENNY, immatricule OF 00828, piloté par Edner COME, et une Land Cruiser grise, appartenant à Joseph LAMBERT, ont transporté six (6) boites de cocaïne de Jacmel à Ouanamithe. Cette drogue a été livrée à une autorité de la ville. Eddy JEAN, Berthony alias Tchampan, Alain MOISE, et moi-même nous nous trouvions dans le second véhicule.

8. Cacite BERTRAND, un cousin de ma mère, a été tué à Peredo par Alain MOISE. Il était un commerçant. Il lui était reproché d'avoir des opinions politiques contraires à celles de l'ex-Sénateur Joseph LAMBERT.

9. Dalbert BERTRAND a été tué par Eddy JEAN, et Yvener POMPY, sur ordres du Sénateur Joseph LAMBERT.

**VII. Les ordres que j'ai choisis de ne pas exécuter**

En février 2013, l'ex-Sénateur Joseph LAMBERT m'a engagé pour assassiner le député Sorel JACINTHE. Il m'a donné une bouteille que je devais placer à l'intérieur ou sous le véhicule du Député Sorel JACINTHE, une Land Cruiser de couleur or. De plus, il m'a donné un portable avec, enregistré, un message vocal prétextant que le Député Anel BELIZAIRE avait communiqué avec le Député Sorel JACINTHE et qu'il lui avait fixé rendez-vous à La Saline.

J'ai aussi reçu pour mission de déposer, dans le véhicule du Sénateur Moise JEAN CHARLES, une cargaison de drogue pour qu'une arrestation soit orchestrée à l'encontre dudit Sénateur. J'ai commencé par exécuter ce travail. J'avais déjà en ma possession la drogue. Tout était planifié. J'ai finalement décidé de ne pas donner suite. De plus, je devais aussi procéder à l'identification et à l'exécution du Député Levaillant LOUIS JEUNE avant le 29 avril 2013.

Selon toute vraisemblance, l'ex-Sénateur Joseph LAMBERT tient à éliminer les Députés Sorel JACINTHE et Levaillant LOUIS JEUNE en raison des déclarations de ces derniers sur les ondes de plusieurs stations de radio de la Capitale, selon lesquelles l'ex-Sénateur ne peut vivre en Haïti sans le bénéfice de l'immunité parlementaire ou la couverture d'un pouvoir politique.

**VIII. Membres de l'appareil judiciaire impliqués dans les actes**

Les chefs du gang KAKOS, savoir l'ex-Sénateur Joseph LAMBERT et le Sénateur Edwin ZENNY, contrôlent l'appareil judiciaire du Sud-est. Lorsque les membres du gang sont arrêtés, ils interviennent eux-mêmes et, souvent, les membres du gang KAKOS sont remis en liberté.

**IX. Conclusion**

Pour me pousser à exécuter ces ordres que j'ai choisis d'ignorer, l'ex-Sénateur Joseph LAMBERT m'a encore une fois promis sa Toyota Prado, une maison, un emploi pour moi et aussi un emploi pour ma femme. Toutefois, je ne veux plus travailler pour l'ex-Sénateur et Conseiller Joseph LAMBERT ni pour le Sénateur Edwin ZENNY.

Lorsque j'en ai fait part à l'ex-Sénateur Joseph LAMBERT, ce dernier a passé aux autres membres du gang KAKOS, des instructions claires et précises pour que je sois exécuté.

Je m'attends donc à mourir à n'importe quel moment. C'est pourquoi, pour l'histoire et pour la vérité, j'ai fait ce témoignage afin que nul n'ignore les dessous des jeux politiques en Haïti dont j'ai été victime, sous l'attrait du gain facile.

**Fait à Port-au-Prince, le 23 avril 2013**
Sherlson SANON

**Vu uniquement pour la certification matérielle de la signature de SHERLSON SANON, connu encore sous le nom D'ANDREBERT SANON, identifié au numéro 0201-99-1988-12-00245 qui l'a apposée en notre présence, ce vingt trois avril deux mille treize : Port-au-Prince, le 23 avril 2013**
**Me Jean Beaubrum L. Rony, Notaire Public**

# Jean-Claude Duvalier en flânance, Sweet Micky en fêtance !

**Par Fanfan la Tulipe**

Il n'y a point de dyòl pour parler. «Nous n'avons point de bouche pour parler», écrivait le poète. Et il ajoutait :« les mots usuels sont arrondis collants du miel de la résignation». Depuis, les mots courants ont subi diverses métamorphoses. Carrés de tromperies électorales, losanges de promesses fallacieuses, rectangles de mensonges, tétraèdres d'audace éhontée, triangles de corruption, hexagones d'humiliantes insultes à la misère des masses, polygones de honte dessinés par des dirigeants sans scrupules, sans amour-propre, sans aucun amour de la patrie, parce que serviles, empressés, aux ordres du pouvoir impérial, et surtout parce que servant les intérêts de leur classe.



**Jean-Claude Duvalier «en flânance» et Martelly en fêtance, il faut bien ajouter la classe politique en vacances, en roulibance.**



**Lucien Jura**

C'est ainsi que le pouvoir en Haïti se targue de vouloir mettre en place et de consolider un Etat de droit. Mensonge rectangulaire. Hier encore, à l'émission *Ranmase* du samedi 6 juillet, son porte-parole, Lucien Jura, l'homme au style sirupeux, pompeux et aristocratique, défendait la volonté d'innover (sic) de son chef en la matière. Pour asseoir ses propos, il a fait allusion à l'arrestation et incarcération de Jojo Lorquet et Patrick Maître, respectivement proche ami et chauffeur de Martelly à cause de leur complicité présumée avec un certain Ernst Laventure Edouard, alias Mòlòskòt, excoordonnateur général des douanes, accusé d'usage de faux, d'usurpation de titre, et d'association de malfaiteurs.

Selon notre sirupeux Jura :« Pour eux, le président ne lèvera pas le petit doigt. Chacun devra répondre de ses actes devant la justice». Ce serait la preuve que Martelly s'est fait «promoteur de l'État de droit en Haïti». Ha! Ha! Ha! Jura nous en conte de bonnes ! Audace triangulaire, car ces présumés malfaiteurs passeront quelques semaines, peut-être quelques mois, en prison, ce pour calmer les esprits. Puis, comme Calixte Valentin incarcéré pour avoir tué Octanol Derissaint à Fond-Parisien, Maître, Lorquet et Mòlòskòt seront libérés par un juge véreux, un autre Ferno Jude, opportunément nommé par le pouvoir. On peut se rappeler comment la scandaleuse libération de Valentin avait fait tout un tollé dans l'opinion en général, et surtout parmi les organisations des défenses de la personne.

Nous n'avons point de bouche pour parler, nous sommes presque *bèbè*, tellement ce pouvoir, ses affidés et son porte-parole se distinguent par leur constance à s'enfermer dans la rectangularité et la régularité de leurs stupides mensonges. Dès la première année de sa présidence, Martelly s'illustrait comme «promoteur de l'État de droit en Haïti», en demandant à ses aides et subalternes de faire arrêter, à l'aéroport de Port-au-Prince, le 27 octobre 2012, le député Bélizaire protégé par son immunité parlementaire, au grand dam et à la colère des collègues parlementaires venus à sa rencontre.

Peu de temps après, Martelly s'enfermant dans son hexagone du mensonge clamait haut et fort qu'il n'avait rien à voir avec l'affaire «ni de près ni de loin». Pire. Son ministre de l'Intérieur, des Collectivités territoriales et de la Défense nationale, l'ineffable Thierry Mayard-Paul affirmait devant une commission sénatoriale :« J'étais à l'aéroport, le 27 octobre dernier, pour accompagner ma femme qui voyageait », brandissant devant l'Assemblée la carte d'embarquement de son épouse et la réservation du billet d'avion.

Or, ce jour même, Mayard-Paul est arrivé *an shango* à l'aérport, *bate pwonnen,* botté et éperonné, bousculant tout sur son passage, s'arrogeant le droit, lui et ses gardes du corps, de pénétrer lourdement armés dans la zone dite stérile de l'aéroport en violation des règlements en vigueur. Les employés du service de sécurité de l'aéroport, qui tentaient de les en empêcher, ont été traités sans ménagement aucun. Me Mayard Paul s'est laissé aller personnellement jusqu'à frapper plusieurs agents de sécurité, parmi eux Fritz Dorcé, dont le badge a d'ailleurs été violemment confisqué.

Monsieur Mayard-Paul, «arrêtez j'ai deux mots à vous dire» : c'est clair comme de l'eau de coco: Bélizaire avait été arrêté, vous aviez fait le coup, Martelly l'avait ordonné. Mayard-Paul a été exonéré par une commission sénatoriale grâce aux manœuvres tortueuses et félonnes d'un certain caméléon du nom de Joseph Lambert et d'un autre parlementaire de la honte, l'infâme Youri Latortue des «30%». Scénario pareil à celui de l'acte V, scène 6 de la pièce de Racine : « Non, non, Britannicus est mort empoisonné; / Narcisse a fait le coup, vous [Néron] l'avez ordonné». Et vive l'Etat de droit ! Vivent les diverses métamorphoses des mots habituels !

Et c'est dans ce décor polygonal de toutes les hontes, dans cette atmosphère morale indigne que débarque Jean-Claude Duvalier le 17 janvier 2011 en compagnie de sa femme Véronique Roy. Revenu au pays «pour aider le peuple haïtien» (sic), le jour suivant, il est arrêté par la police haïtienne, faisant face à de possibles accusations de détournement de fonds. Assurément un show prémédité par ce consortium occulte de magouillards intérieurs et extérieurs pour garder occupés les amateurs de scoops. Le 18 janvier, il est accusé de corruption, et il lui est interdit de quitter le pays en attendant son procès à Port-au-Prince. Après trois refus de comparaître, il se présente pour la première fois devant la cour d'appel de Port-au-Prince le 28 janvier 2013.

Baby Doc avait été inculpé par la justice de corruption, vol et détournement de fonds pendant ses années au pouvoir de 1971 à1986, après qu'il eut bénéficié d'une ordonnance écartant les poursuites contre lui pour crimes contre l'humanité. Le procureur général Aristidas Auguste déclarait : «Son sort est désormais entre les mains du juge d'instruction. Nous avons déposé une plainte à son encontre». Dès lors, il appartenait au juge d'instruction de décider de poursuivre ou non l'affaire au plan judiciaire.

Depuis, Baby Doc «flâne» dans le pays sans s'inquiéter de rien. On le voit dans les restaurants chics des hauteurs autour de Port-au-Prince. Il invite à dîner chez lui. Il reçoit chez lui son «homologue» Martelly. On le voit à la plage. Le 12 janvier 2012 alors que le président Martelly rend hommage aux victimes du séisme du 12 janvier 2010, **à l'endroit où des** milliers de personnes avaient été enterrées dans une fosse commune, l'ex-président à vie Jean Claude Duvalier et l'ancien général-président Prosper Avril assistent **à la cérémonie**, trônant sur le même podium. Il parraine la dernière promotion sortante de l'Ecole de Droit des Gonaïves, en décembre 2012 et son discours est honteusement publié dans les colonnes du Nouvelliste. C'est donc un Jean-Claude Duvalier «en flânance», se déplaçant librement dans le pays.

Alors que Duvalier est «en flânance», Martelly, lui, excelle dans un autre registre. En effet, depuis des temps pas trop éloignés, son univers intérieur s'est toujours exprimé à travers des manifestations excentriques débordantes d'obscénités, de grossièreté, d'impudicité et d'immoralité, dans un cadre de musique carnavalesque endiablée, de fesses au vent, de grouillades indécentes et de petites culottes féminines. Aussi ses deux années au pouvoir ont été marquées tant par ses extravagances ordurières que par son goût débridé des réjouissances de type carnavalesque.

En février 2012, Martelly animait le premier jour du carnaval national de la ville des Cayes en prenant la tête des bandes musicales, se mêlant à la foule dans les rues de la ville et se servant à volonté du microphone pour le plaisir des festivaliers. Cette atmosphère lui permet de donner libre cours à son égocentrisme, son narcissisme. Ce carnaval, ravi aux traditions port-au-princiennes ne lui suffisait pas. Il renouait avec une pratique bambocharde, débaucharde, ripaillarde, jeanclaudo-duvaliéro-macoutarde d'un Carnaval des fleurs.

Entre le carnaval célébré cette année au Cap-Haïtien et le prochain Carnaval des fleurs fixé aux 28, 29 et 30 juillet, l'animal s'est payé le luxe insolent de dépenser plus de 40 millions de gourdes pour célébrer dans une atmosphère quasiment carnavalesque l'anniversaire de ses deux ans au pouvoir. En effet, le pouvoir n'a pas lésiné sur les distributions massives d'argent et de maillots pour convaincre nombre de personnes à se rendre au Champ de Mars : une somme de mille gourdes aurait été offerte à quiconque accepterait de porter le maillot rose ; les bandes de *rara* aussi auraient reçu un cachet substantiel afin de défiler lors de la cérémonie, sans oublier l'argent payé aux groupes musicaux qui ont performé et le coût des infrastructures de circonstance.

A Duvalier «en flânance» et Martelly en fêtance, il faut bien ajouter la classe politique en vacances, en roulibance. En ce sens qu'elle n'a rien à offrir, rien à proposer de constructif, rien à dire sauf lorsqu'elle vient bavarder, pérorer, jacasser, papoter, parloter, babiller, bavarder, causer, jaspiner, palabrer, papoter, jaser, «rancer», lors des samedis «ranmassants» sur les antennes de Radio Caraïbe. Nombre de participants à ces *ranmase* d'interminables et futiles palabres ne se gênent pas pour dire que le gouvernement de Martelly a «la volonté de réussir» (sic). Même, il leur arrive parfois, bêtement, benoîtement, maladroitement, idiotement, peut-être chafouinement, de laisser tomber :«*se gouvènman pa m nan, men…*». Mais, Martelly n'a pas encore appelé monsieur pour être son «conseiller». Donc *nèg* là *sou* la touche, à attendre. *Zòt* reste là, «en touchance» et en attendance. En ce sens, ils rejoignent la société civile, elle-même en silence. Car celle-ci ne se manifeste guère ou si peu. Pas de dénonciation musclée de la présence révoltante de Jean Claude Duvalier parrainant la dernière promotion sortante de l'Ecole de Droit des Gonaïves. Pas de dénonciation des dépenses outrageuses du gouvernement lors de la célébration des deux années au pouvoir de Martelly. Passive, cette société civile reste là, *l'ap gade,* elle regarde. Elle est «en regardance».

De la classe politique, il convient de stigmatiser les candidats, à l'affût de toute nouvelle en provenance de la présidence qui leur apporte l'odeur de fritaille d'élections proches. Peu importe le fumet, oignon ou persil, basilic ou romarin, ail ou thym, estragon ou laurier, *piman zwezo* ou *piman bouk*, c'est que le pouvoir finisse par leur offrir de chauds plats électoraux qui satisfassent leur palais politique. Le moindre éternuement de Washington, du vice-président américain Joe Biden, par exemple, les met sur le qui-vive. Ils vivent en état permanent de «qui-vivance».

Terminons sur cette note «révolutionnaire» (ou révolutionnariste) de Laurant Lamothe, alias Laurent Gagòt, qui vient de découvrir la malfaisance du néo-libéralisme ; Lisez plutôt :« Les gouvernements précédents ont appliqué une politique ultra-libérale. Ils ont cassé toutes les taxes, les tarifs douaniers et tous les produits ont envahi notre pays. Notre production nationale est tombée à zéro. » Voilà que le président Maduro, lors de sa visite en Haïti, aurait décidé de ne pas réclamer la dette qui s'élève aujourd'hui à un milliard de dollars, provenant de l'achat du pétrole à crédit au travers du programme Petrocaribe.

«En échange, Haïti va vendre au Venezuela à tarif préférentiel des denrées alimentaires. Un soutien inespéré à l›agriculture haïtienne selon le Premier ministre Laurent Lamothe qui veut rompre avec le libéralisme de ses prédécesseurs», selon ce que rapporte RFI en date de ce 7 juillet. «Cet accord permettrait à Haïti de relancer son agriculture et donc de sortir de la misère. Tel est le discours du gouvernement», poursuit Amélie Baron de RFI. Alors, de là à conclure que le tandem Martelly-Lamothe va se lancer dans «l'agriculturance», il n'y a qu'un pas et pas de rance *ladan l*.

Voici donc le pays, les secteurs défavorisés surtout, ballotés par le flux et le reflux des caprices des uns et des autres, en flânance, en fêtance, en roulibance, «en touchance» «en regardance», «en qui-vivance», «en agriculturance», en rance et surtout en magouillance. Quelle malchance !

# Ensekirite ak Kolera kontinye ap touye moun !



**Kolera-MINISTA kontinye ap touye moun, nan mwa me 3,357, mwa jen 4,713, sa fè 1,356 anplis**

Nan fen semèn pase a, bandi ame yo touye 3 moun nan Site solèy, pi gwo bidonvil peyi a genyen. Ajan enterimè ekzekitif la, Jean Reynold Philippe, konfime enfomasyon sa a. Li fè konnen se ONG yo ak kèk politisyen rat do kale ki pwofite sitiyasyon makawon sou plan ekonomik ak sosyal popilasyon an pou fè zak vyolans sa a nan Site a. Ajan ekzekitif la di pouvwa tètkale a pa fè anyen pou moun Site Solèy, malgre tout demach li di li fè nan plizye ministè ak direksyon general yo tankou : Ministè Afè sosyal ak Travay, Ministè enteryè ak Kolektivite Teritoryal, Ministè Travo Piblik, FAES elatriye. Yo toujou fè pwomès men yo pa janm vin fè anyen pou popilasyon an. Se lòt kote n ap mache chache kèk ti kichòy pou moun yo k ap mouri nan grangou, k ap kokobe nan chomaj, k ap trape tout kalte vye maladi ak fatra epi kannal yo ki pa janm netwaye. « Se poutèt sa a mwen fenk sot fè yon kout pye nan peyi Brezil pou m wè si m ta jwenn kèk ti bagay pou popilasyon an ». Se pawòl Ajan ekzekitif pouvwa tètkale a, sou antèn radyo Karayib FM, mèkredi 9 jiye 2013, kòm envite jounen an.

Nan Site Solèy se tande nou tande pwopagann k ap fèt yo, tankou : EDE PEP la, nou pa wè yo nan Site a, pa gen kantin popilè, pa gen boulanje kominotè. EDE PEP la pa ateri nan Site a, li rete toujou aloral. Kouman w ta ka konprann Site Solèy ki genyen 400 mil moun, se sèlman 200 manman nou tande ki ta benefisye « Pwogram Ti Manman Cheri a ». Sa a se yon rans. Te genyen 300 mil dola vèt, ki te la pou repare plas ki anfas Konbit la nan Site a, nou pa konnen kote l pase. Malgre prezans plis pase 50 ONG nan Site a, l ap vin pi mal chak jou. Okenn travay pa fèt, moun yo kontinye ap viv anba tant yo, ki kreye yon sitiyasyon tèt chaje, depi yon ti lapli tonbe, Site a inonde, moun mouri. Pi gwo pwoblèm moun yo nan site a, se grangou a, moun yo pap fè anyen, yo leve maten jis aprèmidi y ap gade lari a, yo pa wè ni devan ni dèyè.

N ap lonje dwèt nou sou OIM ki vin blanchi lajan bay bandi pou fè dezòd yon fason pou yo ka jistifye prezans yo, pou yo ka kontinye fè richès yo sou do mas pèp la.Olye li ede popilasyon an, li pa fè anyen pou leve moun yo anba tant yo. N ap denonse tou gwo chabrak ki nan pouvwa tètkale a, k ap travay pou bay ensekirite a jarèt, y ap travay pou kenbe Site a jan l ye a, yo pa fè sosyal nan Site a. Se sosyal k ap wete moun yo nan grangou ak ensekirite, k ap depafini ak popilasyon Site Solèy la jounen jodi a. Ajan ekzekitif la fè konnen pou yon popilasyon 400 mil abitan, se sèlman 87 polisye ki genyen nan sou komisarya a, Meri a gen yon bidjè 1 milyon 200 mil goud ak 180 anplwaye pou l peye e pi gwo antrepriz yo pa peye taks yo nan Site Solèy, se Delma ak Taba yo peye. Anpil moun ap mande, èske Site Solèy pa nan 142 komin peyi a genyen? Ki kote 10 milyon goud ki nan bidjè peyi a pou chak komin yo pase? Eske Site Solèy pa ladan l ? Chodyè a toujou monte sou do pèp Site Solèy la, lè pou l desann, li desann sou do gran manjè yo nan ONG yo ak pouvwa kaletèt Martelly-Lamothe la.

Donk popilasyon Site Solèy la dwe reveye l, kale je l, leve kanpe pou mande dirijan yo nan peyi a, si yo pa moun tankou tout moun, si yo pa gen dwa pou yo viv tankou tout Ayisyen, balon an nan pye moun Site Soley jounen jodi a.

Yon lòt kote, Kolera-MINISTA kontinye ap touye moun nan peyi a. Kantite moun ki mouri nan mwa me 3,357, epi 4,713 nan mwa jen 2013 sèlman, sa fè 1,356 anplis e sa fè yon ogmantasyon 40 pousan pandan yon grenn mwa. Daprè yon rapo ministè Sante Piblik ak Popilasyon te mete deyò, se depatman Sidès ak Grandans ki te gen plis avètisman, men se depatman Lwès, Nò, Atibonit ki gen plis moun ki mouri. Depi mwa oktòb 2010 sòlda Nasyonzini yo, ki nan MINISTA lage yon epidemi Kolera nan dengonn pèp ayisyen an, ki deja touye plis pase 800 mil moun e k ap kontinye voye pitit pèp la nan peyi sanchapo san gadedèyè. Otorite yo nan pouvwa tètkale-kaletèt la, Michel Martelly a pa janm di anyen ni pa fè anyen pou pil ak pakèt Ayisyen sa yo k ap mouri anba KOLERA. Sa montre byen klè an Ayiti genyen yon bann dirijan iresponsab, enkonpetan, restavèk nan tètpeyi a. Fòk pèp ayisyen an leve kanpe pou chase bann moun sa yo, ki pran peyi a anotaj e k ap touye pitit pèp la ak gwo zam fannfwa ak tout kalte vye maladi enpòte. Sa a se twòp atò.

# 13 Jiyè 2010-13 Jiyè 2013: fè Radyo Flamaks 3 lane

Nan okazyon 3èm anivèsè Radyo Flamaks la, direktè a Clerville Chamingol te òganize yon konferans-deba dimanch 7 jiyè a, sou tèm: « Ki wòl medya yo nan sosyete a?» Nan konferans sa a te gen plizye sijè kite debat kouwè: diferans ki genyen ant yon jounalis ak yon doktè, yon polisye, yon travayè, yon chofè, yon pwofesè lekòl.

Liliane Pierre-Paul, prezidan Asosyasyon Nasyonal Medya Ayisyen yo (ANMH) anmenmtan direktris enfòmasyon Radyo Kiskeya, te debat sijè a. Konferans sa a te dewoule nan Miragwàn, prensipal vil depatman Nip la, nan Robi "Night Club". Se te yon okazyon pou anpil moun nan popilasyon an te ranmase bonjan enfòmasyon sou wòl laprès, ki se chendegad pwosesis demokratik la nan sosyete a. Près la jwe yon gwo wòl tou nan reyalite ekonomik, sosyal ak kiltirèl nan peyi a, nan transmèt enfòmasyon. Anpil moun nan popilasyon Miragwan nan te vin patisipe nan aktivite sa a, yo te pwofite di Radyo Flamaks "bòn fèt" epi yo felisite l pou bon travay l ap fè nan depatman an.

Nan diskou sikonstans nan, Direktè Clerville te fè konnen medya yo jwe yon wòl enpòtan nan sosyete a, li te di : *« Lè Kolera t ap fè ravaj nan depatman Nip la, se gras a Radyo Flamaks*



**Liliane Pierre-Paul, prezidan Asosyasyon Nasyonal Medya Ayisyen yo (ANMH)**

*ki te fè popilasyon an pat plis andèy, nou te asime responsabilite nou yo, nan bay popilasyon an bonjan enfòmasyon pou pwoteje tèt li, antan medya ki la pou desèvi tout moun. Si se te pou responsab Leta ayisyen, nou tout nèt t ap deja fè vwèl pou peyi san chapo, nan zafè maladi, ensekirite, chomaj ak grangou.* »

Aprè l te fin pale, patisipan yo te pran lapawòl pou yo te bay dizon pa yo. Jounalis yo, bò kote pa yo, te poze plizyè kesyon sou tout kalite move zak y ap sibi anba men moun ki sou pouvwa a jounen jodi a. Prezidan ANMH la te reponn pou l di *: « Mwenmenm, mwen te viktim bagay sa yo nan lane 70 pou rive 80, sou diktati Duvalier yo, ki te mete baboukèt manch long nan bouch laprès e jouk jounen jodi a se menmjan.»* Sa vle di rejim Duvalier a ta retounen sou moun ankò. Nou tande sa k ap pase Tigwav, kote depite Jacques Steevenson Thimoléon ap pèsekite jounalis yo poutèt yo bay moun ki nan opozisyon an lapawòl nan mikwo yo. Jounalis yo te sètoblije pote plent pou depite a nan tribinal.

Yon lòt kote, lendi 8 jiyè a, Yves, yon travayè agrikòl nan depatman Nip la, fè konnen bandi ame te touye kouzen l doktè Israël Telemaque nan Kafou Flery, nan Potoprens, epi 10 jou aprè yo rache yon lòt kouzen l Inorline. Yves fè konnen yo pa janm gen anyen ki fèt pou fanmi l jwenn jistis. E li di gouvènman an te pwomèt li sekirite, men li wè anyen pa janm fèt. Li mande laprès di yon mo pou li. Li mande jistis tou pou tout jounalis ki viktim move trètman nan Miragwàn, anba men lapolis ak patizan pouvwa tètkale a.

**Bissainthe Anneseau**

# La Minustah Mme Sandra Honoré et Nous

**Par Ericq Pierre***

*La Minustah n'a pas sa place en Haiti. La présence a sa tête de la trinidadienne Sandra Honore ne changera rien. Mme Honoré ne pourra pas redorer le blason défraîchi de cette coalition disparate qui comptera en 2014 dix années de présence continue en Haïti*



La Minustah n'a pas sa place en Haiti

A la mi-juillet, Mme Sandra Honoré, de Trinidad et Tobago, prendra ses fonctions à Port-au-Prince comme nouveau responsable de la Minustah. Si elle arrivait en Haïti comme Ambassadeur de son pays ou du Caricom, j'aurais invité mes compatriotes à l'accueillir avec enthousiasme. Mais, les circonstances étant ce qu'elles sont, je ne peux que prendre note qu'elle est le cinquième ou le sixième Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations-Unies et la première femme Chef civil de la Minustah. Je souhaite aussi qu'elle soit le dernier Chef de cette coalition et que son mandat soit le plus bref possible.

Certes, Madame Honoré et son pays ont toutes les raisons de se réjouir d'une promotion méritée au sein du Système des Nations-Unies qui n'est pas réputé pour faciliter l'avancement des ressortissants des petits pays. Etre chef d'une coalition militaro-policière à laquelle participent près de quarante pays, les uns plus différents que les autres, est un motif légitime de satisfaction et de fierté. J'admets aussi que sa présence à la tête de la Minustah constitue un progrès, après celle de l'inénarrable Nigel Fisher. Autre point positif : elle sera assistée de Carl Alexandre, juriste bien connu pour sa pondération et son sens de l'équité. Malheureusement, cela ne signifie nullement qu'elle pourra redorer le blason défraîchi de cette coalition disparate qui comptera en 2014 dix années de présence continue en Haïti.

A la vérité, mes expériences avec les Trinidadiens me prédisposent à accorder le bénéfice du doute à l'Ambassadeur Honoré. Au cours de ces dernières années, en effet, plusieurs collègues trinidadiens ont eu à intervenir au niveau des institutions financières internationales sur des dossiers d'importance pour mon pays. Ils l'ont fait avec beaucoup de professionnalisme et un remarquable sens de solidarité avec le peuple haïtien. Certes, ils agissaient dans le cadre de leur fonction officielle, mais je peux témoigner qu'ils sont allés très souvent au-delà de ce que la fonction exigeait. C'est pourquoi, je sollicite l'indulgence du lecteur pour citer nommément certains d'entre eux. Question de leur rendre hommage et leur dire que je n'ai pas oublié leur fair-play envers mon pays.

Je commencerai par M. Ewart Williams, Chef de Mission pour Haïti au FMI lors de la restauration de l'ex-président Aristide en 1994. Basé à Washington DC, Il a utilisé toutes ses connaissances des arcanes de l'institution, toute son influence et tout son savoir-faire , y compris l'organisation de rencontres spéciales à des heures très avancées de la nuit, pour aider la partie haïtienne à mieux ficeler ses dossiers et à mieux sérier ses arguments dans les discussions avec le Fonds. Je veux aussi citer les Trinidadiens Euric Bobb, Chef de Cabinet de Enrique Iglesias, ex-Président de la BID, Luis Rodriguez, Administrateur pour la Caraïbe au Conseil d'Administration de la BID, Gérard Johnson, ex-Représentant de la BID en Haïti, Mark Sekou, Vice-Président de la Trinidad Citizen's Bank qui ont joué , chacun dans sa sphère d'action, un rôle important dans la recherche de financement pour Haïti et dans la constitution des dossiers liés à l'annulation de la dette . Donc, le Trinidad, les Trinidadiens et nous, c'est une histoire de respect et d'amitié réciproques. Je n'aurais donc aucune raison d'attendre un comportement différent de Mme Honoré si elle était Ambassadeur de son pays en Haïti. Mais, comme Chef de la Minustah, je préfère réserver mon jugement.



**Mme Sandra Honoré, de Trinidad et Tobago, le nouveau responsable civil de la force d'occupation la Minustah**

Disons tout de suite que ce n'est pas la personnalité de Mme Honoré qui est en cause. C'est plutôt la coalition qu'elle est appelée à diriger. Une coalition dont il est difficile de définir le mandat réel aujourd'hui. En septembre 2004, trois mois après l'arrivée de la Minustah , dans un texte publié dans le Journal Le Matin , j'avais donné acte à l'Onu pour ses efforts en faveur de mon pays, « même si les fruits n'avaient pas toujours tenu les promesses des fleurs «. J'avais aussi souligné que « le mandat de la Minustah me paraissait trop vaste et trop vague « et que « sa durée n'était pas bien définie. « Ce mandat couvrait des domaines allant du respect des droits humains au développement des institutions, du désarmement à la réconciliation nationale, du redressement économique à la professionnalisation de la police, de la coordination de l'assistance externe à l'organisation d'élections, etc , etc.

Pourquoi la Minustah ne partage pas avec le peuple haïtien l'évaluation qu'elle a faite de ses prestations en Haïti ? En 2004, M. Koffi Annan, Secrétaire Général de l'Onu , indiquait que la Minustah n'allait pas partir de sitôt et qu'elle était en Haïti pour 10, 15 , 20 ans. Sur quelle base cette durée avait-elle était établie ? Dans le texte mentionné plus haut, j'avais exprimé quelques réserves et fait quelques propositions/considérations à ce sujet . Comme à l'époque Haïti avait un gouvernement de transition de facto , je pensais que la situation allait être clarifiée sitôt qu'on aurait un président et un parlement élus. Malheureusement, il ne s'est rien passé.

Je suis convaincu que la Minustah a fait de son mieux, mais que ce n'est malheureusement pas suffisant, que son mandat reste aujourd'hui encore trop vaste et trop vague. Je sais aussi que plusieurs compatriotes font des affaires avec la Minustah, que sa présence crée des dizaines et peut-être des centaines d'emplois dans un pays ravagé par le chômage et qu'elle rend de menus services ici et là aux autorités et à la police nationales. Est-ce que cela justifie une présence indéfinie ? Est-ce pour continuer à rendre ces menus services qu'elle devrait rester encore cinq ans et même dix ans de plus ? D'autre part, la présence de la Minustah n'empêche-t-elle pas la population haïtienne d'apprécier comme il se doit les efforts de la PNH et de lui témoigner le respect qui lui est dû ? Questions à méditer.

Au mois de février dernier, Nigel Fisher avait tenté de redéfinir et d'actualiser le mandat de la Minustah, expliquant que sa présence « visait à soutenir Haïti pour le renforcement de la sécurité et de la stabilité, pour l'appui à la gouvernance démocratique et à la légitimité de l'Etat, pour l'établissement de l'état de droit et le respect des droits de l'homme, etc. « Il en avait profité pour nous faire perfidement la leçon sur ce que la souveraineté devrait signifier pour les Haïtiens tout en rejetant malicieusement l'idée qu'Haïti était ouverte aux affaires, caressant ainsi dans le sens du poil l'opposition au gouvernement . Je m'étais étonné que certains leaders de l'opposition se fussent empressés de l'appuyer sans aucune nuance et sans même se rendre compte qu'ils avalisaient du même coup sa conception à la fois paternaliste et minimaliste de ce que devrait être la souveraineté pour les Haïtiens. Mes compatriotes, toutes tendances confondues, devraient lire (ou relire) sereinement les considérations de M. Fisher sur la souveraineté, lesquelles ont apparemment reçu la bénédiction de l'Onu.

Quant à la légitimité de l'Etat, j'ai beau chercher, je n'arrive pas à voir comment la Minustah peut contribuer à la renforcer, en maintenant dans le pays une présence indéfinie. Au contraire, plus la durée de cette présence est illimitée, plus le gouvernement -et l'Etat- sont à légitimité limitée. Je suis aussi persuadé que cette présence sert d'alibi à plusieurs segments de la société haïtienne et au gouvernement pour ne pas prendre leurs responsabilités. A ce propos, l'Histoire retient déjà que le Président Martelly figure parmi les six présidents haïtiens qui ont dirigé le pays en s'accommodant de la présence d'une force militaro-policière étrangère. Ces présidents s'appellent : Sudre Dartiguenave, Louis Borno, Sténio Vincent, Jean-Bertrand Aristide, René Préval et Michel Martelly. Sténio Vincent lui a eu au moins le mérite d'assister à la désoccupation du sol quand le dernier Marine a laissé Haïti le 1er Août 1934. Cela fera quatre-vingts ans l'année prochaine. (Pour mémoire, jusqu'à ce que le Président François Duvalier transforme le 18 Novembre -Bataille de Vertières- en fête de l'Armée, cette fête était célébrée le 1er Août de toutes les années post-occupation.)

Pour en revenir à l'Ambassadeur Honoré, il faut espérer qu'elle n'a

*Suite à la page (14)*

# Marginalisé par l'Etat haïtien des Citoyens au secours du Onze National



**L'Equipe Nationale d'Haiti**

**Par Jose Clément**

Un groupe de citoyens venus d'horizons divers s'était proposé de collecter des fonds au bénéfice de la sélection haïtienne de football engagée dans une compétition régionale organisée aux Etats-Unis, la Gold Cup. Il s'agit d'une initiative louable qui mérite d'être soutenue par tous les citoyens y compris par ceux qui aiment le football, le sport national.

La Fédération Haïtienne de Football (FHF) n'a pas les moyens financiers de couvrir les frais de la sélection nationale de football pour ce championnat qui a une valeur de test pour le Onze national qui est en train de se réveiller après une période de léthargie plus ou moins longue. L'Equipe Nationale est en train de renouer avec du bon football des années 70. La Gold Cup est aussi une sorte de vitrine pour les sélectionnés haïtiens de vendre leur capacité à marquer des buts spectaculaires et leur habileté technique face aux démarcheurs européens qui viendront dénicher des valeurs sures du football caribéen et latino-américain pour de richissimes clubs d'Europe.

Personne ne saurait manquer un événement pareil. On comprend alors les enjeux de cet événement sportif pour la nation haïtienne qui se refait une morale après les sorties encourageantes de la sélection nationale haïtienne, ces dernières semaines. Tout le monde en parle, même le profane. Des journaux locaux et régionaux ont consacré au moins quelques lignes sur les résultats du Onze National. Pourtant, le gouvernement haïtien semble ne pas marcher dans la logique du sport national. Il a probablement d'autres priorités que celles du football qui est un sport très populaire chez nous. On dit que l'haïtien a le football dans le sang. Pourtant, le président Martelly était présent lors du match Haïti-Espagne à Miami en juin dernier. Il encourageait tellement les joueurs au point qu'il se confondait au sélectionneur. Etait-ce une opération de charme pour des médias présents? On tenterait de dire un "geste à l'oral" pour répéter le chanteur populaire haïtien, Don Kato

Par-delà les différentes catégories de championnat organisées dans le pays à fréquence régulière, le football a toujours été négligé. Les infrastructures sportives permettant aux haïtiens, jeunes et moins jeunes, de pratiquer le football sont quasi inexistantes. La politique sportive en Haïti est reléguée à l'arrière-plan au point où bon nombre de jeunes abandonnés à eux-mêmes se livrent plutôt à la drogue et à l'alcool, la criminalité et la prostitution.

Des millions de dollars ont été décaissés en faveur de l'un des fils du président, Olivier Martelly pour la construction de centres sportifs et doter certains endroits du pays d'équipements sportifs. Cette décision de l'exécutif avait provoqué un tollé dans l'opinion publique. Ce projet initié en dehors des structures étatiques, à savoir le Ministère de la Jeunesse et des Sports et la Fédération Haïtienne de Football (FHF) n'a pas nécessairement contribué à un meilleur encadrement du secteur sportif dans le pays.

Le gouvernement actuel n'a aucun souci de faire de la promotion pour des institutions publiques. Il veut à tout prix contourner le secteur étatique au profit du circuit parallèle qui rapporte gros. Car la pratique de la commission est devenue monnaie courante au point qu'elle a tendance à s'ériger en système. C'est à ce titre là que la FHF qui est l'organe régulateur du football national est discréditée, à tort ou à raison. Ses dirigeants seraient l'objet de toutes sortes d'accusations. Lesquelles accusations qui ne seraient toujours pas prouvées. On n'est pas prêt de prendre parti pour l'une ou pour l'autre partie. Mais, le plus important est de travailler pour rendre fortes les institutions de la République. Les personnes s'en vont, mais les institutions demeurent.

La démarche logique serait de formaliser les accusations de manière que l'appareil judiciaire puisse placer son mot. Personne n'est indispensable à la tête d'une institution. C'est la raison pour laquelle la politique du pouvoir Exécutif vis-à-vis de la FHF est viciée à la base, puisqu'elle ne respecte aucun principe fondamental. Il faudrait à la rigueur adresser à la Fédération Internationale du Football Association (FIFA) une requête au cas où il y aurait mauvaise gestion au sein de la FHF. Cette dernière est autonome du pouvoir Exécutif étant donné que ses membres sont élus par des Ligues de football éparpillées à travers le pays.

Le pouvoir Exécutif veut punir les membres de la FHF et par conséquent la population qui attache un grand intérêt au ballon rond. Il est fondamentalement impensable que la sélection nationale de football qui participe à un championnat d'importance au niveau régionale soit dépourvue de moyens financiers pour ses activités. Ce n'est pas un club de quartier qui est engagé dans une compétition. C'est le onze national qui porte les couleurs nationales et qui représente la

*Suite à la page (14)*

# Les misères de l'opposition !

Par J. Fatal Piard

«Nan malè n ye, Fò n sòti la a» **Manno Chalmay**

Haïti, une opposition misérable, tel devrait être l'intitulé de cet article. Mais, élégance intellectuelle oblige, vous comprendrez aisément pourquoi nous avons convenu de préférer cet autre titre. Cependant, ceci n'empêche pour autant pas cela. D'entrée de jeu, disons qu'il est deux institutions dont leurs missions fondamentales consistent à accompagner les masses populaires dans leurs vicissitudes quotidiennes. Ce sont l'Église et les partis politiques.

L'impérialisme fossoyeur par instinct, dans son engouement pour asservir les populations insoumises est parvenu à les transformer en de vulgaires relais stipendiés. Ces institutions, par l'ampleur des malheurs dont elles sont parfois les auteurs représentent les pires ennemis du changement global et du développement endogène au bénéfice du plus grand nombre.

Les agents préposés à la santé publique nous ont appris à coup de messages convulsifs à nous protéger des pandémies incurables. Par contre l'on nous contraint d'accepter l'église dans les contrées les plus reculées du pays comme si de rien n'était. Les torts irréparables, les crimes, les massacres, les holocaustes imputables à ce secte ont démontré qu'elle n'a rien à envier au cancer, à la peste, au choléra et même au VIH / Sida.

**Les partis d' « opposition »**

Comme nous venons de le confirmer, l'impérialisme, depuis belle lurette a investi beaucoup d'énergie pour asservir les masses populaires de tous les pays qu'il rêve d'anéantir économiquement, culturellement et socialement. A l'Eglise a été confié le boulot ignominieux de l'aliénation mentale en prônant le retour de leur Christ dans les prochaines secondes et l'accès à un paradis fictif. «Jésus revient bientôt» Les partis politiques devraient être en principe de ces institutions sur lesquelles les masses populaires devraient pouvoir compter pour parvenir à un niveau de vie décent. Jusqu'en 1995, l'armée à la solde de l'oligarchie elle-même sous-fifre de l'impérialisme remplissait convenablement cette besogne répugnante. Ces hommes à épaulettes initiés au métier de la mort, n'hésitaient jamais à assassiner des leaders et à massacrer les populations qui se seraient montrés hostiles aux intérêts hégémoniques du capitalisme international.

Toujours en quête de ressources naturelles pour sa subsistance, l'empire formate strictement ces élites sous-développées pour accoucher de chambardements et des coups d'Etat lui permettant de parvenir à ses fins. Dans les cas d'Haïti plus spécifiquement, à défaut d'une armée à vocation répressive l'empire vampire s'est rabattu sur les partis politiques, les étudiants déclassés, l'Eglise, les intellectuels aliénés et cette oligarchie de contrebandiers pour créer les conditions objectives au renversement des pouvoirs jugés trop populaires.

Alors, pour faciliter la compréhension de nos nombreux /ses lecteurs/trices, faisons la radiographie de ces partis d'opposition. Qui plus est, ils se moquent amèrement du pouvoir Kale Tèt/Tèt Kale du fait qu'après deux ans il ne soit parvenu à atterrir si non qu'à l'oral. Ironie du sort, au cas où cette même opposition GNB aurait atterri même une seconde, le pouvoir Kale Tèt/Tèt Kale aurait longtemps déjà fait zèl pou bay peyi a yon chans.

La faune politique n'étant pas renouvelée depuis près de 30 ans, ce sont ces mêmes garnements, qui, banalisant la violence, ont appuyé le carnage des militants Lavalas en 1991 par l'armée de Cédras et en 2004 par la Minustah Choléra. Et, en 2013 encore, ces politiciens de la catastrophique GNB qui ont


Mirlande Manigat, chef de file de l'opposition actuelle

une phobie des masses ne cessent de leur cracher leur haine viscérale. C'est aussi ce qui justifie qu'ils les laissent ainsi croupir dans les abîmes de cette misère rose dans laquelle l'a plongé le régime Kale Tèt/Tèt Kale. Voyez donc comment cette machine de la propagande gouvernementale s'est montrée habile dans sa stratégie de manipulation de l'opinion publique tant nationale qu'internationale. Des spots publicitaires diffusés sur certaines stations de radio, des oriflammes placées sur la route de Delmas feraient croire que tout va bien chez Madame la Marquise au foulard rose. De partout la misère rose bat son plein et l'on entend les cris déchirants des désespérés qui ne savent à quel saint se vouer.

**Une opposition désaffectée**

Le parti politique devrait être en principe une institution ayant tout son pesant d'or dans le cadre de la planification et dans la saine gestion des choses de la cité. Mais, à pénétrer profondément ces structures dans leur fonctionnement quotidien, l'on comprend facilement pourquoi la plupart d'entre elles acceptent d'être la caisse de résonance de cette oligarchie de contrebandier comme entre 2001 et 2004.

Qui ne se souvient combien cette opposition entre 2001 et 2004 côte à côte avec les contrebandiers de cette oligarchie répugnante et ces intellectuels aliénés était active dans le cadre de la planification du chambardement made in Etats-Unis, France et Canada. A l'initiative du vampire appelé IRI, le monstre Stanley Lucas organisait chaque semaine des séminaires à leur intention en Dominicanie. Cette opposition est comme l'abeille. Aussitôt après avoir piqué le Président Aristide elle se déactivait automatiquement.

Les thématiques étaient toujours les mêmes. Techniques de chambardement pour créer les conditions objectives devant aboutir au kidnapping d'un président élu par le peuple. Comme résultat probant de leur attitude jusqu'auboutiste, le pays connaît une occupation depuis dix ans. Qui de cette opposition qui s'est auto-désactivée a une fois dénoncé les multiples exactions de ces occupants en l'occurrence, assassinats, viols de mineurs, vol de bétails, trafic de stupéfiants, massacres de population à Cité Soleil et jusqu'au sabotage du tarmac de l'Aéroport par un avion militaire du Brésil ? Que de malheurs nous a apportés la Minustah GNB !!!

Et, pour cause, chaque gamin sauvagement violé par les militaires homosexuels de la Minustah Choléra devrait être mis sur le compte de ces « politiciens » d'une certaine Convergence démocratique à la solde des Etats-Unis. Chaque compatriote victime du Choléra made in Minustah devrait être mis sur le compte de ces « intellectuels » aliénés manœuvrés par la cynique Magali Comeau Denis elle-même à la solde de la France colonialiste.

Chaque père et mère de famille assassiné/e par la soldatesque onusienne doit être mis(e) sur le compte de cette oligarchie de criminels ayant à sa tête un certain André Apaid Junior. Cet Apaid est le digne représentant de ceux qui ont comploté l'assassinat de Dessalines, de Charlemagne Péralte, de Benoît Batraville et plus près de nous de Jacques Stephen Alexis. En quoi cet Apaid serait-il utile à la société sinon qui à l'exploitation abusive de la main d'œuvre ouvrière dans ses usines de sous-traitance? Dites donc !

Tout observateur avisé doit se poser cette interrogation pertinente. D'où venait cette poussée d'adrénaline qui, entre 2001 et 2004 motivait ainsi l'opposition au Président Jean Bertrand Aristide ? L'on se souvient le 7 février 2001 comment un certain Gérard Gourgue victime d'une démence politique, s'est fait ridiculiser spectaculairement. Voulant à tout prix provoquer le Président Aristide ainsi que le peuple qui l'avait élu, les cinglés de la Convergence ont installé ce nommé Gourgue dans leur palais de Pont Morin comme leur « président »… légitime.

A partir de cette action démentielle, les masses populaires se sont rendues à l'évidence que ces mégalomanes souffrent de la maladie d'Alzheimer due à la mort prématurée de certaines cellules importantes de leur cerveau. En 2001, les réactionnaires de cette oligarchie de métèques, qui jusqu'à date manœuvraient dans l'ombre se sont mêlés publiquement aux autres comploteurs indigènes.

Trois longues années durant, ils déambulaient journellement de la place Jérémie à la place Jérémie en passant par Canapé-Vert, Pétion-Ville et Delmas. Hautement sécurisés par les vans blindés de l'ambassade des Etats Unis, leur sac au dos rempli de bonne chair, pendant plus de 6 heures, à gorge déployée, aboyant leur haine implacable envers les laissés pour compte qu'ils qualifiaient de « chimè ».

Nous sommes tous conscients que pour l'heure la situation de misère de corruption, de dérives est pire qu'entre 2001 et 2004. A cette époque, la presse d'opposition financée par l'USAID inventait les scandales pour discréditer le pouvoir Lavalas. Un certain Priscar Jean Vilfort animateur d'une émission appelée Ranmase et à qui la mairie de Delmas a été livrée en pâture, s'est révélé l'une des grandes crapules du siècle.

Alors qu'est ce qui pourrait bien justifier que cette même presse d'opposition et cette opposition politique seulement 10 ans plus tard soient aussi passives face à tant de dérives dont l'actuel chef de l'Etat et ses proches sont les auteurs. Avait-il suffi de neutraliser le redoutable Stanley Lucas, cet «imposant» opposant au régime Lavalas, avec un simple boulot à l'ambassade d'Haïti à Washington pour que le tour soit joué et faire taire l'opposition atteint subitement de mutisme.

Suffisait-il de livrer toutes les ressources naturelles du pays aux consortiums canadien, français et étasunien pour que le président soit autorisé à multiplier quotidiennement autant de dérives révoltantes ? L'on est amené à se demander où donc cette même opposition a-t-elle pu trouver les moyens de sa politique pour avoir été aussi active entre 2001 et 2004 ? Actuellement puisque les moyens leur manquent grandement cela explique qu'elle soit devenue si misérable.

**Vaines démarches**

Le 18 novembre 2012, l'opposition s'était réunie au Cap-Haïtien. En cette occasion le représentant du parti Acaau reprochait ouvertement Fanmi Lavalas et Inite pour les torts qu'ils ont causés au pays. A l'instar de l'opposition GNB, ces représentants d'Acaau, face à tant de dérives, de corruption, de distributions de cartes et d'armes aux proches du pouvoir, d'implication dans les enlèvements, les trafics de stupéfiants, d'assassinats ciblés qu'ils n'osent dénoncer, auraient-ils été atteints du virus de la cécité, de la surdité et du mutisme.

Le mercredi 5 mai 2013 l'IDEA international avait convié les partis d'opposition à une rencontre à l'hôtel le Plaza au Champs-de-Mars. Cette confrontation historique mettait aux prises les représentants de l'exécutif et ceux des partis politiques. Me Enex Joseph, quoique homme de droit par moment, par intérêt mesquin et sachant les misères des partis politiques, s'est pris vilement à tous les articles qui leur auraient accordé de menus avantages leur permettant de se structurer. « Bien des articles du texte de loi ne respectent pas la constitution du pays. Constitutionnellement parlant, seul l'exécutif serait habilité à soumettre des textes de loi ayant des dispositions budgétaires. Pourtant, cette proposition de loi exige de prélever 1% du budget pour le financement des partis », a dénoncé le représentant de cet exécutif qui est la matérialisation même de l'inconstitutionnalité absolue.

Suite à la rencontre du Cap Haïtien, trois autres forums ont été organisés. Celui de l'Arcahaie a été violemment interrompu par un certain Mémé Lajan qui agissait à l'instigation du Palais National. En dépit des blessures et autres traumatismes dont ont été victimes des participants, aucun de ces leaders pusillanimes n'a osé porter plainte contre X pour coups et blessures. L'opposition a fait sienne ce vieil adage local. « Pito l lèd pase makak sale men li la kan menm».

Celui de Léogane un mois après n'a eu de suite qu'avec celui des Gonaïves. Entre temps, l'opposition s'amuse à se leurrer d'illusions. Elle pense que le président Martelly, avec un CTCEP entièrement acquis à sa cause peut avoir la volonté d'organiser des élections libres et honnêtes leur permettant de rafler tous les 10 sièges vacants du Sénat et toutes les postes dans les collectivités. En conclusion, nous vous laissons avec cette réflexion du Sénateur Moise Jean Charles en marge du forum des Gonaïves le 5 mai dernier. « Comment voulez-vous qu'après que le président du comité du carnaval 2013 ait retenu le groupe Brothers Possy pour participer au défilé, le président Martelly ne s'est pas gêné d'informer la population qu'il s'est catégoriquement imposé à ce que les co-musiciens de Don Kato soient de la partie? Si pour de telles banalités le président Martelly a jugé indispensable d'intervenir directement qu'en dirait-on pour 10 sièges au Sénat lui permettant d'asseoir une majorité confortable pour continuer avec ses dérives révoltantes» ?

Chère opposition, libérez-vous donc de votre mentalité de misérable et agissez en conséquence avant qu'il ne soit trop tard. Peyi a pa ka tann ankò e Miki pa sou fè eleksyon toutotan li pa pare pou pran tout 10 plas senatè ki vid yo ak tout pòs nan Kolektivite yo. Et il n'y aura d'élections que lorsque ces misérables Stanley Lucas, Daly Valet et autres experts en manipulation d'opinion à la solde de l'impérialisme s'adonneront à ces exercices pour lesquels l'empire les a programmés. Entendez par là le dénigrement du Président Aristide. Men tan k yo pale l mal, tan k pèp la renmen l.

# 7 voyageurs haïtiens périssent dans un accident à Azua

Un autobus circulant aux environs d'Azua, au Sud de la République Dominicaine, a heurté un trailer à l'aube du 9 juillet 2013. L'accident a occasionné la mort de huit personnes dont 7 passagers haïtiens (incluant une femme) et un contrôleur dominicain, selon des sources concordantes.

Le véhicule faisait route vers la frontière d'Elias Piña/Belladère où il attendait un transporteur haïtien en provenance du département de l'Artibonite d'où sont originaires la plupart des voyageurs.

Les dépouilles de 6 victimes haïtiennes ont déjà été ramenées à Liancourt, leur village natal dans l'Artibonite, a appris le GARR auprès d'un responsable d'une morgue privée à Liancourt ("Margot Morgue Privée").

Selon la même source, les victimes répondent au nom de : Jonas Excellent, 40 ans, Michel Fedlor, 17 ans, Décius Victor, 40 ans, Dashly Navilien, 18 ans, Félix Saint-Luck et une femme, Wanda ainsi connue. En cette circonstance douloureuse, Le GARR adresse ses profondes sympathies aux parents des victimes.

Selon l'animateur du GARR à Belladère, des liaisons régulières entre transporteurs haïtiens et dominicains se sont établies au niveau de la frontière et il est courant que des véhicules de transport public en provenance du département de l'Artibonite viennent récupérer des passagers haïtiens originaires de cette même région et résidant en République Dominicaine. Il s'est développé également un réseau de facteurs qui servent de liaison directe entre des familles haïtiennes des deux côtes de la frontière.

# A Haitian Sweatshop Worker Speaks: "Mrs. Clinton Can Have Her Factories"

by Beverly Bell

*The following is an interview Beverly Bell conducted with Marjorie Valcelat, an assembly work who ran an embroidery machine in a factory from 2005 to 2008. She says the experience made her so sick and weak that she's not felt able to work since then.*

I had three children I had to take care of; their father had left. And since I hadn't had enough schooling, I didn't have the skills to do much. So I said to myself, "I'm going to work at a factory." When I got there, they showed me how to run the machines to embroider slips and nightshirts. I spent a month training, but during that time they didn't pay me; I had to pay them for the training.

If I had met the quota, every two weeks I would have made 1,250 gourdes [US$30.00]. Yep, that's it. But I couldn't meet the quota, because embroidery wasn't my specialty. I did what I could. Sometimes they paid me 500 gourdes [US$12.50], sometimes 400 gourdes [US $9.50], every two weeks. I needed to support my family and I couldn't survive.

Then when the machine broke and I called the mechanics to fix the machine – you put a red cloth on the machine so they'd know it's broken – they wouldn't come because I was so scrawny. The big women, the ones with the fat bottoms that they can feel up, the mechanics would go fix their machines. I had been in good shape, big, but the machine and those lights were sucking me dry. So I could never get the machine fixed [so I could keep embroidering] and that put me even more under quota.

It was such misery. And then, I had to travel from far away. There were times when I had to get on the road at 4:00 in the morning, but there'd be traffic jams and I still couldn't arrive on time. At 6:00, they would close the entrance gates. That would mean that I got all the way there, but then I had to turn around and break my back to return home, and they never paid me. And I'd still have to pay the two bus fares, 20 gourdes [47 cents], and where was I supposed to get that money? Sometimes I had to borrow money just to get to work.




**Marjorie Valcelat, an assembly factory worker: "It was such misery... Sometimes I had to borrow money just to get to work."**

You didn't even have time to eat. They'd let you out at 11:00, and then they'd ring the bell before 11:30. You had to return. There were people who'd throw out the rest of their food because they didn't have enough time to eat. Sometimes the vendors near the plant would run out of food, and you'd have to spend a lot of time trying to find food [further away]. If you got back after 11:30 to find the gates closed, you lost the whole day.

And then oftentimes, because you had to move so fast, the needle would break inside your finger. One person I knew, the needle sewed through her finger and to this day, she still can't use it.

I thought I would do better over time, but I got worse because my muscles got too weak. The last time I was paid, I got 190 gourdes [US$4.52] for two weeks. I had just gone [to the factory] so the children could go to school and their life could be better than mine. I said to myself, "Well, I don't need to come here any more. I'd best quit this."

When I left the factory, I was so angry that when I passed the woman who'd cooked the food I had bought for lunch, I just gave her all the money and went on my way.

Me, if I had a message I could send to the higher-ups: there will always be factories, because they've always existed, crushing the poor. I don't speak for other people, and some people will still go work in the factories. But Mrs. Bill Clinton will never see me working there. [As Secretary of State, she promoted the expansion of the export assembly industry.] I will never go to whatever factory Mrs. Clinton opened.

We need another model, we do. I could understand if [the US government] came to Haiti and wanted to build schools, because so many schools were destroyed and a lot of children are in the streets. If [they] worked alongside people like this, reconstructing schools, building some health centers, well, that would be better than a factory.

Mrs. Clinton can have her factories. Me and my children, we'll take the health centers.

*Beverly Bell is the author of the new book "Fault Lines: Views Across Haiti's Divide." Many thanks to Lynn Selby for translating Marjorie Valcelat's interview. This interview was originally published on otherworldsarepossible.org.*





# Where are the Mosquito Nets in Haiti?



**Medical professionals from around the world have responded by traveling to Haiti to provide important care. However, resources are not endless, medical mission groups go home, and there is little follow-up with patients**

by John M. Zervos

During a recent visit to Haiti, I visited homes at internally displaced persons locations throughout Port-au-Prince and noticed a general void of mosquito nets. In fact, I did not see one. This was perplexing; with the rest of the world, I had read and watched the extensive news coverage of the 2010 earthquake, including the distribution of hundreds of thousands of mosquito nets to these same communities I was now visiting.

Mosquito nets are important to vulnerable populations in the developing world. They can provide an essential preventive measure against mosquitoes carrying life-threatening diseases such as malaria. Of the most vulnerable people in Haiti, are the 350,000 that remain displaced by the earthquake and reside in makeshift homes and tents at internally displaced person sites. Conditions at these sites are deteriorating. Residents lack access to basic services such as clean water, education, shelter and healthcare. As sanitation and drainage systems continue to weaken, pools of standing water are expanding, forming larger and new breeding grounds for the disease-carrying mosquitoes.

To Haitians and many long-term expats residing in Haiti, the void of mosquito nets is far less perplexing. As Sam Bloch, founder of Port-au-Prince based Haiti Communitere explains "There are a lot of people doing work here in Haiti, but without coordination and analysis of impact, even the most well-intentioned projects can fail." Malaria prevention efforts in Haiti are no exception. Mosquito nets are universally regarded as an important tool in malaria eradication. However, simply passing out mosquito nets without further deliberation has failed in Haiti. As one resident of an internally displaced persons site informs, "The nets had either been of poor quality and no longer functional, or had been sold by the recipient to pay for other more urgent needs such as food and clean water." He added, "The initial influx of free nets also had the effect of competing with local suppliers of mosquito nets, affecting the local economy, and with the decrease in international donations of nets, it is impossible now to find a net for free or for sale."

There is a spectrum of international-sponsored work being done in Haiti. On one side are the sustainable, long-term, capacity building projects and on the other side are the disastrous, disaster relief projects. After the earthquake the global community sent everything to Haiti without thinking much about where it was going. Haitians received items ranging from equipment without instructions, to board games in different languages to winter jackets and snow skies.

But mosquito net distribution and many other internationally-sponsored efforts fall somewhere in the middle of this spectrum. They are well-intentioned efforts with both negative and positive impacts. Stories similar to that of the bed net are unfolding throughout Haiti. Take for example short-term medical relief. Over 60% of Haitians lack access to quality healthcare and Haiti has the highest infant mortality rate in the Western Hemisphere. Medical professionals from around the world have responded by donating time and money and traveling to Haiti to provide important care from basic rehydration to advanced surgeries.

The need for these services is great. However, resources are not endless, medical mission groups go home, and there is little follow-up with patients. Community clinics, and Haitian doctors and nurses find it challenging to compete with the free medical care provided by international groups, and many close up shop and move elsewhere. Now, when medical relief groups are not present, it is hard to find local care in many communities.

In other parts of the country, internationally-sponsored road construction is connecting communities and increasing access to services such as healthcare. However, many of the roads are poorly engineered and are flooding surrounding areas, destroying crops and increasing standing pools of water. Elsewhere, schools and healthcare facilities have been built, but sit empty as they are unfunded or rely on short term international groups for intermittent staffing.

On my last day in Port-au-Prince, Dr. William Cadet, a long-time Haitian pediatrician and hospital administrator, provided some insight, "Nobody collaborates. Well-intentioned groups fail because resources are not shared, short-term efforts are favored over long-term ones, and there is a general disinterest in collaborating with Haitians and the Haitian government."

Over $9 billion has been committed to Haiti since 2010, yet the average Haitian's quality of life has not improved. Sam Bloch's organization understands this. Haiti Communitere is based on a bold yet simple principle - by creating a physical space for relief work, groups will be forced to collaborate and deliberate. Haiti Communitere welcomes anyone doing work in Haiti to stop by for a short visit, pitch a tent for a few nights, or even develop a project on the property. By visiting, groups can form connections with local collaborators and better coordinate efforts with other groups doing similar work in Haiti. But until other international organizations start working with local collaborators in Haiti, and make efforts to appreciate economic and sociological dynamics "on the ground", the efficacy of relief work will continue to be questioned.

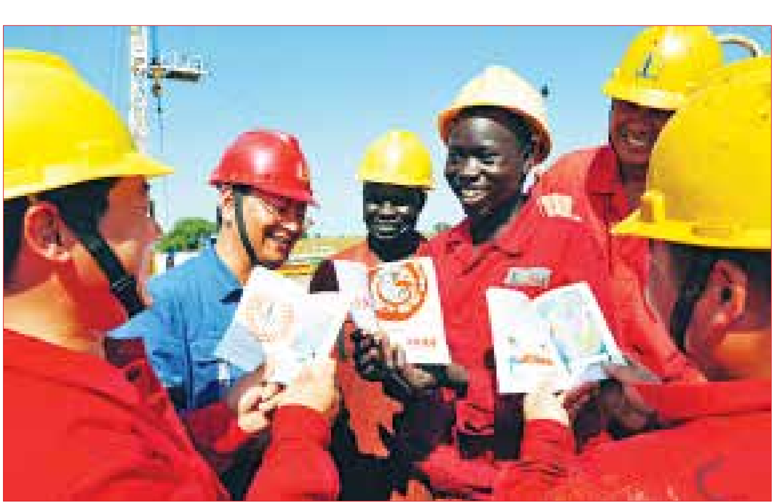
*This article was originally published in The Huffington Post.*

# CE N'EST PAS LA C
# CRAINDRE, MAI

Par Andre VLTCHEK

*André Vltchek, natif de Léningrad (Saint-Pétersbourg) est un romancier, cinéaste, journaliste, photographe, conférencier international et analyste politique états-unien. Il est interviewé sur la Chine, l'Amérique latine et l'impérialisme par Adam Chimienti, enseignant et doctorant à New York.*


Le président Barack Obama et son homologue Xi Jinping se sont retrouvés le 7 juin dernier en Californie


J'ai vu la Chine en action en Océanie, en Afrique et ailleurs. J'ai toujours été impressionné. Les Chinois ont un cœur, un cerveau et une discipline

**Adam Chimienti (AC)** : la croissance de la Chine, après 1978, est sans doute la plus grande réussite économique de l'histoire, a avoir fait sortir des centaines de millions de la pauvreté et de leur donner accès à certaines infrastructures plus modernes et les technologies de pointe, le tout réalisé d'une manière largement pacifique, chose que ses partisans sont prompts à souligner. Cependant, beaucoup sont restés dans la pauvreté, tandis que la pollution et les inégalités sont devenues des problèmes majeurs. Comme l'Etat est étroitement impliqué dans cette remarquable transformation, qu'espérez-vous voir de la part du gouvernement chinois au niveau national au cours de la prochaine décennie ?

**Andre Vltchek (AV) :** Comme vous l'avez souligné, ce n'est pas seulement la croissance économique qui compte. Sortir des centaines de millions de la pauvreté est ce qui fait de la Chine un pays socialiste qui a réussi. Et c'est vrai pour la croissance économique qui n'est comparable qu'à celle de l'Union soviétique entre les deux guerres mondiales. Plus la Chine remporte de succès, plus la propagande occidentale est virulente et pernicieuse. Son principal objectif est très clair : mettre dans l'esprit des gens à travers le monde que si la Chine réussit, c'est parce que ce n'est plus vraiment un pays socialiste. Et si elle est socialiste, alors elle échoue dans de nombreux domaines. La réussite d'une nation socialiste est le pire des scénarios pour les fabricants de l'hégémonie occidentale mondiale. Les propagandistes occidentaux préfèrent faire ressortir les inégalités et la pollution en Chine pour la discréditer.

Il y a à peine trois décennies, la Chine était très pauvre ; pauvre et largement inégalitaire. Ensuite, elle s'est lancée dans une croissance vertigineuse et la nation tout entière en a grandement bénéficié : Est et Ouest, les villes et les zones rurales. Certaines régions ont bénéficié plus que d'autres et plus rapidement, mais tout le monde en a bénéficié dans une certaine mesure non négligeable. La Chine est passée à une économie mixte, ce qui permet à certaines personnes de s'enrichir par le commerce et d'autres activités. Cela ne signifie pas, bien sûr, qu'elle a cessé d'être socialiste. Son développement est planifié. Toutes les industries clés sont entre les mains de l'Etat, ainsi que l'éducation et la défense.

En ce qui concerne la pollution, voilà une autre farce. Même l'ancien vice-président des Etats-Unis Al Gore a clairement admis dans son livre *Une vérité qui dérange* que la Chine pollue moins que les nations occidentales et qu'elle a des lois beaucoup plus sévères. Mais la propagande occidentale calcule en chiffres absolus, et non sur une base par tête d'habitant. Le volume par habitant est la seule façon honnête de calculer la pollution, et selon ce calcul, tous les pays de l'UE, pour ne pas mentionner les Etats-Unis, polluent plus que la Chine !

Il est également très utile de comparer les efforts environnementaux de la Chine avec d'autres pays ayant un niveau de développement similaire, comme l'Indonésie ou les Philippines. Alors que le chouchou turbo-capitaliste de l'Ouest, Jakarta [Indonésie], s'étouffe avec aucun moyen de transport public et presque pas de zones vertes, les grandes villes chinoises, dont Beijing, construisent des dizaines de lignes de métro ultra modernes et écologiques, des parcs et les lieux d'exercice physique gratuits pour leur citoyens. La Chine possède le réseau ferroviaire le plus rapide, le plus long et le plus efficace au monde et le mode de transport interurbain le plus écologique. Elle interdit tous les modes de transport inefficaces comme les scooters, construit des pistes cyclables et des trottoirs énormes pour encourager la marche à pied et décourager l'usage des voitures. Si vous allez dans les campagnes, même les villages les plus reculés ont des panneaux solaires et les infrastructures de base qu'on ne peut trouver que dans les pays riches.

Mais la propagande occidentale ne s'intéresse pas aux faits. Elle repose principalement sur un pilier : l'ignorance. Ceux qui visitent la Chine périodiquement (sauf s'ils sont payés pour ne pas voir et ne pas commenter) voient comment la réalité de la RPC (*République Populaire de Chine*) diffère de la propagande des médias de masse occidentaux.


La Chine est détestée principalement parce qu'elle est la seule puissance asiatique véritablement socialiste

**AC** : Beaucoup de savants occidentaux rejettent la rhétorique chinoise sur l'équilibre, l'harmonie et les avantages mutuels et considèrent la croissance de la Chine comme rongée par la corruption et les visées expansionnistes. Par ailleurs, Joseph S. Nye a récemment fait remarquer que la « puissance douce » (i.e *« soft power »*, le pouvoir par la culture et l'influence politique et économique) de la Chine n'est pas efficace (du moins en dehors de l'Afrique et l'Amérique latine), car elle repose sur le contrôle de l'Etat et la propagande, plutôt que sur la libération du pouvoir de sa société civile. Comment pensez-vous que les dirigeants chinois les plus influents considèrent ces jugements ?

**AV** : Beaucoup de savants occidentaux sont formés et payés pour rejeter la vérité au sujet de la Chine, comme ils ont été payés pour déformer la vérité à propos de l'Union soviétique. Eduardo Galeano m'a un jour décrit ces gens : « On ne sait pas qui les paie, et ils ne le diront pas».

Rappelez-vous que la « société civile » en Chine, Ukraine, Russie, Asie du Sud et de nombreux autres endroits, y compris au Venezuela et à Cuba, n'est qu'une couverture pour les groupes d'intérêts pro-occidentaux, souvent directement payés pour détruire les pays rebelles et les placer sous influence de l'Occident. Les ONG sont souvent synonymes d'organisations destructrices et entièrement financées par l'Ouest, visant à diviser et à briser le pays. Et non seulement les ONG, bien sûr. Il suffit de faire quelques recherches simples sur des gens comme le Dalaï Lama ou Ai Weiwei *- qui les paie, qui servent-ils ? Mais vous n'avez pas besoin d'aller très loin [*l'interview se déroule en Amérique latine – précision du traducteur*], il suffit de regarder les nombreuses ONG et « sociétés civiles » au Venezuela ou en Bolivie.

La corruption a en fait culminé avec le colonialisme et l'impérialisme occidental. Des nations entières et leurs élites ont été contraintes de collaborer avec les colonialistes. Comme un professeur à Cuzco, au Pérou, m'a dit une fois : *« Avant que les Espagnols n'arrivent et nous dépouillent de tout, nous n'avions aucune idée de ce qu'étaient vraiment le vol, l'assassinat et la corruption. »* La corruption est quelque chose que l'Occident soutient et même implante. Il suffit de lire John Perkins [*les confessions d'un assassin financier*], et comment lui et ses copains ont été formés par le département d'État des États-Unis pour noyer des pays comme l'Équateur et l'Indonésie dans une dette impossible à rembourser, en utilisant « *l'argent, le sexe et l'alcool,* » pour corrompre les gouvernements.

Dans le passé, la Chine a été ouverte par la force, pillée, violée et humiliée par les puissances occidentales. La corruption a été implantée. Elle se bat maintenant pour en finir avec ces habitudes imposées de l'extérieur. Soyons vraiment sérieux et examinons l'histoire. [Les Chinois appellent en fait la période 1839-1949, le siècle de l'humiliation ( ), en référence au traitement violent dont la Chine a souffert sous les puissances coloniales japonaises et occidentales.] Voulons-nous vraiment laisser une organisation basée à Berlin nous dire ce qu'est la corruption et comment elle est importante dans différents pays ? Si vous les laissez faire, ils vous diront que le Vietnam communiste est plus corrompu que la fasciste Indonésie – une idiotie complètement mal informée ! Il est temps que le monde utilise ses propres concepts et critères, en dehors de ceux dictés par l'Occident. Il est temps de décoloniser nos esprits !

Pour prouver à quel point la propagande occidentale est malveillante et sélective, on nous parle de corruption uniquement à propos de la Chine, mais pratiquement jamais de la corruption vraiment terrible dans les pays que l'Ouest considère comme ses alliés, comme les Philippines, l'Inde, l'Indonésie, etc

Et que dire de la corruption en Occident même ? Qu'en est-il du néocolonialisme, le pillage partout dans le monde, réalisé par les Etats-Unis et les pays européens ? Comme je le montre dans mon dernier livre, *Conversation with Noam Chomsky*, l'Occident a assassiné quelques 55 à 65 millions de personnes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, depuis Hiroshima. Assassinées directement, plus des centaines de millions tuées indirectement. Toute cette terreur était accompagnée par le renversement d'un grand nombre de gouvernements progressistes, le sabotage secret d'économies indépendantes, et le financement de gangsters les plus éhontés pour tuer des gens décents. N'est-ce pas le plus haut niveau de corruption ? Je veux en parler. Je veux qu'on en parle, de savoir si ces pays responsables de telles horreurs devraient même être autorisés à être membres de la communauté internationale, à moins qu'ils ne se repentent et se réforment entièrement, en jurant d'appliquer la transparence ! C'est de ça dont nous devrions discuter maintenant, pas de la corruption en Chine !

La propagande est presque risible. La propagande occidentale est beaucoup plus efficace et sophistiquée. Elle s'appuie sur des siècles de contrôle violent sur le monde ; elle fait partie du colonialisme. Après avoir vécu sur tous les continents, je crois que *l'Occident est la zone géographique et culturelle la moins éclairée.* Elle est pleine d'autosatisfaction et d'arrogance, mais complètement ignorante du reste de la planète qu'elle a ruinée et pillée pendant des siècles. Dans son dogmatisme et son pharisaïsme, elle ressemble aux Talibans, ses anciens alliés.

Les Chinois connaissent beaucoup mieux la culture occidentale, les différents systèmes économiques et les modes de vie, que ceux qui se reposent sur les médias occidentaux ne connaissent la Chine. A part les mensonges négatifs et insultants sur la Chine, les gens en Europe et même en Amérique latine (car ils passent encore par des sources d'information occidentales) ne savent pratiquement rien sur la Chine. Il suffit d'effectuer un petit test concret : combien de personnes connaissez-vous avec un diplôme universitaire à Berlin, Rome, Caracas ou Quito qui pourraient nommer au moins un grand compositeur de musique chinois, ou un acteur d'opéra chinois, ou un poète contemporain ? Et rappelez-vous que nous parlons sans doute de la plus grande culture sur terre ! Tout ce qu'ils connaissent, c'est Ai Weiwei, ce chouchou de la propagande occidentale, ainsi que différents fous religieux parrainés par l'Occident. C'est triste !

**AC** : Pouvez-vous comparer cette perception des élites occidentales avec l'absence de toute introspection véritable des dirigeants et élites américains sur le rôle de leur pays dans le monde, la doctrine du champ de bataille mondial, l'échec total sur les questions environnementales et l'économie durable, un gouvernement de plus en plus contrôlé par les entreprises via des interprétations officielles que les entreprises doivent être considérées comme des personnes à part entière [avec les mêmes droits - ], les banques qui pren-

# CHINE QU'IL FAUT
# IS L'OCCIDENT !



**Il y a à peine trois décennies, la Chine était très pauvre ; pauvre et largement inégalitaire. Sortir des centaines de millions de la pauvreté est, ce qui fait de la Chine un pays socialiste qui a réussi**

nent d'énormes risques et agissent en toute impunité, impunité garantie par les Etats-Unis et d'autres pays occiden-



**La Chine possède le réseau ferroviaire le plus rapide, le plus long et le plus efficace au monde et le mode de transport interurbain le plus écologique**

taux, etc ?

**AV :** Bien sûr, c'est tellement évident. Mais tout d'abord, il ne s'agit pas uniquement des Etats-Unis, qui n'est rien de plus qu'une version vulgaire de la terrible culture coloniale européenne qui a assassiné des centaines de millions de personnes.

L'Occident étouffe le reste du monde économiquement, idéologiquement et culturellement. Plus il injecte du nihilisme, plus il rend impuissant, plus il lave de cerveaux, et plus il essaie de détruire et d'humilier et de discréditer ces grands et fiers pays qui s'opposent à son fascisme, y compris Cuba, le Venezuela et la Chine. C'est une véritable approche de type mafieux, c'est du banditisme. Vous venez, vous violez, vous assassinez, vous pillez un village entier, une ville entière ... et puis vous commencez à prêcher sur les droits humains et la pollution.

**AC** : Au cours de ses 100 premiers jours, Xi Jinping a fait de la diplomatie l'axe principal de son mandat. Son premier voyage a été pour la Russie et il a beaucoup voyagé depuis. Il a également exprimé son grand estime pour le partenariat des BRICS, et promeut la coopération sur des projets plus importants. A votre avis, est-ce que la promotion par la Chine d'un monde multipolaire est un véritable objectif ?

**AV** : Oui, il est très sincère et très important. La Chine est très intéressée à forger des alliances au sein de l'Amérique latine, avec la Russie et, plus récemment encore avec l'Inde. Ce qui est, bien entendu, totalement discrédité en Occident. Prenez l'Inde, par exemple. En fait, le premier pays visité par le Premier ministre Li Keqiang à son nouveau poste cette année fut l'Inde. On pourrait le considérer comme une main tendue à la deuxième nation la plus peuplée du monde. Alors que de nombreuses figures intellectuelles de premier plan en Inde ont accepté ce geste, certains médias pro-occidentaux ont immédiatement commencé à bombarder le public avec des titres comme 'peut-on faire confiance à la Chine ?' Ils étaient clairement en phase avec la BBC et autres croisés de la propagande occidentale, qui affichent régulièrement des titres outrageusement racistes comme 'Peut-on respecter la Chine ?' En fait, le 18 mai 2013, l'hebdomadaire « Economic & Political Weekly » en Inde a publié un commentaire brillant et révélateur d'Atul Bhardwaj, « La Relation Sino-Indienne », qui résume cette question dont nous débattons :

« L'Inde s'est piégée elle-même dans une matrice antichinoise mise en place par les Etats-Unis. Cela a conduit à une situation où l'armée est en train de hausser le ton pour avoir son mot à dire sur la politique intérieure et étrangère et exerce des pressions agressives sur le gouvernement civil. A moins que l'Inde n'abandonne ses aspirations à atteindre le statut de grande puissance et, au contraire, poursuive une politique étrangère qui s'appuie sur la coopération et les puissances asiatiques, elle continuera à servir de chair à canon pour les objectifs stratégiques de l'Occident. »

Mais le seul angle d'analyse autorisé par les grands médias (de masse) partout dans le monde est « Peut-on faire confiance à la Chine ? », tout comme, bien sûr, il est strictement interdit de se demander si tout être sain d'esprit doté d'une conscience peut vraiment faire confiance à l'Occident et ses alliés. (Est-ce que le Royaume-Uni doit être respecté, après avoir ravagé la moitié du globe en tant qu'empire et terrorisé en permanence le monde sous le commandement de son cher leader outre-atlantique ?)




**De gauche à droite, le Premier ministre indien Manmohan Singh, le président chinois Xi Jinping, le président sud-africain Jacob Zuma, la présidente Dilma Rousseff du Brésil et le président russe Vladimir Poutine affichent un front uni lors du sommet de BRICS à Durban, Afrique du Sud.**

Un monde multipolaire est essentiel pour la survie de l'humanité et la Chine le sait, elle comprend. Ceux qui ne le comprennent pas sont ceux qui font partie de l'Occident, ainsi que ceux que l'Occident a réussis à endoctriner.

L'alliance entre la Chine et la Russie est essentielle, car elle défend les faibles et sans défense à l'ONU et ailleurs. L'alliance entre la Chine et l'Amérique latine est absolument vitale pour tout changement positif dans le monde. Ce sont deux des plus grandes régions du monde qui résistent à l'hégémonie occidentale, deux régions du monde qui sont fiers de choisir leur propre voie. Dans le passé, les deux ont été violées et pillées, les deux ont été détruites pour des siècles à venir. Toutes deux ont une nature merveilleuse et paisible aujourd'hui. Elles doivent mieux se connaître et collaborer davantage pour défendre les intérêts des uns et des autres. Notre survie dépend désormais de cette coopération.

Mon collègue et ami en Chine, Hu Andy (rédacteur en chef du média progressiste April Media et ancien rédacteur en chef adjoint de China Daily) a également voulu se prononcer sur ce point :

« Je ne connais personne au sein de la direction à Beijing qui croit ne serait-ce que vaguement au concept d'expansionnisme. Sur le plan diplomatique, la Chine se bat pour préserver ce qu'elle appelle « les opportunités de développement » depuis le soubresaut de 1989. En effet, tous ses efforts diplomatiques résultent et tendent vers cet objectif. De la même manière que la stabilité intérieure est importante pour le progrès, la stabilité régionale pour la Chine est essentielle pour le développement mutuel entre les peuples de l'Extrême-Orient. Pour un pays de 1,4 milliards de personnes qui possède des frontières avec quatre Etats nucléaires (Russie, l'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord), un État défaillant (Afghanistan), un état qui échappe à tout contrôle (Mongolie) et un voisin socialiste avec qui elle a à la fois combattu avec et contre (Vietnam), le partenariat et la coopération ne sont pas seulement des stratégies, mais aussi une nécessité concrète. En d'autres termes, il serait impensable pour la Chine de ne pas favoriser de bonnes relations avec d'autres pays et soutenir un monde multipolaire ».

**AC** : Les « retournements **» des Etats-Unis vers l'Asie sont** souvent présentés comme une sorte de nouvelle orientation générale de la politique étrangère de l'administration Obama. Elle s'accompagne d'une lutte de pouvoir sur les lignes maritimes et territoires insulaires en litige, et comporte, par exemple, un renforcement des relations entre les Philippines et l'armée américaine. Est-ce que Beijing croit dans les paroles conciliantes de l'administration Obama et le secrétaire d'Etat John Kerry lorsqu'il a employé le terme « relation spéciale » et a exprimé sa volonté de s'adapter à la grande montée en puissance de la Chine ?

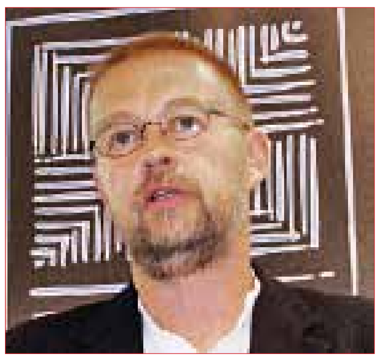
**AV** : La terreur que l'Occident a répandu à travers le monde depuis des siècles est inimaginable. La malveillance avec laquelle les États-Unis ont traité les asiatiques n'est comparable qu'à la hargne qu'ils ont montrée pour les latino-américains. L'administration Obama est aussi arrogante et violente que les administrations précédentes. Elle entraîne l'Asie au bord d'un énorme conflit, et certains disent à la Troisième Guerre Mondiale. Elle provoque et isole la Chine, la traite avec mépris, racisme et agressivité. Washington provoque ouvertement les conflits sur les îles Spratly, comme je l'ai expliqué dans « Comptes-rendus de Manille ». D'éminents universitaires là-bas m'ont expliqué que le conflit n'est pas naturel et a été implanté de l'étranger. L'Occident en général, et les Etats-Unis en particulier, n'ont qu'un seul objectif en Asie. C'est le même objectif qu'ils ont eu tout au long des siècles passés : contrôler la région, l'exploiter, l'asservir.

La Chine est détestée principalement parce qu'elle est la seule puissance asiatique véritablement socialiste. Parfois, je pense qu'elle est détestée même par beaucoup de « progressistes » occidentaux parce qu'ils ont échoué dans leur propre pays, et qu'ils ne peuvent accepter que le plus grand pays asiatique soit réellement



**Le président Raphaël Correa de l'Equateur est une figure internationale extrêmement importante et une source d'inspiration**

capable de construire son propre modèle socialiste, avec beaucoup plus de succès que ce qu'ils auraient pu rêver. Ne croyez pas qu'il n'existe pas de bonne dose de racisme dans tout cela. Un intellectuel occidental vivant au



**André Vltchek**

Venezuela, qui soutient pleinement El Proceso, [le modèle socialiste bolivarienne du Venezuela] m'a dit une fois : « Je déteste la Chine. » J'ai demandé : « Pourquoi ? Avez-vous déjà été là-bas ? » La réponse a été : « Non, et je ne veux jamais y aller ! Je déteste. » Cette personne est maintenant très influente, et je vais donc éviter de révéler son nom pour éviter tout embarras.

**« Diviser pour régner »,** la vieille approche britannique, est pleinement mise en œuvre, par l'exploitation et l'alimentation d'anciennes rivalités comme celles entre l'Inde et la Chine, le Vietnam et la Chine, le Japon et la Chine et la Corée du Nord. Et des rivalités nouvelles et ridicules comme celle entre les Philippines et la Chine sont fabriquées.

Les Latino-Américains savent très bien à quel point le colonialisme et le néo-colonialisme sont brutaux. Mais même les souvenirs les plus douloureux de l'impérialisme yankee du 20ème siècle ne pourront jamais rivaliser avec l'horreur que le continent asiatique a dû endurer et les actes de pure terreur venus de l'Ouest.

Ces millions brûlés vifs par les tapis de bombes sur le Vietnam, le Cambodge et le Laos. Ces civils tués dans les tunnels de la Corée du Nord. Des 2 à 3 millions d'Indonésiens (y compris ceux appartenant à la minorité chinoise) tués avec le plein appui de l'Occident en 1965, seulement parce que le pays voulait suivre sa propre voie, ce qui n'est pas sans rappeler le Chili d'avant 1973. Et ce génocide, cet assassinat en masse, était en fait un prélude à ce qui allait être mis en œuvre plus tard au Chili et ailleurs. L'Indonésie continue d'être un formidable laboratoire, une expérience sur des êtres humains, qui sont entièrement dépouillés de culture, de lieux publics, en fait de tout ce qui est « public ».

En Asie, l'Occident soutient des dictatures les plus horribles, depuis les Khmers rouges jusqu'aux dictatures fascistes en Corée du Sud, Indonésie, Philippines, Thaïlande, etc

Est-ce que Beijing croit aux paroles conciliantes ? Alors que les États-Unis et le Royaume-Uni se mêlent dans les affaires intérieures de la Chine, du financement et de la formation d'une « opposition » chinoise, se livrent à un lavage de cerveau et d'endoctrinement de Chinois à travers la

*Suite à la page (16)*

# Pétition pour le retrait des Etats africains de la CPI




**Le Siège de la Cour Pénale Internationale à La Haye**

*Créée officiellement le 1er juillet 2002 sous l'impulsion de l'ONU, après la ratification par suffisamment d'Etats du Statut de Rome adopté le 17 juillet 1998, la Cour Pénale Internationale (CPI) est une juridiction internationale permanente et universelle ayant pour objectif louable de réduire l'impunité des individus et non des Etats responsables de génocide, de crime contre l'humanité, de crime de guerre, de crime d'agression, et de promouvoir ainsi par la prévention, la dissuasion et la répression le respect universel des droits de l'homme, notamment par les dirigeants politiques.*

Sur les 193 Etats membres de l'ONU, la CPI compte actuellement 122 Etats membres, c'est-à-dire 122 Etats ayant à la fois signé et ratifié le Statut de Rome, et répartis au CPI par groupes d'Etats. Le groupe de loin le plus important est celui des Etats d'Afrique, fort de 34 Etats membres sur les 54 constituant l'Union Africaine, suivi du groupe de 27 Etats d'Amérique Latine et des Caraïbes, du groupe de 25 Etats d'Europe Occidentale et autres Etats occidentaux, du groupe de 18 Etats d'Europe de l'Est, et enfin du groupe de 18 Etats d'Asie et du Pacifique.

Cependant, compte tenu des nobles objectifs affichés de la CPI, il est curieux que les Etats-Unis d'Amérique, qui se veulent le champion mondial de la défense des droits de l'homme aient refusé jusqu'à ce jour de ratifier le Statut de Rome qu'ils ont pourtant accepté de signer, tout comme l'ont fait la Russie et Israël qui n'ont pas la même prétention de démocratie et de donneur de leçons de droits de l'homme. Il n'est pas étonnant que la plupart des pays asiatiques, en particulier arabes, en commençant par la Chine et l'Inde, qui comme la Russie n'ont pas la même prétention évoquée, se soient abstenus jusqu'à ce jour de signer le Statut de Rome, en invoquant essentiellement la raison de la souveraineté de leurs Etats, et son corollaire la non ingérence étrangère politique, humanitaire et surtout occidentale dans leurs affaires intérieures.

Compte tenu des nobles objectifs affichés de la CPI, le plus curieux, c'est que parmi la trentaine de personnes inculpées par la CPI depuis sa création jusqu'à ce jour, dont une petite dizaine sont actuellement détenus à la CPI, il n'y a que des Africains, alors qu'en plus des deux dernières guerres mondiales, les guerres récentes en Irak, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire et en Libye confirment l'accusation portée contre l'Europe par Aimée Césaire dans son « Discours sur le colonialisme » et que nous pouvons actualiser en disant que « l'Occident est comptable devant la communauté humaine du plus grand tas de cadavres de l'histoire ».

C'est ce constat de curiosité, d'incompréhension et d'indignation qu'a déjà formulé le 29 juin 2012 Jean Ping, alors président de la Commission de l'Union Africaine, lors du 17è Sommet des chefs d'Etat de l'UA à Malabo, en Guinée Equatoriale en déclarant : « On a l'impression que la Cour Pénale Internationale ne vise que les Africains. Cela signifie-t-il que rien ne se passe par exemple au Pakistan, en Afghanistan, à Gaza, en Tchétchénie ? Ce n'est pas seulement en Afrique qu'il y a des problèmes. Alors pourquoi n'y a-t-il que des Africains qui sont jugés par cette Cour ? ».

C'est ce même constat qu'à l'unanimité les Chefs d'Etat et de gouvernement africains ont tenu à exprimer le 27 mai 2013 à l'issue du sommet du 50-ème anniversaire de la création de l'Organisation de l'Unité africaine, par la déclaration suivante de leur porte-parole, le Président en exercice de l'Union Africaine et Premier Ministre de l'Ethiopie, Hailemariam Desalegn : « Lors de la création de la CPI, l'objectif était d'éviter toutes sortes d'impunités, mais désormais le processus a dégénéré en une sorte de chasse raciale que nous n'acceptons pas. (…). Je pense donc que la CPI doit bien voir qu'elle ne devrait pas pourchasser (que) des Africains, (…). 99% des inculpés de la CPI sont Africains, cela montre donc que quelque chose est biaisé au sein du système de la CPI et nous contestons cela ».

Quant à nous, nous estimons que cette situation présente de la CPI est d'autant plus inacceptable qu'en plus du mépris de la souveraineté des Etats africains à la faveur de l'ingérence politique et humanitaire occidentale dans les affaires intérieures africaines qu'ont déjà refusé les Etats asiatiques, il s'agit là d'une humiliation supplémentaire des Africains à la face du monde, qui réveille en eux le traumatisme de la déportation de leurs ancêtres dans les « camps d'extermination » de l'esclavage tant occidental qu'oriental par des « trafiquants d'êtres humains », dont des descendants s'érigent de nouveaux de nos jours en bourreaux des Africains.

Au nom de la dignité et du bien-être des Africains qu'ils ont la charge sacrée de cultiver et de défendre, nous demandons donc aux Chefs d'Etat et de gouvernement africains de tenir compte de la position des Etats-Unis d'Amérique, de la Russie, de la Chine, et de l'Inde pour retirer sans tarder leurs Etats de la CPI.

Au nom de l'exigence éthique authentiquement africaine et multimillénaire de la Maât, c'est-à-dire « le Bien, la Vérité, la Justice, l'Harmonie, etc. », pour atteindre le plus tôt possible en Afrique le noble objectif de la CPI concernant l'impunité des crimes de génocide, crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des crimes d'agression tout en préservant la dignité des Africains aux yeux du monde, nous leur demandons également de concrétiser dans les meilleurs délais le projet de la « Cour Pénale Africaine » appuyée par la future « la Force de Réaction Rapide » dans l'attente de la future « Force Africaine en Attente », en complément de la « Cour de Justice Africaine » et de la « Cour Africaine des Droits Humains et des Peuples », qui constitueront ainsi les bases historiques des institutions juridiques des futurs « Etats-Unis d'Afrique ».

**Nous vous en remercions.**
**Fait à Pantin, le 3 juin 2013**

# Lettre à nos amis Boliviens et d'Amérique du sud

**Par José Fort***

Frères, nous savons combien votre colère est grande. Nous comprenons vos manifestations devant les représentations diplomatiques françaises. Ecoutez-nous : ne brûlez pas le drapeau tricolore. Il appartient au peuple de France, celui de la Révolution et de la Résistance contre le fascisme, celui de la lutte contre la colonisation et pour les droits de l'homme.

Il a été sali à plusieurs reprises de notre histoire et lors du détournement de l'avion présidentiel bolivien par des gouvernants français servilement aux ordres de l'impérialisme US. Sachez que la majorité du peuple de France se range dans les rangs de la liberté, la démocratie, la justice sociale et le respect de l'autre.

Comprenez-nous. Nous sommes honteux de l'image que vient de donner notre pays à la Bolivie, à l'Amérique latine, au monde entier. MM. Hollande et Fabius, dans des conditions différentes, viennent de commettre un acte de piraterie aérienne similaire à celui commis par le gouvernement socialiste Guy Mollet contre les responsables du FLN pendant la guerre d'Algérie.

Frères boliviens. Ne confondez pas ceux qui ont interdit le survol de votre avion présidentiel au dessus du territoire français aux Français solidaires, mortifiés par l'acte inqualifiable que d'autres ont commis en notre nom.

Frères latino-américains. L'impérialisme US dispose de relais en Europe, au plus haut niveau des structures de la Communauté européenne et des Etats. En France, notamment. Vous disposez d'autres relais : ceux de la solidarité.

*ancien journaliste à l'Humanité

**L'Humanité 4 Juillet 2013**

# 8e sommet de Petrocaribe Lettre de Fidel à Daniel Ortega

**Cher Daniel,**

C'est avec beaucoup de plaisir que j'ai écouté tes remarquables interventions au 8e sommet Petrocaribe. Il est parfaitement justifié que cette réunion ait eu lieu de nouveau au Nicaragua, un pays qui a été capable de se relever de la perfide agression de l'Empire, sous le gouvernement d'un des imposteurs les plus incultes et cyniques choisi par l'oligarchie des États-Unis.

Avec l'argent des drogues et des armes, il a sorti des prisons du Venezuela le principal terroriste du groupe formé par la CIA pour détruire en plein vol l'avion de ligne de Cubana, avec 73 personnes à bord, dont les jeunes Cubains qui venaient de remporter les Championnats centraméricains d'escrime. Dans de nombreux pays de notre Amérique, comme l'Argentine, le Chili, la Bolivie, l'Équateur, le Venezuela, le Panama, le Mexique et d'autres encore, les assassins à la solde des États-Unis ont laissé leur empreinte criminelle.

Il serait trop long de mentionner dans ce message les nombreux crimes et pillages que les gouvernements, les forces répressives de l'Empire et leurs fantoches ont perpétrés dans le monde entier.

**Daniel Ortega au cours d'un dialogue avec Fidel Castro**

A toi, Daniel, ainsi qu'à Rosario, je tiens à vous féliciter pour votre extraordinaire réunion.

Je ne saurais omettre de mentionner, en un jour comme celui-ci, la voix sincère, courageuse et claire de Nicolas Maduro, un homme d'origine ouvrière, modeste, honnête et pauvre, qui n'a aspiré à aucune fonction et qui, aujourd'hui, se doit d'accomplir la mission que lui a confié l'inoubliable Hugo Chavez, leader de la Révolution bolivarienne, lorsque le hasard de la vie l'a empêché de poursuivre l'œuvre à laquelle il avait dédié chaque minute, chaque seconde, et qui constitue aujourd'hui le rêve le plus noble de l'humanité. Maduro a démontré le talent, ainsi que l'intégrité et l'énergie que le grand leader avait devinés en lui.

Le talent brille aussi parmi les présidents réunis à Managua. Je suis sûr qu'aux côtés de la patrie de

*Suite à la page (16)*

# Le sort de Morsi préfigure t-il celui des Frères musulmans ?

Par Thierry Meyssan

*Bien que surpris par la rapidité des événements, Thierry Meyssan célèbre la destitution du gouvernement des Frères musulmans. Alors que la presse atlantiste soutenait Mohamed Morsi et conspuait Bachar el-Assad, il tenait le discours opposé et dénonçait le « printemps arabe » comme une manipulation. Le peuple égyptien et son armée ont tranché.*



**Sur 84 millions d'Égyptiens, 33 sont descendus dans les rues fêter le coup d'État militaire**

À l'issue de cinq jours de manifestations géantes réclamant le départ du président Morsi, l'Armée égyptienne l'a destitué et a désigné le président du Conseil constitutionnel pour assurer l'intérim jusqu'à la convocation de nouvelles élections.

Pour mesurer l'importance de l'événement, il convient de le resituer dans sa propre narration.

Une agitation politique a gagné une partie de l'Afrique, puis du monde arabe, à partir de la mi-décembre 2010. Les deux principaux pays concernés ont été la Tunisie et l'Égypte. Ce phénomène s'explique d'abord par des causes profondes : un changement générationnel et une crise alimentaire. Si l'aspect démographique échappe largement au contrôle humain, l'aspect économique a été partiellement provoqué en pleine connaissance de cause, en 2007-08, puis à nouveau en 2010.

En Tunisie et en Égypte, les États-Unis avaient préparé la « relève de la garde » : des leaders neufs à son service à la place de leaders démonétisés. Le département d'État avait formé de jeunes « révolutionnaires » pour qu'ils se substituent au pouvoir en place. Aussi, lorsque Washington a constaté que ses alliés étaient dépassés par la rue, il leur a intimé l'ordre de céder la place à l'opposition qu'il avait préfabriquée. Ce ne sont pas la rue, mais les États-Unis qui ont chassé Zine el-Abidine Ben-Ali et le général Hosni Moubarak. Et ce sont toujours les États-Unis qui ont installé les Frères musulmans pour leur succéder. Ce dernier point est moins évident puisque les deux pays ont organisé des élections, mais la tenue d'un scrutin ne signifie pas sa sincérité. Cependant, une étude minutieuse montre que les dès étaient pipés.

Il ne fait aucun doute que ces événements avaient été anticipés par Washington et qu'ils ont été guidés par lui, même s'ils auraient pu aussi survenir dans d'autres États, comme au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Précisément, des troubles surviennent alors en Côte d'Ivoire à l'occasion de l'élection présidentielle. Mais ils ne sont pas reliés dans l'imaginaire collectif au « printemps arabe » et s'achèvent par une intervention militaire française sous mandat de l'ONU.

Une fois l'instabilité installée en Tunisie et en Égypte, la France et le Royaume-Uni ont lancé un mouvement de déstabilisation de la Libye et de la Syrie, en application du Traité de Lancaster. Si quelques micro-manifestations pro-démocratie se sont tenues et ont été grossies par les médias occidentaux, les troubles étaient organisés par des Forces spéciales occidentales avec l'appui de meneurs takfiristes.

À grand renfort de manipulations, l'opération en Côte d'Ivoire a été exclue du « printemps arabe » (il n'y a pas d'arabes dans ce pays au tiers musulman), tandis que la Libye et la Syrie y ont été inclues (alors qu'il s'agit d'opérations coloniales). Ce tour de passe-passe a été d'autant plus facile à réaliser que des manifestations survenaient au Yémen et au Bahreïn dont les conditions structurelles sont bien différentes. Les commentateurs occidentaux les ont d'abord inclues sous l'étiquette « printemps arabe », puis les ont escamotées de leur raisonnement, tant les situations sont peu comparables.

En définitive, ce qui fait le « printemps arabe » (Tunisie, Égypte, Libye, Syrie), ce n'est pas l'instabilité, ni la culture, mais la solution prévue par les puissances impérialistes : l'accès au pouvoir des Frères musulmans.

Cette organisation secrète, prétendument anti-impérialiste, a toujours été politiquement contrôlée par Londres. Elle était représentée au cabinet d'Hillary Clinton, par le biais d'Huma Abedin (épouse du député sioniste démissionnaire Antony Weiner), dont la mère Saleha Abedin dirige la branche féminine mondiale de la confrérie. Le Qatar a assuré le financement des opérations (plus de 15 milliards de dollars par an !) et la médiatisation de la confrérie auquel elle a confié la chaîne Al-Jazeera depuis fin 2005. Enfin, la Turquie a fourni le savoir-faire politique avec des conseillers en communication.

Les Frères musulmans sont à l'islam ce que les Trotskistes sont à l'occident : un groupe de putschistes, travaillant pour des intérêts étrangers au nom d'un idéal toujours remis au lendemain. Après avoir tenté quantité de coups d'État dans la majorité des pays arabes au cours du XXe siècle, ils ont été surpris de leur « victoire », en 2011. Ils ne disposaient en effet d'aucun programme de gouvernement en dehors des instructions anglo-saxonnes. Ils se sont donc rattachés aux slogans islamistes : « La solution, c'est le Coran », « Nous n'avons pas besoin de constitution, nous avons la Charia », etc…

En Égypte, comme en Tunisie et en Libye, leur gouvernement a ouvert leur économie au capitalisme libéral. Il a confirmé l'entente avec Israël sur le dos des Palestiniens. Et a cherché à imposer, au nom du Coran, un ordre moral, jamais inscrit dans ce livre.

Les privatisations thatchériennes de l'économie égyptienne devaient atteindre leur apothéose avec celle du Canal de Suez, joyau du pays et source de revenus, qui devait être vendu au Qatar. Face à la résistance de la société égyptienne, Doha finança un mouvement séparatiste de la région du Canal, comme jadis les États-Unis avaient créé le mouvement d'indépendance du Panama en Colombie.

En définitive, la société égyptienne n'a pas supporté ce traitement de choc. Comme je l'écrivais dans ces colonnes, il y a trois semaines, elle a ouvert les yeux en observant la révolte des Turcs contre le Frère Erdogan. Elle s'est rebellée et a lancé un ultimatum au président Morsi. Après s'être assuré par téléphone auprès du secrétaire US à la Défense, Chuck Hagel, que les États-Unis ne tenteraient rien pour sauver l'agent Morsi, le général al-Sissi a annoncé sa destitution.

Ce point mérite une explication : Mohamed Morsi s'est présenté, lors de son avant-dernier discours à la Nation, comme un « savant ». C'est en effet un ingénieur spatial ayant fait carrière aux USA, ayant acquis la nationalité états-unienne, ayant travaillé à la NASA et disposant d'une accréditation US secret-Défense. Cependant, si Morsi a été lâché par le Pentagone, il a par contre été soutenu —jusqu'à son arrestation— par le département d'État, que ce soit par l'ambassadrice au Caire Anne Patterson, par les porte-parole Patrick Ventrell et Jan Psaki, ou par le secrétaire d'État John Kerry. Cette incohérence manifeste le désarroi de Washington : d'un côté la raison interdisait toute possibilité d'intervention, d'un autre les liens trop étroits de Morsi avec les Frères musulmans l'ont privé de toute solution de rechange.

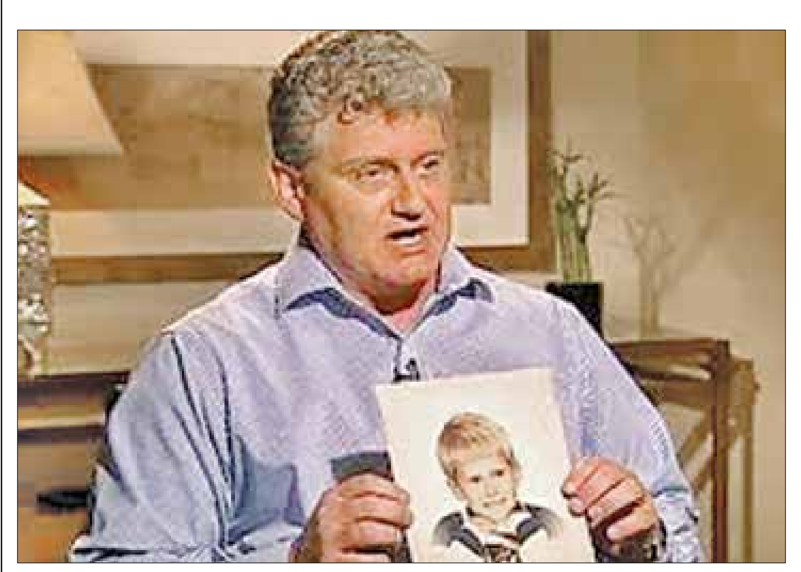
La chute de Mohamed Morsi marque la fin de la prééminence des Frères musulmans dans le monde arabe. Et ce, d'autant plus, que l'Armée a annoncé sa destitution en s'entourant des forces vives de la société, incluant les « savants » de l'Université al-Azhar.

L'échec de Morsi est un coup dur pour l'Occident et ses alliés, le Qatar et la Turquie. Dès lors, on peut logiquement se demander si elle ne marque pas la fin du « printemps arabe » et de nouveaux bouleversements en Tunisie, en Libye, et bien sûr en Syrie.

**Réseau Voltaire 8 juillet 2013**



# Le père d'Edward Snowden défend les actes courageux de son fils



**Le père d'Edward, Lon Snowden a rendu hommage au courage de son fils et à sa détermination à révéler au grand jour l'opération massive et illégale d'espionnage menée par la NSA contre la population américaine et mondiale**

Par Peter Symonds

Dans une lettre émouvante publiée cette semaine, le père d'Edward Snowden, Lon Snowden a rendu hommage au courage de son fils et à sa détermination à révéler au grand jour l'opération massive et illégale d'espionnage menée par la NSA (National Security Agency) contre la population américaine et mondiale.

La lettre, écrite en collaboration avec l'avocat Bruce Fein, s'inspire des traditions de la Révolution américaine qui a mis fin au gouvernement par l'oppression et l'arbitraire et a inscrit les Libertés civiles fondamentales dans la constitution américaine. S'adressant

*Suite à la page (15)*

# Tous fichés !




**Assange, Manning, Snowden trois héros de notre temps, aujourd'hui traqués et poursuivis par le « Big Brother » américain**

Par Ignacio Ramonet

On s'en doutait [1]. Et aussi bien la littérature (1984, de George Orwell) que le cinéma de science-fiction (Minority Report, de Steven Spielberg) nous avaient mis en garde : avec les avancées des techniques de communication on finirait tous par être surveillés. Certes, nous imaginions que cette violation de notre vie privée serait effectuée par un Etat néo-totalitaire. C'était une erreur. Car les insolites révélations faites par le dissident américain Edward Snowden sur la surveillance orwellienne de nos communications accusent directement les Etats-Unis, un pays naguère considéré comme la « patrie de la liberté ». Il est clair que, depuis la loi Patriot Act [2], c'est terminé. Le président Barack Obama lui-même vient de l'admettre : « On ne peut avoir, a-t-il déclaré, cent pour cent de sécurité et cent pour cent de privacité. » Bienvenus donc à l'ère de Big Brother...

Quelles révélations a donc faites Snowden ? Cet ancien assistant technique de la Central Intelligence Agency (CIA), âgé de 29 ans, qui travaillait dernièrement pour une entreprise privée – Booz Allen Hamilton [3] - sous-traitante de l'Agence américaine de sécurité nationale (NSA), a révélé aux journaux The Guardian et The Washington Post l'existence de programmes secrets, autorisés par le gouvernement des Etats-Unis, permettant la surveillance des communications de millions de citoyens à travers le monde entier.

Un premier programme a été lancé dès 2006. Sa finalité : espionner tous les appels téléphoniques effectués, via la compagnie

*Suite à la page (15)*

*Suite de la page (7)*

pas gardé de ses expériences antérieures avec le dossier d'Haïti des souvenirs qui pourraient l'influencer négativement. En effet, Chef de Cabinet et bras droit de Luigi Enaudi, alors Secrétaire-Général Adjoint de l'OEA, Mme Honoré était en première loge pour se faire une idée du drame du peuple haïtien, éternelle victime des dirigeants qu'on lui impose ou qu'il choisit. On se souvient que Luigi Enaudi, en charge du dossier d'Haïti à l'OEA, avait effectué, entre 2002 et 2003, près de deux douzaines de missions infructueuses à Port-au-Prince pour essayer de négocier une entente entre le Président Aristide et les différentes oppositions à son régime. Il en gardé une certaine amertume. Et même une amertume certaine. Et il est évident que si les protagonistes de la crise haïtienne d'alors avaient aidé l'OEA et Luigi Enaudi à négocier un « accommodement raisonnable « , il n'y aurait pas eu de Minustah. Et bien des déboires et des situations d'humiliations auraient pu être évités. Je pense notamment au choléra et aux multiples cas de manque de considération pour le peuple haïtien qui forment l'énorme passif de la Minustah en Haïti.

Ceci dit, nous devons admettre que nous sommes les premiers responsables de ce qui nous arrive. La plupart des tragédies dont notre histoire est remplie sont le fruit de nos turpitudes et de l'absence dans notre idiosyncrasie des concepts de compromis et de concessions. D'où les conflits interminables que nous entretenons et où en fin de compte toutes les parties perdent, et le pays avec elles, parce qu'elles ont ou bien surestimé leurs forces ou bien sous-estimé la capacité de résistance des autres. Nos politiciens, au pouvoir et dans l'opposition, savent-ils que le refus absolu de propositions de compromis et de concessions traduit généralement une grande insécurité et une faiblesse de l'intelligence qui empêchent à la fois de vaincre, de composer ou de convaincre ? Il est donc plus que temps que nous cessions d'adopter des attitudes excessivement partisanes qui font de nous la risée des autres et que nous apprenions à ne pas exacerber inutilement les passions de nos partisans ni à flatter leurs bas-instincts. La Minustah devra donc se retirer du pays plus tôt que plus tard. En écrivant cela, je ne peux m'empêcher de penser à tous ces amis, étrangers et haïtiens morts au service d'Haïti et de la Minustah, durant le séisme. Je suis cependant convaincu que leur mémoire sera beaucoup mieux honorée si la Minustah part avant que son échec soit totalement consommé.




**Je pense notamment au choléra et aux multiples cas de manque de considération pour le peuple haïtien qui forment l'énorme passif de la Minustah en Haïti.**

Il faut se rendre à l'évidence. Pratiquement toutes les catégories socio-professionnelles acquiescent au départ de la Minustah, sans parler des organisations paysannes, des étudiants et des partis politiques. Il y a aussi cette Résolution du Sénat. L'Onu et la Minustah qui se targuent de vouloir contribuer au respect et à la consolidation des institutions haïtiennes ne peuvent pas faire comme si cette Résolution n'avait jamais existé. Une telle attitude traduirait dans les faits le peu de respect qu'elles professent vis-à-vis de l'une des plus importantes institutions du pays.

Il ne suffira donc pas de déclarer que les mesures sont en cours pour réduire les effectifs de la Minustah et d'annoncer qu'elle partira bientôt. Mme Sandra Honoré devra, au nom de l'Onu et de la Minustah, travailler avec le Parlement, le pouvoir exécutif, la société civile, sur une feuille de route avec des échéances précises, y compris une date de départ qui sera respectée quoi qu'il arrive. Je propose que ce départ se matérialise l'année prochaine, à l'occasion du dixième anniversaire de la présence de la coalition en Haïti.

Si l'on attend que les conditions optimales se réunissent pour que la Minustah parte, elle ne partira jamais. Et la situation pourrait dégénérer dangereusement. Dix ans, c'est beaucoup de temps. Si la Minustah n'a pas été en mesure de faire une différence en dix ans, ce n'est pas en lui accordant cinq ans ou dix ans de plus qu'elle pourra faire cette différence. Les autorités haïtiennes et l'ONU devront donc résister aux pressions des lobbyistes haïtiens et étrangers qui mettent tout en œuvre pour retarder le départ de la Minustah. Quant à Mme Honoré, son mandat sera très productif aux yeux d'une forte majorité d'Haïtiens, si elle se donne pour objectif de convaincre l'ONU que la Minustah a terminé sa mission et qu'elle peut partir la tête haute l'année prochaine. Autrement dit, après dix ans, la Minustah peut tout naturellement afficher MISSION ACCOMPLIE, DECLARER VICTOIRE et laisser le pays.

Pour sa part, le Président Martelly qui est, de mon point de vue, l'un des présidents d'Haïti les plus volontaristes et aussi l'un des plus fiers, devrait faire de ce départ une de ses priorités. Comme Sténio Vincent. L'Histoire a retenu que ce dernier, élu avec l'aval de l'occupant, avait pu œuvrer et manœuvrer avec succès pour le départ des Marines. Pourquoi l'histoire ne se répéterait-elle pas avec le président Martelly ?

**Radio Kiskeya 5 juillet 2013**

*NDLR :* **Ericq Pierre** est un économiste haïtien qui travaille pour la Inter-American Development Bank. En 1997 et 2008 le président Préval l'avait choisi comme Premier ministre désigné, mais sans succès

# Ça suffit ! Arrêtez de vous tuer ! Vivez ! Mèm si vi a rèd !

**Par Jean-Marie GAUTHIER**

A chaque fois on dit "un de trop" ! Mais cela devient insoutenable toutes ses morts de jeunes par des jeunes... car ce sont nos enfants enfin ! Et Madame la Préfète a raison d'en appeler à la population... à nous tous ! Il faut une mobilisation de nos consciences, de nos attentions, de l'altruisme qui nous habite en Gwadeloup !

Mais ce n'est pas par des injonctions, des mouvements d'humeur ou des lamentions que nous y arriverons ; c'est un sursaut qu'il faut ! Sursaut collectif émanant de l'addition de toutes nos prises de conscience individuelles.

La famille est en première position. Ne démissionnons pas, nous parents ! Ne laissons pas faire en baissant les bras. Arrêtons de dire "c'est pas moi ce sont les autres" (comme le slame admirablement Abd al Malik). La famille même recomposée, même monoparentale, à plus forte raison la famille traditionnelle... peut arriver à une prise de conscience qui irradie positivement les enfants, les jeunes ! On connaît dans notre Gwadloup nombre de mamans qui élèvent parfaitement leurs enfants, se donnent à fond et leur donnent tout d'elles-mêmes... même si bien évidemment l'exemple inverse existe, mais il doit alors bénéficier de notre attention à tous et de la solidarité effective des familles autour et des instances et groupes ! Papas, n'hésitons pas à nous repositionner clairement !

L'Ecole bien évidemment se trouve aussi en pôle position. Educatrice sociétale majeure. Croisons nos idées, nos connaissances, nos compétences, épaulons-nous sans nous "tirer dans les pattes les uns les autres". Les enseignants, dont le rôle est de plus en plus ingrat, ont besoin de l'appui de tout le monde ! Des gens qualifiés et des psychologues compétents sont là pour nous éclairer... notre Gwadloup n'en manque pas ! Arrêtons de nous cacher derrière internet ou les nouveaux médias qui ont leur place, mais qui doivent être impérativement canalisés !

La Société assurément doit poser clairement les garde-fous, rappeler les règles, et donner les moyens pour avancer au large. C'est un grand koudmen de tous qu'il nous faut, et dans la durée ! Nombre de bénévoles font un travail remarquable dans les associations de quartier. Sans doute ces axes peuvent être plus attractifs et lisibles par tout le monde. Le sens de la gratuité doit être privilégié même si dans le contexte matérialiste et factice qui est le nôtre, cela demande un inlassable dévouement.

Que de jeunes réussissent, grâce à leurs efforts, en sport, dans l'art et la culture, les activités citoyennes et diversifiées ! C'est un cri de ralliement qu'il faut lancer pour que l'oisiveté (qui est la mère de tous les vices !) n'envahisse pas l'espace public. Cette facilité laxiste là n'apporte rien de bon !

Enfin et convenons-en, il y a une morale à donner, une morale spirituelle authentique qui nous tire vers le haut et permet que nous soyons véritablement solidaires. Arrêtons de dire que cette morale est de la sphère privée uniquement sous prétexte qu'une laïcité aseptisée devrait nous immuniser tous ! C'est tout le contraire qui arrive ! Les jeunes sont généreux, et ne demandent qu'à orienter leur regard vers le vrai, et leurs actions vers le beau ! La liberté qu'il nous faut défendre est celle qui se conjugue avec l'effort et le courage ! "C'est la quadrature du cercle" me disait un jeune, mais on ne doit pas cesser d'y tendre. Les jeunes seront debout si nous mêmes restons dignes malgré la lassitude et la fatigue !

Loin de moi la prétention d'avoir tout dit, surtout que c'est d'action qu'il s'agit, bien plus que de mots ! Terminons par ce message du grand poète Louis Aragon pour nous redonner à tous la sérénité, et nous permettre de dépasser nos clivages : "Il est plus facile de mourir (et j'ajouterai à l'adresse de nos tueurs en herbe : de faire mourir) que d'aimer, c'est pourquoi je me donne le mal de vivre !"

Fos é kouraj !

**M. Jean-Marie GAUTHIER**
**Conseiller Principal d'Education au LEP de BLANCHET à Gourbeyre et rédacteur en chef d'Eglise en Guadeloupe**

*Suite de la page (7) Marginalisé par l'Etat...*

nation haïtienne. Quand il s'agit de trouver des fonds publics pour les activités liées à la propagande pour l'Administration en place, c'est vite fait. Pourtant, il n'y a pas de fonds disponibles pour loger, chausser et nourrir nos sélectionnés, en plus des primes de match.

Un autre carnaval baptisé "Carnaval des fleurs" est programmé pour la fin de ce mois de juillet. Et le budget pour cette activité est déjà connu par tous. En l'espace de deux mois, deux sommets de la CARICOM ont pris place dans le pays avec une facture nettement élevée. Un troisième est en perspective pour septembre, celui de Petro Caraïbe, a annoncé le Premier Ministre haïtien, en marge du sommet de Managua (Nicaragua), le week-end dernier.

En refusant d'allouer une somme substantielle à la sélection nationale, l'Etat haïtien pratique tout simplement une politique de parti prix, contrairement à sa mission qui est de protéger et de garantir les citoyens et de faire fonctionner les institutions du pays. C'est du boycottage tout simplement ! En ce sens précis, les intérêts de la nation deviennent secondaires par rapport à ceux des particuliers. L'Etat est devenu réfractaire, déviant et par-dessus tout sectariste. Autrement dit, c'est l'Etat qui sabote l'Etat.

Dans tout Etat démocratique, les règles du jeu sont claires. Chaque institution doit jouer sa partition pour permettre à la machine étatique de rouler à plein rendement. En clair, un budget annuel pour la FHF doit être dégagé, indépendamment de qui dirige cette instance nationale du football. Le Ministère de la Jeunesse et des Sports doit être la courroie de transmission entre le gouvernement et toutes les Fédérations nationales regroupant les différentes disciplines sportives. Le sport comme la politique ne peuvent pas être une question de personne, encore moins d'amis ou d'alliés politiques et/ou économiques.

Quand l'exécutif refuse de passer des instructions à l'entité concernée pour que des fonds puissent être débloqués en faveur de l'équipe nationale, c'est incompréhensible. Certains diront que cela n'a pas été inscrit dans le budget national. Pourtant, bien de décaissements non-inscrits dans le budget ont été faits au grand dam des institutions de contrôle de la République. Au nombre desquels figurent les 40 millions de gourdes pour les festivités du 14 mai 2013. Quand, à force d'hypocrisie, M. Martelly a apporté sa contribution financière personnelle à ce téléthon en tant que citoyen, c'est une chose. Mais, quand il croit éberluer tout le monde par ce geste, c'est politiquement incorrect et même indécent. Il en est de même des autres officiels. En le faisant aussi, ils apportent leur solidarité dans le mal. La responsabilité politique est collective tout comme l'échec.

Une institution n'est autre qu'une structure coutumière ou légale qui participe à l'organisation de la société ou de l'Etat. Sans les institutions, fondements de la République, l'Etat ne pourrait pas fonctionner. Même une épicerie au bout du coin a ses principes. Le prix de ses produits est fixé en fonction des règles du marché. Il est temps pour nous de nous prendre en charge dans tous les domaines afin d'éviter que le pays devienne un repère de mendiants et de parasites. Plus de 13 millions de gourdes, soit environ 1 million de dollars américains ont été collectés par le Comité organisateur du téléthon. Les décaissements se feront au cas par cas sur présentation par le Comité Directeur de la FHF des besoins du Onze national, a expliqué Jean Monard Metellus, membre du Comité organisateur du téléthon et également animateur d'émissions politiques sur Radio Caraïbes. En clair, la totalité du montant reçu ne sera pas versé entièrement et aveuglément à la FHF. Par prudence peut être ou par souci de gestion transparente? Cela sent la méfiance…

Il faut, bien sûr, tirer les conséquences positives de cette expérience qui mérite d'être expérimentée dans d'autres domaines et sur d'autres formes. Elle pourrait se traduire par l'implication active des citoyens dans les affaires de la Cité, sans pour autant attendre l'aide de l'international pour faire fonctionner deux moulins de maïs dans une communauté reculée du pays. Cette initiative montre combien la solidarité citoyenne peut donner des résultats probants, même si elle ne vise pas à remplacer l'Etat. Il y va du respect de la nation entière!

**Jose Clément**
**Maryland, 9 juillet 2012**
**Centre International d'Etudes et de Réflexions**

*Suite de la page (13)*

Verizon, à l'intérieur des Etats-Unis et à destination de l'étranger. Un autre programme, au nom de code PRISM, est entré en vigueur en 2007. Son but : surveiller les communications en provenance de l'étranger et passant par des serveurs américains. Dans la pratique, sa portée est encore plus grande. Il confère à la NSA un accès total aux serveurs des neuf plus grandes compagnies d'Internet soit Facebook [4], Microsoft, Yahoo, Google, Paltalk, AOL, Skype, YouTube et Apple (Twitter ne serait pas concerné, semble-t-il).

Si quelqu'un a utilisé les services d'une de ces sociétés, ses données ont certainement été contrôlées et stockées par PRISM. Conversations audio et vidéo, photos, e-mails, documents, historique des connexions, chats audio et vidéo via Skype, fichiers Google Drive, photothèques... tout cela est espionné, filtré, classé, archivé ou transmis à d'autres agences d'intelligence, CIA ou FBI, pour vérifications approfondies. Selon le Washington Post, les mille yeux de la NSA peuvent « littéralement regarder ce que vous tapez ». PRISM est devenu l'outil le plus efficace à l'heure d'élaborer le rapport quotidien sur les risques en matière de sécurité que la NSA remet quotidiennement au président des Etats-Unis.

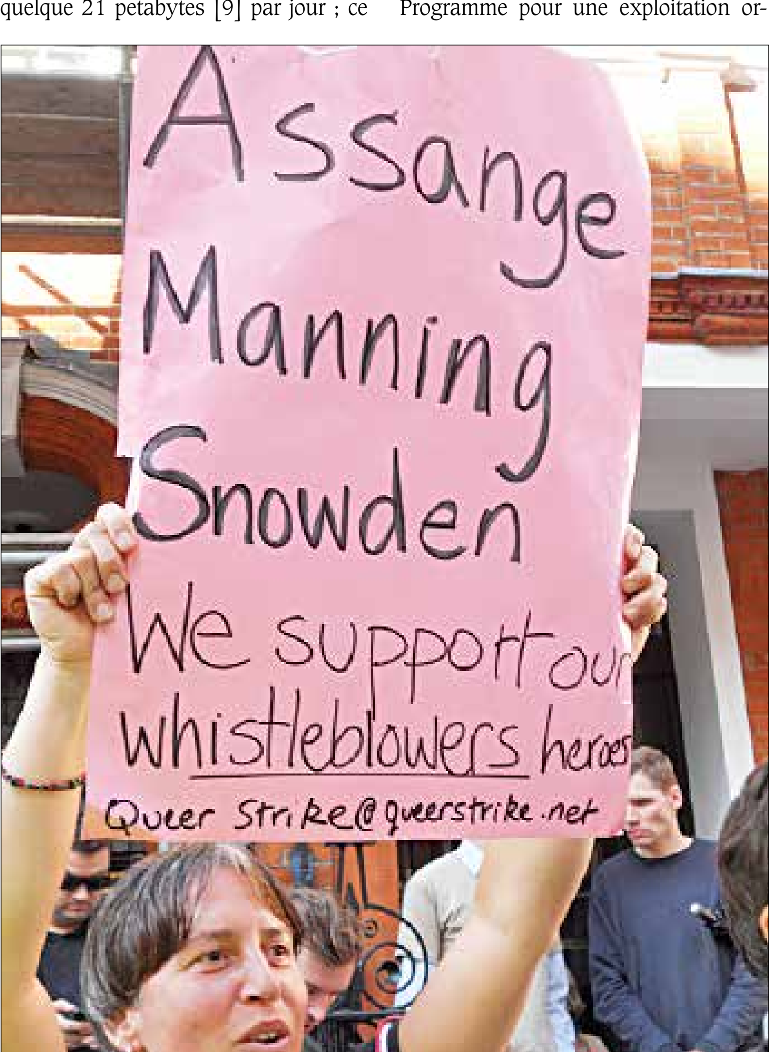
Le 8 juin dernier, The Guardian a révélé l'existence d'un autre programme permettant à la NSA de classer les données volées en fonction des pays dont les communications sont espionnées. L'Iran arrive en tête, suivi du Pakistan. Par le biais de cette surveillance massive, la NSA 'capte' en moyenne, chaque mois, quelque trois milliards de données volées dans les ordinateurs du monde... « La NSA, a dénoncé le dissident américain Edward Snowden, a bâti une formidable infrastructure qui lui permet d'intercepter pratiquement tout type de communication. De telle sorte que cette Agence parvient à stocker la grande majorité des communications humaines ; et elle peut en faire usage à sa convenance à tout moment. »

La NSA, dont le quartier général se situe à Ford Meade (Maryland), est la plus importante et la plus méconnue des agences américaines de renseignement. Tellement secrète que la plupart des Américains en ignorent l'existence. Elle dispose du plus important budget consacré aux services secrets et produit plus de cinquante tonnes de 'documents classifiés' par jour... C'est elle - et pas la CIA -, qui possède les principaux systèmes d'espionnage et de contrôle : un réseau mondial de satellites de surveillance, des milliers de super-ordinateurs, un nombre incalculable d'agents chiffreurs et décodeurs, et des forêts impressionnantes d'antennes satellitaires géantes situées dans les collines de l'Etat de Virginie Occidentale. L'une des spécialités de la NSA est d'espionner les espions, c'est-à-dire les services de renseignement de toutes les autres puissances, amies et ennemies. Au cours de la guerre des Malouines (1982) par exemple, la NSA est parvenue à déchiffrer le code secret des services d'intelligence des Argentins, et a transmis cette information cruciale aux Britanniques. Offrant ainsi à ceux-ci un avantage décisif dans leur affrontement contre l'Argentine.

Le système d'interception de la NSA peut capter discrètement tout usage d'Internet, tout message e-mail, toute consultation de Google ou toute conversation téléphonique. A cet égard, la NSA s'intègre étroitement dans le mystérieux système Echelon [5]. Créé en secret, après la Seconde guerre mondiale, par cinq puissances (les « cinq yeux ») anglo-saxonnes : Etats-Unis, Royaume Uni, Canada, Australie et Nouvelle Zélande, Echelon est un système orwellien de surveillance globale. Il étend sa toile sur toute la planète en se branchant sur les satellites et les câbles qui acheminent la plupart des communications du monde. Echelon peut enregistrer jusqu'à deux millions de conversations à la minute... Sa mission principale consiste à espionner les gouvernements (amis ou ennemis), les partis politiques, les syndicats, les mouvements sociaux et les entreprises. Six grandes bases à travers le monde interceptent les communications que les ordinateurs surpuissants de la NSA vont ensuite 'tamiser' en ciblant des mots précis dans plusieurs langues [6].

Dans le cadre d'Echelon, les services de renseignement américains et britanniques ont pu établir une longue collaboration secrète. Grâce aux révélations faites par Edward Snowden, nous savons désormais que les services d'espionnage britanniques 'écoutent' clandestinement toutes les communications passant par la Grande Bretagne. Ils ont même espionné les communications des délégations étrangères venues à Londres participer au Sommet du G-20 en avril 2008. Une fois encore sans faire de distinction entre ennemis et amis [7].

Le programme Tempora permet aux services d'intelligence britanniques d'emmagasiner des quantités colossales d'informations volées. Par exemple en 2012, ils ont surveillé quelque 600 millions de 'contacts téléphoniques' chaque jour ! En parfaite illégalité, ils se 'branchent' sur plus de 200 câbles de fibre optique superpuissants... Chaque câble transporte 10 gigabytes [8] par seconde. En théorie, leurs ordinateurs pourraient 'traiter' quelque 21 petabytes [9] par jour ; ce




qui revient à 'filtrer' les 40 millions de mots de l'Encyclopedia Britannica cent quatre-vingt-douze fois par jour...

Les services de renseignement américains et britanniques constatent qu'il y a plus de deux milliards d'usagers d'Internet dans le monde dont plus d'un milliard sur Facebook. En transgressant toutes sortes de lois et de principes éthiques, ils se sont donc fixés pour objectif de tout contrôler sur la Toile. Et ils sont en train d'y parvenir : « Nous commençons à dominer Internet, a avoué un espion anglais dans le Guardian, et notre capacité actuelle est très impressionnante. » Pour améliorer encore leur connaissance d'Internet, la Government Communications Headquarters (GCHQ, Agence d'intelligence britannique) a lancé récemment deux nouveaux programmes : Mastering The Internet (MTI) sur 'comment maîtriser Internet', et Interception Modernisation Programme pour une exploitation orwellienne des télécommunications globales. Washington et Londres ont mis ainsi au point un plan « Big Brother » capable de contrôler tout ce que nous échangeons dans nos communications (voix, documents, photos, vidéos, achats, messages, etc.).

Quand le président Barack Obama prétend, au nom de la 'lutte contre le terrorisme', que ces pratiques sont « légales », il défend l'indéfendable. Et se met en contradiction avec lui-même. Car il faut rappeler que, pour avoir réalisé des missions d'information sur de dangereux groupes terroristes basés en Floride – c'est-à-dire des missions que le président américain considère désormais comme « légales » - cinq Cubains ont été arrêtés aux Etats-Unis en 1998 et condamnés par la justice américaine à de longues peines de prison [10]. Un scandale judiciaire qu'il serait temps de réparer en libérant ces cinq héros [11].

Le président des Etats-Unis commet un très grave abus de pouvoir en restreignant la liberté des citoyens du monde. « Je ne veux pas vivre dans une société qui permet ce type d'abus », s'est écrié le dissident Edward Snowen quand il a fait ses spectaculaires révélations. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard s'il s'est décidé à les diffuser juste le jour où commençait, aux Etats-Unis, le procès contre le soldat Bradley Manning accusé de transmettre des dossiers secrets à WikiLeaks, l'organisation internationale qui publie des informations secrètes issues de sources dont elle préserve l'anonymat [12]. Et au moment aussi du premier anniversaire de l'enfermement du cybermilitant Julian Assange dans l'enceinte de ambassade d'Equateur à Londres, où il a dû trouver refuge pour éviter d'être extradé aux Etats-Unis, via la Suède...

Snowden, Manning, Assange, trois héros de notre temps, aujourd'hui traqués et poursuivis par le « Big Brother » américain [13]. A qui se demanderait pourquoi ces trois paladins de la liberté prennent-ils autant de risques ? Le dissident américain Snowden répond : « Quand tu t'aperçois que le monde que tu as aidé à créer sera pire pour la nouvelle génération et pour les suivantes, et que les capacités de cette architecture d'oppression ne cessent de se renforcer, tu comprends qu'il faut la dénoncer et que, pour cela, tu dois accepter tous les risques. Quelles qu'en soient les conséquences. »

**Notes**

[1] Lire Ignacio Ramonet, « Surveillance totale » et « Contrôle social total », in Le Monde diplomatique, respectivement août 2003 et mai 2009.

[2] Proposée par le président George W. Bush et adoptée dans la contexte émotionnel d'après les attentats du 11 septembre 2001, la loi « Patriot Act » autorise des contrôles qui portent atteinte à la vie privée, suppriment le secret de la correspondance et la liberté d'information. Les autorités n'ont plus besoin d'autorisation pour procéder à des écoutes téléphoniques. Et la police peut accéder aux informations personnelles des citoyens sans ordre de perquisition.

[3] En 2012, Booz Allen Hamilton a facturé à l'Adm

*Suite de la page (13) Le père d'Edward...*

à son fils, Lon Snowden écrit : « Tu es un Paul Revere moderne qui appelle le peuple américain à s'opposer au danger grandissant de la tyrannie et d'un gouvernement détient tous les pouvoirs. »

Snowden a contrasté les actes de son fils avec ceux du directeur du Renseignement national, James Clapper, qui, lorsqu'il fut questionné en mars au Sénat, a nié que la NSA collectait un quelconque type de données auprès de millions d'Américains. La lettre fait remarquer que : « Le président Obama n'a pas publiquement réprimandé le directeur pour avoir porté atteinte au droit du peuple de savoir ce que le gouvernement fait et d'imposer si nécessaire des changements par des processus démocratiques pacifiques. C'est là la signification du gouvernement par le consentement de ceux qui sont gouvernés. 'Nous le peuple' sommes souverains selon la constitution américaine et on a confié aux responsables gouvernementaux la protection (pas la destruction) de nos libertés. »

La lettre poursuit ainsi : « L'histoire de la civilisation est l'histoire d'hommes et de femmes braves qui refusent de se plier aux méfaits ou à l'injustice des gouvernements et exaltent le savoir, la vertu, la sagesse et l'abnégation les mettant au-dessus du confort matériel comme orientation dans la vie. Nous pensons que tes actes font partie de cette tradition honorable, une conviction qui, nous croyons, est partagée par le grand nombre. »

« Pour ce qui est du fait que l'Exécutif a entraîné que tu sois réduit de facto au statut d'apatride dans le but de te pénaliser pour une violation présumée de l'Espionage Act, la Cour suprême des Etats-Unis a enseigné dans l'affaire Trop contre Dulles (1958) que 'les nations civilisées du monde sont virtuellement unanimes pour dire qu'on ne doit pas imposer à quelqu'un, comme punition d'un crime, l'état d'apatride. »

Lon Snowden conclut sa lettre en critiquant implicitement les guerres et les intrigues de l'Administration Obama et en exprimant sa solidarité avec la lutte de son fils pour un monde meilleur.

Nous croyons que tu serais d'accord pour dire que la fin dernière de l'Etat est de permettre aux hommes et aux femmes de développer leurs capacités, et non pas de rechercher la domination du monde par la force ou l'espionnage. Tous les Américains devraient avoir une juste chance de poursuivre cette ambition. La politique ne devrait pas être un match de football où il y a des gagnants et des perdants et qui montre des moqueries juvéniles sur des cafouillages ou des dérapages. »

« Quelles que soient les vicissitudes de la vie, nous serons inlassables dans nos efforts pour instruire le peuple américain quant à la ruine imminente de la Constitution et du gouvernement de Droit jusqu'à ce qu'il abandonne sa complaisance ou son indifférence. Tes actes rendent notre tâche ardue plus facile. »

**Wsws 5 juillet 2013**






Suite de la page (11)

propagande la plus venimeuse, alors qu'ils tentent de briser la voie socialiste de la Chine et qu'ils poussent l'ensemble de la région vers la guerre ?

**AC** : Deux développements très importants au cours du 21e siècle sont les suivants : (1) la montée et l'intégration des pays d'Amérique latine, avec plusieurs pays de la région qui connaissent une croissance considérable et ce sous des gouvernements de gauche, avec une conscience sociale et (2) une Chine de plus en plus confiante et économiquement dynamique qui s'affirme dans la communauté internationale. Le rôle de la Chine en Amérique latine et en Afrique est difficile à saisir dans toute son ampleur et des universitaires et des journalistes interprètent souvent mal ces régions, et la Chine elle-même, comme des entités monolithiques. Ce qu'elles ne sont manifestement pas. Comment interprétez-vous la vitesse et l'ampleur de l'influence de la Chine dans ces régions dans leur ensemble ?

**AV** : C'est à l'évidence le pire scénario de cauchemar pour l'Occident. Et le meilleur qui puisse arriver aux deux régions du monde que vous avez mentionnées.

La Chine est une culture très ancienne et très paisible, dans son essence.

Alors que l'Afrique a été pillée pendant des siècles par les colonisateurs européens, tandis que les despotes comme le roi Léopold de Belgique massacraient des dizaines de millions d'Africains, tandis que les Britanniques avaient construit là-bas les premiers camps de concentration au monde, et que les Français et les Britanniques réduisaient des millions à l'esclavage, transformant des êtres humains en marchandises, se réservant le droit, en Afrique et au Moyen-Orient, de « bombarder ces nègres », selon les mots de David Lloyd George, premier ministre de l'Angleterre (1916-1922). Pendant ce temps, les Allemands et d'autres commettaient des génocides.

Dans le passé, la puissance bien plus avancée qu'était la Chine est arrivée en Afrique avec des navires chargés de cadeaux et de scientifiques. Ils ont accosté à plusieurs reprises sur les rivages de ce qui est aujourd'hui le Kenya. Ils ont échangé des cadeaux et ont documenté la vie des sociétés sur ces rivages ; puis ils sont ensuite rentrés chez eux. Ils sont venus pour visiter et apprendre! Une telle approche est inimaginable pour les puissances occidentales avides et despotiques.

**AC** : Plus précisément, la Chine est considérée comme une dangereuse menace, non seulement à ce qui reste de l'hégémonie américaine, mais aussi aux anciennes colonies qui ont été victimes de la malédiction de détenir des ressources naturelles. Qu'en pensez-vous ?

**AV** : Je ne suis pas d'accord. Menace pour l'hégémonie occidentale, oui, certainement. Pas seulement pour l'hégémonie américaine, car les Européens, les Australiens et d'autres sont souvent encore plus violents que les Nord-Américains, particulièrement en Afrique. Mais pour les « anciennes colonies », certainement pas !

En ce moment, il y a deux génocides horribles qui se déroulent autour des ressources naturelles. Un se déroule dans la République Démocratique du Congo pour le coltan, les diamants, l'uranium et l'or. Le Rwanda et l'Ouganda sont en train de piller le Congo pour le compte des entreprises et des gouvernements occidentaux. Entre 6 et 10 millions de personnes sont déjà mortes. Il s'agit du plus gros bain de sang depuis la terreur américaine en Asie du Sud-Est. Il s'agit d'une affaire purement occidentale ! J'ai travaillé 4 ans sur le sujet et mon film *Rwandan Gambit* vient d'être achevé. Je connais donc bien le sujet.

En tant qu'expert sur l'Indonésie, je sais aussi ce qui se passe en Papouasie. Là, l'Occident soutient pleinement l'occupation indonésienne, le massacre de masse de la population locale, et bien sûr, l'horrible pillage. Encore une fois, ce sont les entreprises occidentales et les intérêts occidentaux qui sont impliqués.

Malédiction ou non, ceux que vous avez définis comme les « anciennes colonies », ont besoin des revenus de leurs ressources naturelles. Mais ils ont besoin d'un bon accord commercial, un accord honnête et juste.

De ce que j'ai vu en Afrique et ailleurs, c'est certainement ce qu'ils obtiennent de la part de la Chine. On y trouve de nouvelles infrastructures, des écoles, des centres de santé, etc

**AC :** Beaucoup de groupes environnementaux et autochtones dans les pays d'Amérique du Sud comme l'Équateur, le Pérou et la Bolivie considèrent l'engagement chinois comme un développement potentiellement dévastateur. Ils craignent que le rôle de la Chine comme partenaire majeur dans le commerce et le développement des infrastructures provoquera inéluctablement la corruption au niveau local et national. Pourtant, les entreprises chinoises démontrent une capacité à tout au moins prendre en considération les préoccupations locales. Comme quelqu'un qui a passé beaucoup de temps à couvrir l'Amérique latine et les populations les plus marginalisées, que pensez-vous de ces craintes et des tentatives de la Chine de maintenir des relations qui profitent à toutes les parties concernées ?

**AV** : Oui, c'est toujours « potentiel ». Cependant, toutes ces craintes au sujet de la Chine ne sont jamais basées sur quelque chose de rationnel, de documenté, ou fondé. C'est génial la façon dont la propagande occidentale parvient à diaboliser le pays le plus peuplé du monde simplement par la spéculation.

J'ai écrit à ce sujet plus tôt cette année. Je vois la peur de la Chine comme irrationnel et souvent ouvertement raciste.

En Amérique latine, je vois souvent que la seule raison pour laquelle il y a de la peur est à cause de ce qui est dit dans les médias, et les médias sont souvent financés et contrôlés par l'Occident. Il faut que nous ayons peur de la Chine, parce que la Chine est une nation asiatique et malgré le fait que l'Amérique latine a été violée, pillée et massacrée par l'Europe et les États-Unis, il y en a encore qui pensent, aussi incroyable que cela puisse paraître, que l'Europe et les États-Unis sont toujours moralement dignes pour gouverner le monde. J'ai vu la Chine en action en Océanie, en Afrique et ailleurs. J'ai toujours été impressionné. Les Chinois ont un cœur, un cerveau et une discipline.

Permettez-moi de partager avec vous une histoire qui s'est déroulée en Afrique. Une société d'État chinoise a construit une route entre Nairobi et la côte. J'y suis allé en voiture là-bas avec mon bon ami, un député local, et nous avons parlé aux travailleurs. Ils aimaient tous la Chine et ont dit « ils ont été traités pour la première fois comme des êtres humains, par des étrangers. Ils étaient payés 3 fois plus que ce qu'ils attendaient, mais ce n'était pas ça. Ils n'ont pas été réprimandés ou punis, on leur a plutôt expliqué les choses, ils ont été formés. Mais quelqu'un a contacté les médias locaux et un barrage habituel d'attaques a suivi. Savez-vous de quoi les ingénieurs et les travailleurs chinois ont été accusés, entre autres choses ? D'éviter les services de prostituées locales! Aux yeux de la propagande occidentale et de ses collaborateurs, la Chine ne peut tout simplement rien faire correctement.

Il suffit de lire *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine* d'Eduardo Galeano et de comparer cela aux actions concrètes de la Chine. Avez-vous réellement peur des Chinois, ou cette peur vient-elle d'ailleurs ?

**AC** : Patrick Bond, professeur sud-africain et auteur de *Politics of Climate Justice*, a écrit plus tôt cette année, « le modèle destructeur de l'environnement, orienté vers le consumérisme, sur-financé, un modèle de mal développement et déstabilisateur du climat des pays du BRICS fonctionne très bien pour les profits des sociétés, mais le modèle génère des crises pour 99% de la population et pour la planète. » Il a également écrit un article avec Khadija Sharife, un journaliste d'enquête sud-africain, qui a soutenu qu' « Au lieu de soutenir la Banque du Sud du défunt Hugo Chavez, une stratégie financière véritablement contre-hégémonique aurait été préférable pour les BRICS. L'idée a été repoussée, car les élites BRICS veulent apparemment une institution sans traces d'idéaux de développement plus progressistes. » Votre réaction à ces accusations ?

**AV** : Nous voulons tous vivre dans un monde idéal, n'est-ce pas ? Mais parfois nous devons prendre en considération la nature humaine.

Le BRICS n'est pas une entité monolithique. L'Inde est une partie féodale, semi-fasciste du monde, elle est impitoyable. La Chine est un pays socialiste, peu importe ce que dit la propagande occidentale. Le Brésil essaie d'en être un, tout en cherchant à apaiser ses puissantes élites. L'Afrique du Sud cherche sa propre voie et je crois qu'elle va la trouver, bientôt. La Russie a un cœur socialiste mais une économie capitaliste.

J'ai admiré Hugo Chavez depuis le début. Je soutiens son approche dans de nombreux domaines, y compris la Banque du Sud. Mais je soutiens également le socialisme pragmatique à la chinoise. Je voudrais combiner les deux idées, comme je voudrais voir la Chine et l'Amérique latine devenir deux grandes alliées, et offrir une source d'inspiration au reste du monde.

**AC** : Je ne sais pas si vous connaissez bien le gouvernement de Correa **;** mais il y a eu une réduction impressionnante du taux de chômage et du taux de pauvreté, un certain nombre de projets de travaux publics, des investissements considérables dans les programmes sociaux, l'éducation et la santé. Mark Weisbrot, Vandana Shiva et d'autres économistes et des commentateurs de gauche ont fait les éloges du leadership de Correa et de sa gestion habile de l'économie. Jayati Ghosh, un économiste indien, a même demandé dans *The Guardian*, « L'Equateur serait-il l'endroit le plus radical et passionnant sur terre ? » Toutefois, l'évaluation sur le terrain parmi les écologistes, autochtones et des groupes de gauche est tout à fait différente, avec beaucoup ici qui font valoir que Correa a abandonné ses promesses et a effectivement renié certains des aspects les plus progressistes de la Constitution de 2008. Bien qu'il semble qu'il y aura toujours ce conflit entre la croissance et l'environnement, pensez-vous qu'il y a une façon d'équilibrer ces objectifs et d'offrir aux communautés présentes dans les zones d'extraction, une place à la table des négociations ?

**AV** : Je suis conscient de ce dilemme. Correa est une figure internationale extrêmement importante et une source d'inspiration pour beaucoup. D'une part, je suis entièrement d'accord que les communautés dans les zones d'extraction doivent toujours être consultées et leurs intérêts pris en considération. Le socialisme, c'est les gens. D'autre part, je crois aussi qu'il y a des moments où les intérêts personnels, et même régionaux, doivent être sacrifiés pour le bien commun – celui du pays tout entier ou de l'ensemble d'un continent. Atteindre l'équilibre est toujours très difficile.

**The 4th Media / Le Grand Soir 16 juin 2013**

*Ndlr.* ***Ai Weiwei**, un des artistes majeurs de la scène artistique chinoise dite indépendante, à la fois sculpteur, performer, photographe, architecte, commissaire d›exposition et blogueur.

Il est l'un des 303 intellectuels et activistes chinois des droits de l'homme signataires de la *Charte 082* un manifeste, publié le 10 décembre 2008, pour promouvoir la réforme politique et le mouvement démocratique chinois dans la République populaire de Chine. Arrêté par la police le 3 avril 2011, officiellement pour évasion fiscale, il a été libéré sous caution le 22 juin 2011. Il reste en liberté conditionnelle et ne peut quitter Pékin sans autorisation.

Suite de la page (12)

Bolivar et associés à elle, ils luttent pour les droits de leurs peuples à la santé, à l'éducation, au développement et au bien-être matériel et intellectuel.

Je ne saurais terminer ces quelques lignes sans exprimer ma sympathie à Rafael Correa, le président équatorien, à ce moment précis où l'Empire menace de guerre et d'un recours à ses armes sophistiquées la République populaire de Chine et la Fédération de Russie, – deux pays puissants qui n'ont pas de passé colonial et qui sont aujourd'hui victimes des attitudes menaçantes des États-Unis –, qui ont rejeté énergiquement les menaces du président du Comité des Affaires extérieures du Sénat, au cas où l'asile politique demandé à l'Équateur serait accordé à Edward Snowden.

Un communiqué de la présidence de la République précise : « L'Équateur n'accepte ni les pressions ni les menaces de personne. Et il ne marchande pas avec les principes, il ne les soumet pas à des intérêts mercantiles, aussi importants soient-ils ».

Félicitations à tous, Daniel. Pour toi et Rosario, une forte accolade. Hasta la victoria siempre !, comme disait notre commandant Hugo Chavez.

**Fidel Castro Ruz**
**Le 29 juin 2013**
**Granma 4 Juillet 2013**











# Le triomphe de la révolution du grand peuple égyptien !

*Communiqué du Parti communiste égyptien*

Notre parti salue les masses du peuple égyptien, héroïque dans sa grande victoire sur les forces de la tyrannie, arriérées et communautaristes.

Notre peuple a tourné, aujourd'hui, une page sombre de son histoire, rouvrant la voie vers la réalisation des objectifs de sa grande révolution : démocratie réelle, dignité humaine, justice sociale et une société civile moderne, ouverte et populaire. Nous avons déposé un président qui n'a pas tenu ses promesses, bradé les intérêts de la patrie et de notre peuple. Le peuple a donc repris sa lutte et sa révolution, commencée le 15 janvier 2011, pour qu'elle prenne une forme plus en adéquation avec ses aspirations, espoirs et sa nature de grand peuple civilisé.

Cette victoire n'aurait pas été possible sans une résolution de fer, une persévérance et le rassemblement inédit de dizaines de millions de personnes pendant plusieurs jours consécutifs, construit par les masses de ce peuple insoumis.

Nos vaillantes forces armées ont réaffirmé leur dévouement profond, leur loyauté absolue à notre peuple et son droit à vivre une vie dans la dignité et la liberté, elles ont donc répondu à sa demande, sont entrées dans la lutte révolutionnaire, et se sont placées comme un bouclier protecteur, une force pour réaliser ses exigences et objectifs.

Les efforts magnifiques de la jeunesse égyptienne ont relancé la révolution– par leur imagination débordante, leur conscience aiguë et leur maturité d'analyse – ont redonné un élan à la révolution, récupérée par les forces obscurantistes. La pétition « Rebellion » a inspiré les masses, et a redonné un élan à leur action, une nouvelle vigueur énorme au mouvement.

A été annoncée une nouvelle feuille de route sur laquelle toutes les forces politiques, la jeunesse révolutionnaires, les forces armées, les responsables des principales institutions religieuses en Egypte, le cheikh Al-Azhar et le pape de l'Eglise St-Marc, reflétant un consensus national, et non des idées étrangères à la nature, aux traditions et à l'identité de notre grande nation.

La future feuille de route a ouvert grand la porte d'un changement de cap dans la révolution, vers la rédaction d'une constitution démocratique répondant aux aspirations de notre peuple, et à la formation d'un gouvernement national technique pendant la phase de transition.

Notre parti lance un appel pour que la priorité absolue soit donnée à la réalisation des revendications des classes laborieuses, à leur droit à vivre dans la dignité et la sécurité. Notre parti demande également que Morsi soit porté devant la justice, lui et les piliers de sa clique et de leurs alliés terroristes, impliqués dans la politique de terreur exercée contre le peuple égyptien.

Le Parti communiste appelle les masses égyptiennes à rester dans la rue et à continuer de rester vigilantes afin de s'assurer de la victoire complète de la révolution et de mettre en échec les complots de nos ennemis.

Vive la lutte du peuple égyptien ! Vive la glorieuse révolution égyptienne !

**Solidarite-internationale 6 juillet 2013**

# «Président nous ne pouvons pas survoler la France et nous n'avons plus de carburant»



**L'avion d'Evo Morales retenu sur l'aéroport de Vienne**

**Par José Fort**

Le 2 juillet dernier, l'avion présidentiel bolivien était interdit de survol du territoire français. Voici des extraits du récit du président Evo Morales publié dans« El Pais international ».

Evo Morales explique d'abord qu'il s'apprêtait à quitter Moscou satisfait des résultats de la réunion internationale sur le gaz, des accords passés avec ses partenaires russes et sa rencontre avec Poutine, lorsqu'on lui annonce que pour des « raisons techniques » il ne sera pas possible de survoler le Portugal. Le ministre bolivien des affaires étrangères, David Choquehuanca obtient un nouveau plan de vol. Evo Morales monte dans son avion. Tout se déroule normalement. Et le président bolivien de raconter : « Le pilote de notre avion, le colonel Celiar Arispe s'approche de moi et

*Suite à la page (19)*

# Les présidents d'Amérique Latine faisant bloc, réclament excuses et explications après l'affront à la Bolivie

**Par Estelle Leroy-Debiasi**

*C'est en Bolivie que s'est tenue la réunion en urgence des membres de l'organisation régionale Unasur après le grave incident qui a marqué le voyage de retour du Président Evo Morales depuis Moscou, dont les dommages sont encore mal mesurés par les pays européens concernés.*

Les gouvernements de la région « exigent » des pays européens concernés –France, Espagne, Italie, Portugal « qu'ils expliquent les raisons de la décision d'empêcher le survol de leur territoire par l'avion du président bolivien Morales ». C'est ce qu'il ressort de la « Declaración de Cochabamba », à la suite de la réunion de mercredi 4 juillet, à laquelle participaient les présidents d'Argentine, Cristina Fernández de Kirchner, de Bolivie, Evo Morales, d'Equateur , Rafael Correa, du Surinam, Desiré Delano Bouterse, d'Uruguay, José Mujica, et du Venezuela, Nicolás Maduro. Le Brésil étant représenté par le ministre, Eduardo dos Santos, le Chili, Pérou, Colombie par leurs ambassadeurs en Bolivie.

La Déclaration dénonce « la flagrante violation de tous les traités internationaux qui régissent la cohabitation pacifique, solidarité et coopération » entre les Etats, ce qui « constitue un acte insolite, inamical et hostile ». Il s'agit d'un « fait illicite qui affecte la liberté de circulation et de déplacement d'un chef d'Etat et de sa délégation officielle », poursuit le texte qui affirme que « l'inacceptable restriction de liberté de Morales, le convertissant virtuellement en un otage, constitue une violation des droits non seulement vis-à-vis du peuple bolivien, mais des peuples et de tous les pays d'Amérique Latine, et marque un précédent dangereux dans le domaine du droit international en vigueur ».



**Les présidents Maduro, Morales, Correa et Kirchner ont pris la parole lors d'une manifestation publique devant la foule, dénonçant l'attitude des gouvernements européens impliqués dans cette affaire**

La Déclaration demande aussi que les quatre pays concernés « présentent des excuses publiques correspondant à la gravité des faits survenus ».

Elle fait suite à la lettre envoyée au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, par le gouvernement bolivien demandant d'empêcher que cette affaire soit un « précédent néfaste qui pourrait affecter d'autres chefs d'Etat et mettre en danger la cohabitation pacifique entre Etats », la qualifiant de « violation flagrante au droit international ».

Avant le sommet, les présidents Kirchner, Morales, Correa et Maduro ont pris la parole lors d'une manifestation publique devant la foule, dénonçant l'attitude des gouvernements européens impliqués dans cette affaire, dénonçant des vieux relents de colonialisme, d'impérialisme, d'arrogance ....

Cette réaction est à l'aune de la colère soulevée dans plusieurs pays latinoaméricains, et plus que la colère les dommages engendrés par cette affaire. Tout ceci est sans doute mal mesuré par les pays européens qui en sont à l'origine, par mépris ou ignorance, comme le montrent les excuses embarrassées et finalement assez légères vue la situation, du ministre des affaires étrangères français Laurent Fabius à son homologue bolivien faisant « part des regrets de la France, suite au contretemps occasionné pour le président Morales par les retards dans la confirmation de l'autorisation de survol du territoire par l'avion du Président ».

Cristina Kirchner, a bien traduit le sentiment général de l'Amérique latine, « une humiliation à une nation sœur et au continent », et aussi un coup de butoir dans la diplomatie et le droit international, lourd de conséquences : « Cette violation des textes des Nations Unies provoque un degré d'insécurité juridique très grave » a t-elle souligné. « Cela est d'autant plus significatif qu'il s'agit d'un chef d'Etat, parce que s'ils font ce genre de choses à un chef

*Suite à la page (18)*

# Snowden vers le Venezuela?



**Edward Snowden**

*Confiné dans la zone de transit à l'aéroport de Moscou depuis 17 jours, Edward Snowden a enfin trouvé un pays "refuge". Selon le président de la commission des Affaires étrangères de la Douma, Alexeï Pouchkov, l'ex-consultant de renseignement américain a en effet accepté la proposition d'asile politique formulée par le président du Venezuela, Nicolas Maduro. Reste une inconnue : le trajet qu'il devra emprunter pour se rendre à Caracas, sachant que plusieurs pays pourraient décider de fermer leur espace aérien à son passage.*

Fin du calvaire pour Edward Snowden? L'ex-consultant de renseignement américain, qui a révélé les pratiques d'espionnage des Etats-Unis notamment à l'encontre de l'Union européenne, a en effet accepté, selon le président de la commission des Affaires étrangères de la chambre basse (Douma) du parlement russe, Alexeï Pouchkov, la proposition d'asile formulée par le Venezuela de Nicolas Maduro. Le jeune homme se trouve depuis 17 jours dans la zone de transit de l'aéroport de Moscou-Cheremetievo, attendant que l'un des pays qu'il a sollicités lui accorde un tel asile.

"Comme on pouvait s'y attendre, Snowden a accepté la proposition d'asile politique de Maduro", écrit Alexeï Pouchkov sur son compte Twitter mardi. "Il semble que cette option soit la plus sûre pour Snowden", a ajouté ce parlementaire proche du pouvoir. Le message a cependant été retiré du compte Twitter peu après. Interrogé par l'AFP sur la signification du message du parlementaire, et un éventuel départ d'Edward Snowden vers le Venezuela, le porte-parole du président russe Vladimir Poutine, Dmitri Peskov s'est refusé à tout commentaire, renvoyant vers Alexeï Pouchkov. Dans un autre tweet publié ensuite, ce dernier a affirmé n'avoir fait que reprendre une information de la chaîne de télévision publique d'informations Vesti 24. "Le Venezuela a finalement reçu une réponse de l'ex-agent de la CIA", indiquait mardi soir la chaîne sur son site Internet, rappelant que ce pays d'Amérique latine avait reçu une demande officielle d'asile politique.

Edward Snowden n'a pas "encore officiellement accepté" l'offre d'asile politique du président du Venezuela, a affirmé mardi soir WikiLeaks sur Twitter. "Les Etats concernés feront une annonce si et quand cela sera opportun. Cette annonce sera alors confirmée par nos soins", a ajouté le site fondé

*Suite à la page (19)*

# Chávez... est "sorti" !

**Par Eva GOLINGER**

La première fois que j'ai rencontré Hugo Chávez, c'était à L'ONU à New York, en Janvier 2003. Il m'a demandé comment je m'appelais, comme si nous étions en train de bavarder entre amis qui se connaissent depuis peu. Quand je lui ai dit « Eva », il m'a répondu « Eva ? Vraiment ? ». « Oui, Eva », lui dis-je. « Sais-tu que mon frère s'appelle Adam ? » me dit-il et il continua : « Ma maman aurait voulu que je sois une fille pour m'appeler Eva ! Et c'est moi qui suis sorti ! ». Il a ri de son rire si sincère et clair qu'il communique toujours à ceux qui l'entendent.

Il est sorti ! Chávez allait jusqu'à se sous-estimer lui-même.

Il est sorti un homme plus grand que la vie, au coeur immense, rempli du peuple, battant pour la patrie. Il est sorti un être humain qui a une immense capacité à persévérer et à rester debout en face des obstacles les plus puissants..

Hugo Chávez a rêvé de l'impossible et il y est arrivé. Il a assumé la responsabilité des tâches difficiles et de grande ampleur qui restaient depuis l'époque de l'indépendance, ce que Simon Bolivar n'avait pas pu faire à cause des forces adverses qui s'opposaient à lui. Chávez l'a accompli et l'a fait devenir réalité. La Revolución Bolivariana, la récupération de la dignité Vénézélienne, la justice sociale, la visibilité et le pouvoir du peuple, l'intégration latino-américaine, la souveraineté nationale et celle de cette région du monde, l'indépendance véritable, la réalisation du rêve de la « Patria Grande », et plus, bien plus encore. Tout cela, ce sont des réussites de Chávez. L'homme qui est sorti comme ça.

Il y a des millions de personnes à travers le monde qui trouvent en Hugo Chávez une inspiration extraordinaire. Chávez hausse le ton sans trembler devant les plus puissants, dit des vérités - ce que d'autres craignent de dire - ne se met jamais à genoux devant personne, va avec dignité, la tête haute, toujours avec le peuple en avant et la vision et le songe d'une patrie prospère, juste et heureuse.




**Chávez a tout donné de lui sans rien demander en échange. Aujourd'hui, le Vénézuéla grandit et fleurit grâce à ce don, grâce à son dévouement, grâce à son amour**

Chávez nous a fait cadeau à tous d'une force collective pour combattre les inégalités, les injustices, pour construire la patrie et pour croire qu'un monde meilleur n'est pas seulement un rêve, mais une réalité à notre portée.

Chávez, c'est un homme qui pourrait aller avec les plus riches et les plus puissants du monde, et préfère être avec les plus nécessiteux en éprouvant leurs souffrances, en les prenant dans les bras, et en cherchant comment il peut améliorer leurs vies.

Je me souviens d'une histoire que Chávez a racontée une fois, ou plusieurs, comme il en avait l'habitude. Il allait avec son convoi, par là, par les plaines, par ces chemins larges et plats qui ont l'air d'aller jusqu'à l'infini. Tout à coup apparut au bord du chemin un chien qui avait une patte blessée et avançait en boitant. Chávez donna l'ordre d'arrêter le convoi et sorti pour recueillir le chien. Il le prit dans les bras et dit qu'il faudrait l'emmener chez un vétérinaire. « Comment pouvons-nous le laisser là , seul et blessé ? » demanda-t-il. « C'est un être vivant, c'est une vie, il faut en prendre soin » a-t-il dit, faisant la preuve de sa sensibilité. « Comment pouvons-nous nous dire socialistes sans nous soucier de la vie des autres ? Nous devons aimer, nous devons prendre soin de tous, y compris les animaux, qui sont des innocents. », rappela-t-il.

Cette histoire m'a fait pleurer. J'ai pleuré parce-que j'aime les animaux et qu'ils sont si maltraités par beaucoup qu'il fallait vraiment que quelqu'un comme lui, Chávez , dise quelque-chose pour réveiller les consciences sur la nécessité de prendre soin de ceux qui cohabitent avec nous sur cette planète. Mais j'ai aussi pleuré parce que, là, Chávez confirmait ce que je savais déjà, ce que je sentais, mais dont on doute parfois. Chávez a confirmé qu'au fond il est un être simple, sensible et aimant. Un être à qui cela fait mal au coeur de voir un petit chien blessé. Un être qui ne se contente pas de ressentir, mais agit. Ainsi est-t-il sorti.

Quand Chávez est arrivé à la présidence du Vénézuéla, le pays avançait en boitant. Il avait vu ses blessures et savait qu'il avait à faire tout ce qu'il pouvait pour les soulager. Il a pris le Vénézuéla dans ses bras, bien serré, en cherchant comment l'améliorer. Il lui a tout donné de lui - sa sueur, son âme, sa force, son énergie, son intelligence et son amour - pour le transformer en dignité, développement, souveraineté, patrie. Il s'en préoccupait jour et nuit, ne le laissait jamais seul. Il a trouvé sa beauté, sa force, sa puissance et sa grandeur. Il l'a aidé à croître, fort, beau, visible et heureux. Il a impulsé sa renaissance, impulsion pleine de la force et de la passion qui sont les siennes, pleine du pouvoir au peuple, pleine d'un peuple digne.

Chávez a tout donné de lui sans rien demander en échange. Aujourd'hui, le Vénézuéla grandit et fleurit grâce à ce don, grâce à son dévouement, grâce à son amour.

C'est une chance qu'il soit ainsi sorti, Chávez.

**Le Grand Soir 13 décembre 2012**

# Convocation 7e rencontre continentale de solidarité, Cuba-Caracas.

**Par Elie Leblanc**

Le mouvement d'Amitié et de Solidarité Mutuelle Venezuela-Cuba, le Parti Socialiste Unifié du Venezuela, Forces politiques, mouvements et organisations sociales regroupés dans le grand pôle patriotique, convoquent tous les intéressés à la 7ème rencontre de solidarité avec Cuba qui se tiendra à Caracas du 24 au 27 juillet 2013, en s'inspirant de cette pensée vivante du Commandant, Hugo Chavez Frias : « Venezuela et Cuba ont appris à rêver ensemble»

Cette rencontre se tiendra comme convenu, lors de la séance plénière tenue au Mexique en 2011, en reconnaissance de l'apport à la solidarité et à l'intégration continentale fourni par la révolution bolivarienne sous le leadership et l'orientation du Commandant suprême, Hugo Chavez Frias, qui maintenait son engagement envers la justice, et qui a inspiré aux peuples du monde à intensifier la lutte pour se dégager complètement des sentiments de haine et de vengeance qui entravent la liberté.

Cette septième rencontre se tient aussi à un moment clé de l'intégration continentale où Cuba exerce la présidence de la CELAC, avec sa participation active dans des nouveaux scénarios de l'union des peuples érigés sous le leadership du commandant Hugo Chavez, de Fidel et de Raul Castro qui ont fortifié les nouvelles relations sociales, politiques et économiques en faveur de la justice, de la paix et de la complémentarité.

Cette rencontre à Caracas nous offrira une nouvelle opportunité pour solidifier nos actions de solidarité et de reconnaissance à la résistance de la révolution cubaine face à la politique de blocage et d'agression du gouvernement des Etats-Unis, et à la lutte pour la libération des Cinq (5) héros antiterroristes.

*Suite de la page (17)*




**Le peuple bolivien manifestant son indignation, il qualifie la France de pays impérialiste, raciste, hypocrite et fasciste**

d'Etat connu de tout le monde, qui a accès à la presse, que peut-il arriver à un citoyen lambda du monde, que personne ne connaît ? Il peut lui arriver des choses terribles ».

**El Correo 5 juillet 2013**

# Toujours présents, jamais oubliés

• Après des recherches difficiles, les restes de Jesús Cejas Arias, l'un des deux diplomates cubains disparus en 1976 en Argentine, victime de l'Opération Condor, pourront enfin reposer dans leur patrie • Ils ont été remis par les autorités de ce pays à l'ambassade de Cuba à Buenos Aires

**Par Ronald Suarez Rivas**

PINAR DEL RIO.— Après presque 37 ans d'incertitude pour la famille Cejas Arias, l'angoisse a finalement pris fin. Après des recherches intenses, l'équipe argentine d'anthropologie médico-légale a enfin pu identifier les restes de Jesús, l'aîné des fils disparu dans ce pays sud-américain, victime de la sinistre Opération Condor, du nom de l'opération concertée des dictatures sud-américaines des années 1970, en vue d'éliminer les opposants.

De même que Crescencio Galañena Hernandez, le Cubain qui l'accompagnait le jour de leur enlèvement – ses restes ont été rapatriés l'année dernière –, le corps de Jesús Cejas Arias a été découvert dans un fût métallique rempli de ciment. C'était précisément l'une des hypothèses qui avait été envisagée à propos de la disparition des deux jeunes diplomates cubains en Argentine.

Pourtant, l'annonce de la découverte a été un coup terrible pour les membres de la famille, et leur a fait revivre ces jours sombres de 1976, lorsqu'ils apprirent la nouvelle de la disparition de Jesus. « Même si on essaie de se faire à cette idée, on a du mal à accepter…», commente Teresita, l'une de ses sœurs.

Le 9 août 1976, en pleine rue, peu après avoir quitté l'ambassade cubaine de Buenos Aires, Jesús et Crescencio furent enlevés par la police politique et on n'eut plus jamais de nouvelles d'eux.

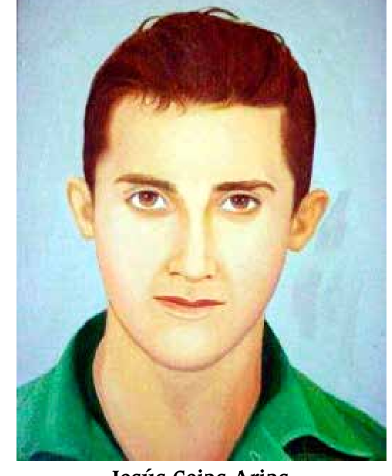
Les recherches ont conduit les enquêteurs jusqu'à Automotores Orletti, un ancien atelier mécanique reconverti en centre clandestin de détention et de torture, converti en centre de répression et de mort, où opérait une filiale argentine de l'Opération Condor.

On raconte qu'un agent de la CIA se rendit sur ces lieux avec l'ordre formel d'interroger les deux Cubains, et qu'après avoir été soumis à des tortures indescriptibles, ils furent assassinés.

Miguel Cejas Alfonso n'a pas oublié ce matin fatidique où son frère est arrivé à la maison avec la nouvelle, qui était déjà transmise par la radio. « La nouvelle nous a durement frappés. Ma femme fut placé sous observation psychiatrique pendant plusieurs mois ».

Peu après, dans un acte de cynisme abominable, la dictature fit courir le bruit que les deux jeunes diplomates avaient déserté, ceci pour ne pas avoir à donner d'explications sur leur disparition.

« J'ai entendu la nouvelle sur une station de radio étrangère, mais j'ai toujours eu le sentiment que c'était un mensonge. Je me disais que jamais Jesus n'aurait déserté, et à présent j'en ai la preuve », se souvient Miguel.



**Jesús Cejas Arias**

Âgé de 84 ans, il avoue qu'après une période aussi longue d'incertitude, la découverte de la dépouille de son fils n'a fait que rouvrir une plaie qui n'a jamais vraiment guéri. « Cela a été un choc très dur », dit-il.

« Mais il nous reste la consolation d'avoir récupéré son corps, que nous pourrons enterrer, et fleurir sa tombe ».

Jesús sera inhumé au Panthéon des héros tombés pour la défense de la patrie, au cimetière municipal de Pinar del Rio.

« Je suis sûr que s'il lui avait été donné de choisir, il aurait voulu être ici,, avec tous les autres camarades qui ont donné leur vie pour la patrie », signale Miguel et il affirme que malgré la tristesse qui l'a envahi pendant plus de trente ans, s'il pouvait revenir en arrière, jamais il n'aurait interdit à son fils de suivre la voie tracée par la Révolution pour le seul fait de le garder près de lui.

« Je ne lui aurais jamais reproché de suivre sa propre voie. Jesus a toujours lutté pour ce qu'il croyait être juste. Je suis très fier de mon fils ! ».

Jesús Cejas Arias est né le 15 octobre 1953, au sein d'une famille paysanne de neufs enfants. Teresita, sa sœur jumelle, se rappelle que c'était un enfant gai et espiègle. Il avait « un caractère fort et ne supportait pas les injustices. Il a toujours été un meneur, où qu'il soit. À l'école, il était le président des pionniers ».

En 1969, il rejoignit les rangs des Jeunesses communistes et cette même année il fut appelé pour son service militaire. En 1975, il fut désigné comme membre de la mission diplomatique cubaine en Argentine.

Au moment de sa mort, il n'avait pas encore 23 ans.

**La Havane. 4 Juillet 2013**

*Suite de la page (17)*

me dit : « l'autorisation de survol du territoire français est annulé. Nous devrions atteindre la France dans quelques instants, et nous n'avons pas suffisamment de carburant. » Il n'était plus possible de retourner à Moscou. Le pilote demande une autorisation d'atterrir en urgence à Vienne.

Evo Morales remercie le président autrichien qui l'a accompagné jusqu'à son départ et poursuit : « On nous a installés dans un petit bureau de l'aéroport. J'ai téléphoné à notre vice-président et à notre ministre des Affaires étrangères pour connaître les raisons de l'interdiction de survol du territoire français. C'est alors que le pilote m'informe que nous ne pouvons pas également survoler l'Italie. Arrive l'ambassadeur d'Espagne qui me dit que si nous voulons faire escale à La Palmas, il doit d'abord inspecter notre avion. Je lui demande les raisons. Il me parle de Snowden. L'ambassadeur était en contact permanent avec le vice-ministre des Affaires étrangère d'Espagne. Il me dit que tous les ministres des affaires étrangères (des pays concernés, NDLR) sont d'accords pour inspecter l'avion. Je lui dis : vous n'inspecterez pas l'avion. Si vous ne croyez pas que je ne transporte personne, vous me traitez de menteur, vous pensez que le président Morales est un menteur. Le président ne ment pas. L'ambassadeur sort, revient et me demande de l'inviter à boire un petit café dans l'avion. Bien entendu, pour inspecter l'avion. Je lui déclare : Vous êtes en train de me traiter comme un délinquant. Vous n'avez pas à inspecter un avion de la présidence bolivienne. L'ambassadeur sort à nouveau pour téléphoner à son vice-ministre, revient et me propose de lui parler. Je lui réponds : je n'ai rien à dire à votre vice-ministre. Si quelqu'un veut me parler qu'on m'appelle votre Président. »

Evo Morales poursuit en indiquant qu'il a téléphoné à plusieurs reprises à la présidente de l'Argentine, aux présidents vénézuélien et équatorien. Que tous comparaient le détournement de l'avion à une violation d'une ambassade. Morales avait près de lui ses collaborateurs, les ambassadeurs des pays membres de l'ALBA et le président autrichien. Quelques heures après, l'ambassadeur d'Espagne revient nerveux. Il annonce à Evo Morales qu'il peut décoller.

**L'Humanité 8 Juillet 2013**

*Suite de la page (17) «Président nous ne...*

par Julian Assange qui a joué un rôle actif dans la fuite de Snowden.

**Quid du trajet jusqu'à Caracas?**

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, avait confirmé lundi avoir reçu la demande d'asile d'Edward Snowden. Celui-ci "devra décider quand il prendra un avion, s'il veut finalement venir ici", avait-il ajouté. Il n'y a pas de vol direct entre la Russie et le Venezuela, et Edward Snowden devrait donc le cas échéant faire escale à Cuba. Le président cubain, Raul Castro, a soutenu dimanche le droit de ces pays d'Amérique Latine à offrir l'asile politique à ceux qui sont "persécutés pour leur idéal ou en raison de leur lutte pour les droits démocratiques". Problème : plusieurs pays pourraient décider de fermer leur espace aérien à son passage.

Recherché par les Etats-Unis pour espionnage, Edward Snowden est resté invisible depuis son arrivée le 23 juin dans la zone de transit de l'aéroport de Moscou-Cheremetievo, en provenance de Hong Kong où il s'était rendu après avoir quitté son pays.

Outre le Venezuela, la Bolivie et le Nicaragua ont proposé ces derniers jours l'asile politique à Edward Snowden, qui a fait plus d'une vingtaine de demandes et essuyé de nombreux refus.

**JDD 9 juillet 2013**



# Le Président de la FIFA en Palestine !




**De gauche à droite : le président de la FIFA Joseph S. Blatter, le président Palestinien Mahmoud Abbas et le vice-président de la FIFA, Ali Ben Al Hussein**




**Blatter et le Pré¬sident de la Fédération palestinienne de football, Jibril Rajoub**

Le Pré¬sident de la FIFA Joseph S. Blatter s'est rendu en Palestine dimanche 7 juillet. Il y était accom¬pagné du vice-président de la FIFA, Son Altesse Royale le Prince Ali Ben Al Hussein, et du Pré¬sident de la Fédération palestinienne de football, Jibril Rajoub.

Lors du 63ème Congrès de la FIFA, qui s'est tenu en mai, le Président de la FIFA s'est vu confier le mandat d'essayer d'améliorer la situation actuelle du football en Palestine, pour contribuer à la mise en œuvre de la mission de développement et de promotion du jeu en conformité avec les Statuts de la FIFA. "Nous allons vous aider. Le football va vous aider. Je vous ai pris dans mon cœur", a déclaré le Président de la FIFA à ses hôtes palestiniens. "Je suis investi d'une mission à la fois sportive et diplomatique destinée à transmettre aux autorités israéliennes les problèmes auxquels votre football est confronté, s'agissant en particulier des problèmes liés à l'entrée et à la sortie de joueurs en Palestine. Je vais me battre pour votre cause. Le football ne doit pas créer de frontières, il doit rassembler les gens", a-t-il ajouté.

Le Président de la FIFA a été officiellement reçu dans l'enceinte présidentielle à Ramallah, où il s'est entretenu avec Yasser Abd Rabbo, le Secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

**Trois projets Goal**

Plus tôt dans la journée, Joseph S. Blatter avait procédé à l'inauguration des trois projets Goal : un terrain de football à Toul¬karem, la Joseph Blatter Football Academy à Al Bireh et le nouveau siège de la PFA à Al Ram, près du stade Al-Ram Stadium. Le Président de la FIFA avait inauguré ce dernier en 2008 et la FIFA avait aidé à la rénovation des terrains.

Un festival de football a été organisé au stade et le nouveau siège a accueilli sa pre¬mière réunion du Conseil d'administration de la PFA, laquelle a été suivie d'une conférence de presse.

Le Président de la FIFA s'est également vu remettre le Doctorat hono¬ri¬fique de l'Université nationale An-Najah National de Naplouse par le Docteur Rami Ham¬dallah, Premier ministre de la Palestine et Doyen de l'Université. Cette distinction a été remise à l'occasion d'une céré¬monie à laquelle ont assisté des centaines d'étudiants enthou¬siastes.

Cette journée a par ailleurs été marquée par la présentation du livre "100 ans de football en Palestine", qui a été financé par la FIFA. Joseph S.Blatter bouclera sa tournée au Moyen-Orient par une visite en Israël, qui débutera lundi 8 juillet.

**Fifa.com, lundi 8 juillet 2013**